

Schlumberger Limited
Rapport Annuel 2004

Schlumberger

Schlumberger



Schlumberger

Schlumberger



Marcus Morais, Janio Cornelio, Janaina Ruas,
Carlos Ramirez Posada et Sergio Luiz Santos,
membres d'une équipe opérationnelle sur
un site près d'Aracaju au Brésil.

La demande énergétique mondiale, stimulée par la croissance économique générale et par les besoins des pays en développement, est en constante augmentation. Or actuellement, ce sont surtout les hydrocarbures qui couvrent cette demande et ils continueront à le faire pendant encore une bonne partie du prochain demi-siècle. À mesure que la demande s'accroît, le besoin de technologies va grandissant. L'industrie du pétrole et du gaz doit donc pouvoir disposer à la fois de techniques nouvelles, de solutions innovantes et de partenaires créatifs.

Schlumberger s'est fixé pour mission d'aider les compagnies pétrolières et gazières à optimiser leurs performances d'exploration et de production. Nous travaillons sur les technologies dont elles ont besoin pour améliorer la récupération des hydrocarbures dans les champs déjà en production, pour explorer et produire dans les environnements complexes de demain, et pour libérer le potentiel des hydrocarbures non conventionnels

Sommaire

2 Lettre du Président

5 Principales données financières

6 Des technologies au service des réservoirs matures

17 Résultats financiers

3ème de couverture Conseil d'administration

3ème de couverture Direction et Informations générales

Notre expertise technologique s'étend de la caractérisation des réservoirs et l'évaluation des formations, au forage dirigé, à la cimentation et la stimulation des puits, ainsi qu'à la complétion et la productivité des puits. Nous proposons aussi des services de données et de conseil, des logiciels, ainsi que des services de gestion de l'information, d'informatique et de gestion intégrée de projets, à l'appui des processus opérationnels de base de l'industrie pétrolière et gazière.

Schlumberger, première société mondiale de services pétroliers, compte aujourd'hui plus de 52 000 collaborateurs de plus de 140 nationalités, dans plus de 80 pays. Schlumberger dirige aussi WesternGeco, la plus grande société mondiale de sismique, qui fournit les services les plus avancés en matière d'acquisition et de traitement des données. WesternGeco est une joint venture détenue avec Baker Hughes.



Plates-formes de forage en Sibérie occidentale
dans la Fédération de Russie



Lettre du Président

L'année 2004 s'est de nouveau traduite par des records pour Schlumberger, tant pour les Services pétroliers que pour WesternGeco. Le maintien des prix élevés du pétrole et du gaz a incité nos clients à accroître leurs investissements dans de nouveaux programmes d'exploration-production. Cette année, qui aura vu l'achèvement du plan de cession de nos activités ne relevant pas de nos métiers de base, a été aussi celle de notre mutation en une entreprise entièrement spécialisée dans les services pétroliers.

Services pétroliers a atteint de nouveaux records avec un chiffre d'affaires de 10,24 milliards de dollars, et un résultat d'exploitation avant impôts de 1,8 milliard de dollars. L'activité a progressé dans la quasi-totalité des régions du monde et pour toutes les technologies, la plus forte croissance géographique étant enregistrée sur les GeoMarkets* Canada ; Inde ; Mexique ; Brunei, Malaisie et Philippines ; et Afrique de l'Est et Méditerranée orientale. La Russie a aussi connu une forte progression, malgré l'absence d'activité pour Yuganskneftegas au dernier trimestre de l'année.

Partout la demande de technologie a été vigoureuse mais elle s'est montrée particulièrement forte pour la famille d'instruments rotatifs orientables PowerDrive* du segment Forage et mesures, et pour les services ABC* (analyse derrière le cuvelage) et PressureXpress* du segment Logging. Plusieurs nouvelles technologies ont été introduites par le segment Services pour les puits, notamment le système PowerCLEAN*, solution intégrée qui permet d'optimiser la production en éliminant les débris à l'aide du coiled tubing. L'activité du segment Complétions et productivité des puits a enregistré une forte croissance de ses technologies destinées aux services de production. L'essor de la suite Petrel™ du segment Solutions Information Schlumberger qui intègre tous les outils, de l'interprétation sismique à la simulation de réservoirs, s'est traduit par une hausse remarquable du chiffre d'affaires. Avec la mise en route de nouveaux projets importants en Colombie, en Roumanie et en Asie, Gestion intégrée de projets a poursuivi sa forte croissance.

WesternGeco a très bien progressé et a terminé l'année avec un bénéfice avant impôts de 124 millions de dollars, en contraste avec la perte de 20 millions de dollars l'année dernière. Ces résultats sont le fruit d'un accroissement global de l'activité et du succès grandissant de la technologie Q*, associés à des efforts vigoureux de réduction du nombre d'activités non rentables et à l'adoption d'une discipline très rigoureuse dans les opérations multiclients. En 2004, le chiffre d'affaires de Q* a plus que doublé, et l'intérêt manifesté par les clients, nouveaux ou réguliers, est resté vif. Grâce aux améliorations apportées à la chaîne de traitement Q-Xpress*, les résultats d'une campagne sismique marine 4D (qui consiste à répéter l'opération plusieurs fois, avant et après une phase de production) ont été fournis à un client norvégien onze jours seulement après l'acquisition des données. Fort de l'expérience acquise en 2003 avec Q-Land* en Afrique du Nord, WesternGeco a largement testé ce système en 2004 au Moyen-Orient avec des résultats très satisfaisants.

Les progrès réalisés en Russie sont le résultat de plusieurs initiatives importantes. En début d'année, nous avons fait l'acquisition de la Société Sibérienne de Géophysique (SGK) auprès de notre partenaire de la joint venture, et nous avons concrétisé l'achat de notre participation initiale de 26 % dans PetroAlliance, société russe indépendante de services pétroliers. Nous avons ouvert une plate-forme technologique sur le campus de l'Université d'ingénierie pétrolière et gazière Gubkin, et avons démarré des activités d'études et de production à Novosibirsk en vue de renforcer notre position sur ce marché capital pour l'avenir.

En cours d'année, nous avons aussi pris plusieurs mesures pour assurer une croissance régulière de Schlumberger dans le contexte du cycle favorable actuel. Nous avons décidé notamment de transférer notre centre de recherche de Ridgefield (Connecticut) à Cambridge (Massachusetts). Après son transfert sur le site choisi, qui sera achevé à l'été 2006, notre principal laboratoire de recherche se trouvera placé à proximité d'une des communautés de chercheurs les plus fécondes du monde, comme le sont nos autres grands laboratoires de Cambridge, au Royaume-Uni, et de Moscou, dans la Fédération de Russie.

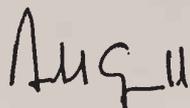
Garantir la qualité de nos collaborateurs dans le monde entier constituera un élément clé de notre capacité à faire face à la croissance et à accélérer les introductions de nouvelles technologies. Pour améliorer encore cette qualité, nous avons mené une réflexion approfondie sur nos structures de formation et sur leur évolution. Il en est résulté, entre autres, l'ouverture en cours d'année d'un premier centre de formation de nouvelle génération : situé en Europe, ce nouveau centre est consacré à la formation du personnel de Forage et mesures, et de Complétions et productivité des puits. Nous en avons mis un autre en chantier au Moyen-Orient, et dans les douze prochains mois, nous commencerons la construction d'un centre analogue dans la province de Tyumen en Russie. Ces nouveaux centres offriront des possibilités de formation couvrant une large gamme de services technologiques.

Cette année, nous avons également accompli des progrès notables vers la réalisation de nos objectifs financiers. Grâce à notre programme de cessions, nous avons pu faire passer notre endettement net de 4,2 milliards de dollars à 1,5 milliard de dollars, niveau que nous considérons conforme à la structure de capital à long terme de notre entreprise. En juillet, le conseil d'administration a approuvé un programme de rachat de 15 millions d'actions : en fin d'année, nous en avons racheté 5,15 millions à un prix moyen de 62,20 dollars par action. La marge d'exploitation après impôts de Services pétroliers a atteint 14,2 % du chiffre d'affaires pour l'année, contre 13,5 % en 2003. Le rendement des capitaux engagés s'élevait à 19,1 % à la fin de 2004, soit un taux nettement plus élevé que celui de 9 % enregistré pour la même période de 2003. Le 20 janvier 2005, le conseil d'administration a approuvé une augmentation de 12 % du dividende annuel, la première hausse depuis neuf ans. La mise en place du programme de rachat d'actions, associée au relèvement du dividende, s'inscrit parfaitement dans notre stratégie qui vise à conserver suffisamment de liquidités pour alimenter la croissance de l'entreprise, tout en distribuant l'excédent éventuel à nos actionnaires.

L'année dernière, j'ai fait état des résultats de nos efforts pour maintenir la qualité des services, la sécurité, la santé et l'environnement au premier rang des priorités de l'entreprise. Malgré l'expansion rapide de nos activités, notre bilan en matière de sécurité et de conduite au volant a continué de s'améliorer en 2004. Toutefois, à la différence de l'année dernière où nous n'avions enregistré aucun accident routier mortel, nous en déplorons malheureusement un cette année. Néanmoins, cet unique accident, tout en restant inacceptable, témoigne de la permanence de nos efforts car en un an, le nombre de kilomètres parcourus a augmenté de près de 20 % pour atteindre plus de 294 millions de kilomètres.

En juin dernier, j'ai fait observer qu'à moins d'une chute de la demande provoquée par une récession économique, nous entrons, à mon avis, dans le climat conjoncturel le plus favorable que nous ayons connu depuis les années 70. Les faits survenus depuis lors n'ont pas été de nature à modifier cette appréciation. Je ne considère pas que notre métier a cessé d'être cyclique. Toutefois, une période prolongée d'investissements pétroliers et gaziers sera nécessaire pour répondre à la croissance accélérée de la demande enregistrée en Chine, en Inde et dans les autres pays en développement, et pour pallier le déclin inévitable de la production des réservoirs mis en service dans les années 70, lors du dernier cycle ascendant de longue durée. Grâce au caractère international de notre personnel, à notre avance technologique et à notre couverture géographique, nous sommes exceptionnellement bien placés pour poursuivre notre expansion dans cette conjoncture.

De nouveau, je voudrais adresser mes remerciements à nos clients et à nos collaborateurs pour leur soutien en cette période passionnante que connaît notre industrie.



Andrew Gould
Président-directeur général



Vue aérienne des opérations de forage dans
le bassin de Berkine basin en Algérie.

Principales données financières

(en millions de dollars, sauf pour les montants par action)

Exercice clos le 31 décembre	2004	2003	2002
Chiffre d'affaires d'exploitation	\$ 11,480	\$ 10,017	\$ 9,657
Résultat net – activités en exploitation	\$ 1,014	\$ 398	\$ 489
Résultat par action après dilution – activités en exploitation	\$ 1.70	\$ 0.68	\$ 0.84
Dividendes déclarés par action	\$ 0.75	\$ 0.75	\$ 0.75
Rentabilité des capitaux engagés – activités en exploitation *	14%	5%	5%
Rentabilité des ventes – activités en exploitation	9%	4%	5%
Rentabilité des capitaux propres – activités en exploitation	17%	7%	6%
Endettement net	\$ 1,459	\$ 4,176	\$ 5,021

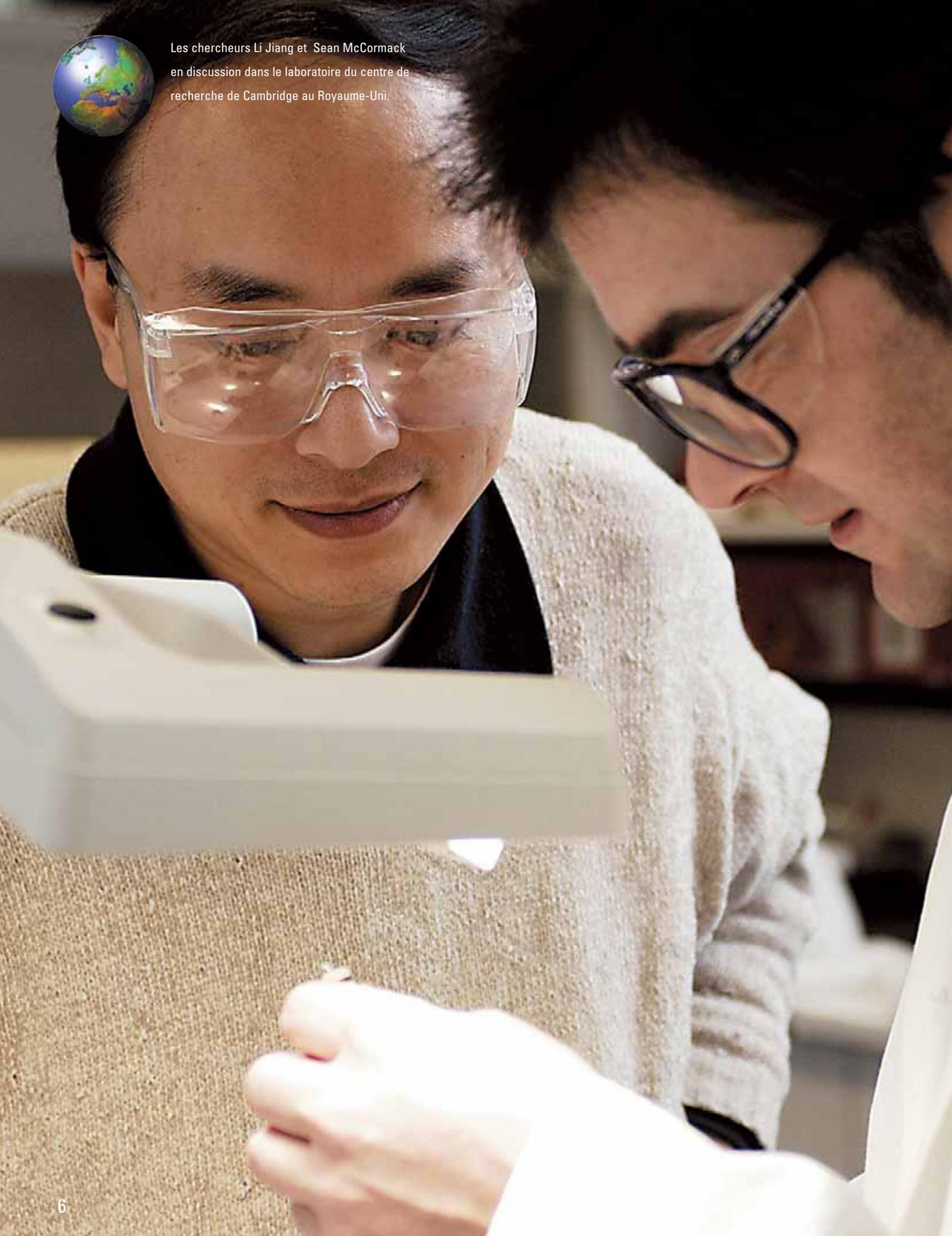
Performance du segment Service pétroliers en matière de sécurité

Taux de fréquence d'accidents avec arrêt de travail – normes du secteur pour les producteurs des pétroles et de gaz	2.1	2.5	3.5
Taux d'accidents automobiles – normes du secteur	0.5	0.8	1.3

* La rentabilité des capitaux engagés est calculée comme suit : (Résultat net + Intérêts minoritaires + Frais financiers – Produits financiers – Avantage fiscal sur frais financiers), divisé par la moyenne annuelle de (Capitaux propres + Dettes nettes + Intérêts minoritaires).



Les chercheurs Li Jiang et Sean McCormack
en discussion dans le laboratoire du centre de
recherche de Cambridge au Royaume-Uni.



Des technologies au service des réservoirs matures

Soixante-dix pour cent de la production pétrolière actuelle provient de gisements exploités depuis plus de 30 ans. À mesure qu'ils vieillissent, leurs performances déclinent et des opérations de reconditionnement sont indispensables pour maintenir leur rendement. D'après l'Agence internationale de l'énergie, ces opérations mobilisent les trois quarts des investissements actuels dans le secteur amont, un quart seulement étant consacré au développement de nouvelles sources de pétrole.

La technologie est au cœur de Schlumberger. Or c'est par la technologie que l'industrie pétrolière parvient à satisfaire les besoins énergétiques mondiaux d'une manière rentable, sûre, et respectueuse de l'environnement. Notre stratégie vise trois objectifs : maintenir notre avance par le développement de technologies de pointe pour les environnements complexes du futur ; créer les technologies numériques nécessaires à l'automatisation des gisements de demain ; et prendre la tête du développement de technologies spécialement adaptées à la production économiquement viable des gisements matures, prédominants aujourd'hui. Atteindre ce troisième objectif nécessite un faisceau de technologies destinées à ralentir le déclin et améliorer le taux de récupération. Parmi celles citées ci-dessous, beaucoup pourront être facilement appliquées à la production d'hydrocarbures aujourd'hui considérés comme non conventionnels.

Le développement des technologies

Le portefeuille de Schlumberger se compose d'une pluralité de technologies : WesternGeco est axé sur l'acquisition et le traitement des données sismiques marines et terrestres ; Forage et mesures offre les services nécessaires à l'optimisation des opérations de forage, et fournit les mesures en temps réel qui servent à placer le puits au cœur de la zone la plus productrice du réservoir ; Logging fournit la technologie d'évaluation du réservoir et du mouvement de ses fluides, et les services nécessaires à la mise en production d'un puits et au maintien de ses performances ; Services pour les puits assure la cimentation, la stimulation et les opérations au coiled tubing ; et Complétions et productivité des puits propose des services d'essai, de complétion et de surveillance de la production en temps réel. Enfin, Solutions Information Schlumberger met au point des logiciels, apporte son expertise en gestion de l'information et fournit l'infrastructure qui permet d'assurer une connexion sécurisée entre le site de forage et les bureaux.

Services de données et de conseil, et Gestion intégrée de projets viennent compléter ce portefeuille. Ces deux segments permettent de tirer le meilleur parti de l'ensemble des technologies proposées. Lors de leur déploiement, ils apportent respectivement la connaissance du réservoir et l'expérience de la gestion de projets. Ils procurent ainsi d'une part l'expertise intellectuelle requise pour analyser des informations sur le puits et le réservoir afin d'évaluer les solutions technologiques, et d'autre part l'expérience du terrain, nécessaire pour conduire les opérations du client – de la construction du puits à sa production.

Tous ces segments interagissent dans le cadre d'un dispositif élaboré et décentralisé de développement des technologies. Ce réseau se compose de six centres de recherche, dix-sept centres technologiques et huit centres de production, répartis dans douze pays. En 2004, Schlumberger a consacré 453 millions de dollars à la recherche et au développement, ce qui représente aujourd'hui l'un des budgets les plus élevés consacrés à cette activité dans le secteur amont.

Le dispositif est structuré de façon à pouvoir définir et développer des produits qui répondent aux besoins de plusieurs segments en optimisant l'expertise répartie géographiquement des centres technologiques. Cette structure, qui permet à de nombreux projets d'être menés sans discontinuité et d'une manière intégrée, constitue le point fort du dispositif de développement des technologies à la base de notre position d'excellence du secteur.

La sélection des technologies

La sélection et l'application des technologies forment un processus complexe, en particulier dans les gisements matures de pétrole et de gaz. Même si dans ces gisements le pic de production a parfois été dépassé, il se peut que les deux tiers du volume initial d'hydrocarbures soient encore en place. Dans les années à venir, un nombre croissant de gisements vont atteindre ce stade, rendant indispensable l'optimisation de

la production pour améliorer le taux de récupération final.

Le développement des gisements matures comporte un double objectif en termes financiers. Il faut en effet accroître la production tout en minimisant les dépenses d'investissement, et ralentir le déclin tout en minimisant les charges d'exploitation. Il s'agit là d'un enjeu complexe qui implique des aspects très divers du développement et de la production.

De nombreux moyens technologiques sont nécessaires pour atteindre ce double objectif. Tout d'abord, il faut pouvoir visualiser où il reste des hydrocarbures – dans le réservoir, comme à proximité du puits. Ensuite, on doit être en mesure de forer un nouveau puits ou de prolonger un puits existant afin d'atteindre ces réserves. En outre, il faut être capable de caractériser la formation rocheuse pour en évaluer le potentiel restant. Enfin, il faut disposer du savoir-faire nécessaire pour mettre en production le nouveau puits et en surveiller les performances.

Mais une meilleure exploitation des gisements matures exige bien davantage que des ressources technologiques. Elle implique de décider de la technologie à mettre en œuvre et de l'endroit où la mettre en œuvre. Pour éclairer ces choix le groupe Services de données et de conseil de Schlumberger dispose de plus de 1 300 spécialistes. D'une taille à peu près équivalente à celle des groupes du même type dont sont dotées les grandes compagnies pétrolières internationales, ces services couvrent tous les domaines pertinents des géosciences et de l'ingénierie. Ils possèdent les connaissances nécessaires pour comprendre les structures souterraines, choisir la technologie appropriée, et dialoguer avec les équipes des Geomarkets de Schlumberger qui mettent en œuvre les services.

Les technologies en action

Depuis les années 40, les ingénieurs du pétrole ont utilisé diverses techniques d'évaluation du déplacement des fluides pour tenter de gérer le processus d'épuisement des gisements. Aujourd'hui, les données de sismique à haute résolution fournies par la technologie Q, associées aux techniques avancées de traitement des données, d'interprétation et de visualisation, nous permettent de mesurer ou de visualiser dans le temps le mouvement des fluides dans le réservoir. C'est la toute dernière technologie de gestion du réservoir qui permet de voir où placer le prochain puits et comment le forer.

Introduits en 2001, les services mettant en œuvre la technologie Q marquent l'apogée d'un programme intensif d'études et de recherche visant à élever le niveau de résolution et de répétabilité des données sismiques. Avec cette technique, les données produites par chacun des capteurs sont recueillies sous forme numérique, ce qui évite d'avoir à établir la moyenne des signaux sismiques comme auparavant, et ce qui accroît considérablement la fidélité des informations enregistrées. C'est un peu comme passer du 78 tours au disque compact. D'outil d'exploration et de développement la sismique devient, grâce à cette avancée technologique, un instrument au service de la gestion du réservoir.

Un exemple d'application en mer du Nord témoigne des résultats que la technologie Q permet d'obtenir. L'été 2003, WesternGeco a réalisé une seconde campagne de sismique tridimensionnelle sur un gisement situé à 200 km environ de la côte norvégienne, vingt et un mois seulement après la campagne de référence. Par le passé, ces campagnes de sondages répétées dans le temps étaient effectuées à plusieurs années d'intervalle, car la technologie classique n'était généralement pas capable de détecter les changements intervenus dans l'état du réservoir sur des périodes plus courtes. La supériorité de la technologie Q réside dans sa capacité à percevoir ces changements : les premiers résultats, fournis onze jours seulement après l'acquisition des données, ont permis à l'opérateur de réviser les plans d'un nouveau puits et de forer moins profond en évitant ainsi la surface de contact huile-eau. En 2004, la campagne a été répétée et cette fois, les premiers résultats ont été disponibles dans un délai de trois jours.

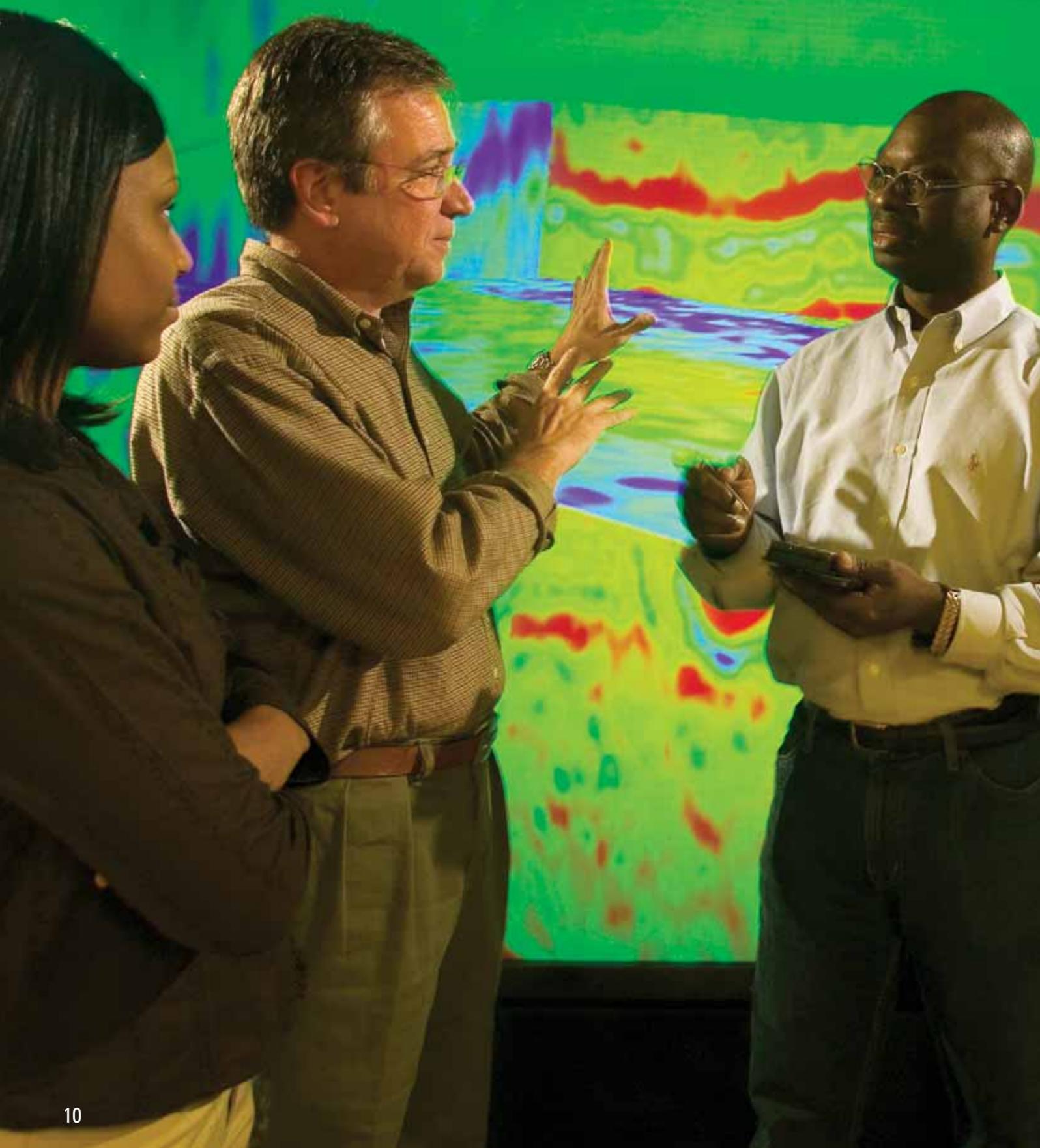
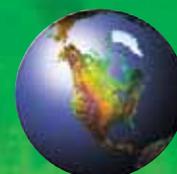
S'il est désormais possible d'utiliser les données sismiques pour identifier les zones de production futures d'hydrocarbures, de nouvelles techniques de logging permettent d'évaluer les zones d'hydrocarbures derrière le couvage dans les puits existants. ABC, cette nouvelle technologie d'analyse, permet de réaliser dans des puits déjà tubés une gamme complète de mesures ayant la qualité de celles effectuées en trou ouvert. Elle permet notamment de mesurer la pression des formations et l'échantillonnage des fluides de réservoir grâce à une technique novatrice qui perfore le tubage puis obture les trous pour recueillir les données.



Martha Vasquez, instrutrice spécialiste
du coiled tubing, au centre de formation
de Bottesford au Royaume-Uni.



Jarrien Garner, James Roxo et Goke Akinniranye examinant des données au iCenter* de Houston (Texas) aux États-Unis.



Le cuvelage est une barrière qui empêche de réaliser nombre de mesures. Mettre en œuvre un instrument de logging, quel qu'il soit, dans un puits tubé revient pour l'essentiel à essayer de voir au travers d'une paroi d'acier pour mesurer quelque chose qui se trouve derrière. Pourtant, il est très important de procéder à des évaluations régulières des puits car elles mettent en évidence des phénomènes tels que les entrées d'eau et l'épuisement des hydrocarbures. La technologie ABC non seulement permet d'évaluer les puits anciens avec des méthodes de pointe et d'effectuer des logs dans les nouveaux puits après le retrait de l'appareil de forage, mais elle fournit aussi des informations de haute qualité en plus grand nombre et de manière plus rentable qu'auparavant.

En Indonésie, les informations obtenues grâce aux mesures ABC ont conduit à établir un programme de reconditionnement pour l'ensemble d'un gisement. L'un des puits, vieux de vingt ans, était sur le point d'être abandonné car il produisait 99 % d'eau. Or, dans une dernière tentative pour vérifier s'il ne contenait plus aucun pétrole, un log de résistivité en puits tubé a été réalisé. Son résultat s'est révélé surprenant : la zone initiale était effectivement remplie d'eau pour l'essentiel, mais la zone située en dessous, dont on pensait qu'elle était à l'origine de l'eau, était en fait abondamment remplie de pétrole. La présence d'eau était imputable à la technique d'injection d'eau qui avait été utilisée pendant de nombreuses années pour la récupération secondaire. Les perforations supérieures ont été obturées, celles de la zone inférieure ouvertes, et la production a augmenté pour atteindre 2 050 barils/jour de pétrole sans eau.

Pour les gisements matures, la capacité de voir derrière le cuvelage permet de repérer des réserves non encore récupérées et de les mettre en production. Souvent, leur développement a transformé des puits marginaux en puits extrêmement productifs. Dans certains cas, le gaz produit à partir de zones auparavant négligées a permis à des zones pétrolifères situées ailleurs dans le gisement de produire sans qu'il soit nécessaire d'installer un système coûteux d'injection de gaz.

Maintenant que les nouvelles technologies de sismique et de logging permettent de localiser les régions et les zones où il est possible d'accroître la production, l'accès à ces réserves dans des conditions économiques devient un enjeu important. Dans un gisement où voisinent déjà de nombreux puits, en forer un nouveau équivaut, en partant du sommet d'un gratte-ciel, à se frayer un chemin dans les embouteillages afin d'atteindre un endroit bien précis, de la taille d'un bureau, situé au bout d'un étroit couloir de métro de huit kilomètres de long.

La technique traditionnelle de forage dirigé consistait à orienter le trépan depuis la surface dans la direction souhaitée, puis à faire glisser l'ensemble du train de tiges en le poussant vers le fond du puits pour continuer à forer dans la direction prévue. Or le train de tiges n'étant pas rotatif, cette technique réduisait la vitesse de forage, limitait le nettoyage du front de taille et augmentait le risque de coincement de la garniture. En revanche, avec les nouveaux systèmes rotatifs orientables, le trépan une fois guidé vers la direction voulue, l'ensemble du train de tiges continue à tourner. D'où une réduction du frottement qui accroît la vitesse de forage, et une amélioration du contrôle directionnel qui permet de placer le puits exactement à l'endroit souhaité. En outre, le forage de puits à grand déport, qui n'était pas réalisable avec la technique classique, est désormais possible, comme d'ailleurs la pose du tubage dès le premier essai, opération rendue plus facile par le maintien d'une trajectoire régulière. Mais optimiser les performances du forage ne suffit pas : il faut aussi connaître la position du trépan par rapport aux différentes formations géologiques. C'est la raison pour laquelle, afin d'atteindre une meilleure précision, les systèmes rotatifs orientables doivent être associés à des instruments de logging en cours de forage qui fourniront les mesures nécessaires pour placer le puits dans la partie la plus productrice de la formation.

PowerDrive, le système rotatif orientable de Schlumberger, a été mis en œuvre sur un puits récemment foré en mer du Nord dans un réservoir complexe comportant quatre cibles principales. Le positionnement du puits a nécessité de recueillir en temps réel des mesures de logging et des images des formations. Le résultat a été extrêmement concluant : toutes les cibles du réservoir ont été atteintes, des économies substantielles ont été réalisées, et la production finale a progressé de 25 % par rapport aux prévisions initiales. Des puits comme celui-ci sont caractéristiques des forages en gisement mature, dont le coût élevé oblige à exploiter plusieurs cibles à la fois.

À profil de puits complexe, problèmes techniques complexes. Par exemple, les opérations de logging sont difficiles à réaliser dans ce type de puits, car la force de gravité est insuffisante pour déplacer les outils. La solution consiste à utiliser un dispositif de traction pour tirer l'équipement le long des sections horizontales et fortement déviées. Cette technique, qui associe contrôle de surface et moteur de fond, permet de mettre en œuvre toute la gamme actuelle des services de logging dans n'importe quel puits complexe.

Outre la localisation de nouvelles réserves, le reconditionnement de puits anciens ou le forage de nouveaux puits, la technologie intervient dans un autre domaine encore : la stimulation par fracturation hydraulique. Le procédé n'est pas nouveau, mais son efficacité ne cesse de croître grâce à l'innovation technologique. Bien sûr, la chimie et la force motrice restent des éléments essentiels, mais des évolutions dans d'autres domaines sont en passe de changer la donne.

Car, en matière de fracturation hydraulique, la principale préoccupation est de faire en sorte qu'une fois la roche fracturée, l'agent de soutènement soit réparti de manière régulière pour maintenir la fracture ouverte. Or, il est parfois très difficile d'injecter l'agent jusqu'au fond de la fissure et d'empêcher celle-ci de se refermer sur toute sa hauteur. Sans une parfaite répartition du produit de soutènement, une partie seulement du réservoir sera stimulée, entraînant des conséquences négatives sur la production faciles à imaginer. Sans pour autant généraliser, il se pourrait cependant qu'une opération sur cinq soit confrontée à ce problème.

À cet égard, la nouvelle technologie de fracturation FibreFRAC* marque une innovation car son réseau de fibres facilite la diffusion de l'agent de soutènement dans la fracture. Lors de la fissuration de la roche, les fibres du fluide assurent le transport de l'agent sur toute la longueur de la fracture. Ce traitement ouvre un plus grand volume pour l'écoulement à l'intérieur de la fracture, ce qui améliore sensiblement la productivité du puits. Ainsi, d'après une étude récente réalisée dans l'est du Texas, des puits stimulés à l'aide de la technique FibreFRAC ont vu doubler au cours des trois premiers mois leur taux moyen de production journalière par rapport à celui des puits traités par la technique classique.

La stimulation par fracturation s'est enrichie d'une autre avancée technologique qui sert à contrôler les progrès de l'opération de fracturation. Le service StimMAP* utilise les événements microsismiques qui se produisent pendant la fracturation de la formation rocheuse pour cartographier la géométrie de la fracture au fur et à mesure de sa création. Le traitement est optimisé en associant au service StimMAP l'expertise des spécialistes de la stimulation de Services de données et de conseil. Le contrôle des fractures par cette méthode constituera probablement la prochaine étape majeure dans l'évolution de la technologie du pompage haute pression.

Extraire les hydrocarbures des pores de la roche pour les faire s'écouler dans le puits n'est qu'une partie du défi. Dans les champs qui sont en production depuis de nombreuses années, l'énergie naturelle est insuffisante pour faire remonter le pétrole à la surface. Des systèmes de production assistée, déployés dans plus de 90 % des puits producteurs dans le monde, constituent la solution la plus répandue.

Le nouveau service d'activation Axia* destiné aux puits équipés de pompes électriques submersibles permet d'optimiser les performances grâce à une gestion fondée sur des informations très complètes. Il propose un système de pompe de la nouvelle génération à capteurs intégrés, un moteur de surface, une infrastructure de télécommunications, un système de surveillance et de contrôle à distance, ainsi qu'un accès à des services de diagnostic et de remédiation. Dans le cadre de cette offre de service, des experts Schlumberger sont à la disposition des clients pour les aider à exploiter les données en temps réel et à décider des moyens d'améliorer la productivité. Un dispositif Axia a été mis en place sur un champ de Californie, pour Signal Hill Petroleum : au bout de deux mois, après identification et correction de problèmes de production, la productivité avait augmenté de 70 %.

Mais sans une connaissance précise du sous-sol, une grande partie de cette technologie resterait inutilisable. Le large éventail de logiciels proposés par Solutions Information Schlumberger sont autant d'outils indispensables pour affiner la modélisation et la visualisation du sous-sol et en accélérer la compréhension. Par exemple, le simulateur Eclipse® est le standard de l'industrie en matière de simulation numérique tridimensionnelle en différences finies. Avec cet instrument, associé à la gamme Petrel d'outils de gestion des processus opérationnels, nous avons révolutionné la modélisation des réservoirs. En effet, l'intégration d'un

Nassima Djalel, ingénieur Logging,
sur un site en Algérie.



volume beaucoup plus important d'informations dans les divers scénarios possibles de développement permet de sélectionner plus facilement la solution économiquement optimale.

Une approche intégrée

Pour prolonger la production des gisements matures, il faut y consacrer beaucoup de ressources. On doit d'abord étudier de près l'histoire du gisement, définir des scénarios envisageables, et décider des interventions pertinentes. Il faut ensuite repérer les puits qui se prêtent le mieux à une réhabilitation, établir les plans nécessaires, et mettre en œuvre la solution optimale. On ne doit pas oublier aussi d'évaluer très soigneusement l'apport de nouvelles technologies et les avantages d'une modification des processus opérationnels dans l'infrastructure vieillissante d'un gisement mature.

Grâce à l'expertise de Services de données et de conseil, Schlumberger possède les compétences pour sélectionner la technologie appropriée. Nous disposons aussi du savoir-faire pour en gérer le déploiement à l'aide de méthodes fondées sur la gestion de projets. Ce dispositif nous permet d'adapter les technologies aux besoins locaux et de les déployer en tenant compte de la géologie et de l'environnement du gisement. Le segment Gestion intégrée de projets de Schlumberger compte plus de 1 100 professionnels qui ont actuellement la charge de quelque 45 projets de taille et de nature différentes dans 21 pays, et qui gèrent près de 90 appareils de forage. Depuis la création de ce groupe il y a huit ans, des projets ont été couronnés de succès dans 45 pays.

Du point de vue du client, cette approche intégrée présente l'avantage de lui offrir un accès aux meilleures pratiques, une expertise dans l'application de nouvelles technologies, et un interlocuteur unique pour la gestion de son projet. Ces avantages revêtent une importance particulière dans les activités à forte intensité de main-d'œuvre car le client peut ainsi concentrer ses ressources humaines sur les défis de demain. Du point de vue de Schlumberger, cette démarche favorise l'adoption rapide des nouvelles technologies : en effet, la meilleure manière d'évaluer nos technologies est de travailler en étroite collaboration avec le client.

Le champ de Laslau Mare en Roumanie, en production depuis 15 ans, offre un exemple de gisement mature. Romgaz, le client, a choisi Schlumberger pour l'aider à le réhabiliter, ce qui devrait permettre de réduire la dépendance du pays vis-à-vis du gaz importé, et de tirer parti de la libéralisation du marché du gaz en Europe orientale. Même si l'objectif premier de Romgaz est de maximiser le taux de production à l'aide des technologies adéquates appliquées à partir d'un puits unique, le but à terme est d'accroître ses réserves et d'en augmenter la récupération.

Parmi les nouvelles technologies mises en œuvre à Laslau Mare figurent le logging derrière le cuvelage, et le forage intercalaire pour atteindre le gaz non encore récupéré. Romgaz et Schlumberger se rencontrent régulièrement pour évaluer l'état d'avancement du projet et les performances des nouvelles technologies. Nous avons déjà pu faire état d'augmentations moyennes de la production de 400 %.

Des technologies pour l'avenir

Ces exemples témoignent des progrès accomplis dans la mise au point de nouvelles technologies d'optimisation et de stimulation de la production. Mais d'autres innovations techniques seront nécessaires dans l'avenir.

Imaginons, par exemple, que l'on parvienne un jour à voir à l'intérieur du réservoir, à des dizaines, ou même à des centaines de mètres de profondeur : on pourra alors pour la première fois évaluer en trois dimensions le volume du pétrole non encore récupéré, l'efficacité des injections d'eau, et la localisation optimale de nouveaux puits. Une telle perspective, extrêmement prometteuse, permettrait d'augmenter substantiellement les taux de récupération et de prendre des mesures de remédiation avant que ne surviennent des problèmes irréversibles.

La technologie joue donc un rôle central autant pour prolonger la production de gisements matures que pour accompagner, en amont, l'exploration-production. Nombre de nouvelles technologies sont axées sur l'aspect immédiatement productif de notre industrie, mais il serait imprudent de considérer qu'il n'est plus nécessaire de continuer à investir en parallèle dans les technologies destinées à la production en eau profonde et autres zones difficiles d'accès. Les avancées techniques devront aussi porter sur les sources d'hydrocarbures non conventionnels disponibles dans de nombreuses régions. Schlumberger, premier fournisseur de technologies pour les services pétroliers, est déterminé à apporter toutes les réponses qu'exige l'avenir de cette industrie.

Bashir Al Sakhbouri et
Arnold Sequeira, de l'équipe
de forage au coiled tubing,
sur un site à Oman.



Schlumberger



Résultats financiers

Commentaires et analyse des résultats et de la situation financière par la direction

Les commentaires des résultats financiers sont à rapprocher des états financiers consolidés.

Synthèse 2004

Schlumberger se compose de deux secteurs d'activité : Services pétroliers et WesternGeco.

Cette année a été marquée par la mutation de Schlumberger en un pur prestataire de services pétroliers, fort d'un solide bilan de croissance et d'avance technologique. Le bénéfice des activités en exploitation avant impôts et intérêts minoritaires s'est élevé à 1,3 milliard de dollars en 2004 contre 457 millions en 2003. Les résultats de 2004 et 2003 comprennent des charges avant impôts respectivement de 243 millions de dollars et de 638 millions de dollars, qui sont détaillées aux pages 28 à 31. Le bénéfice des activités en exploitation a progressé de façon nettement plus sensible que le chiffre d'affaires, lui-même en hausse de 15 %.

Les Services pétroliers ont de nouveau affiché des records de chiffre d'affaires et de bénéfice d'exploitation avant impôts, qui ressortent respectivement à 10,24 milliards de dollars et à 1,80 milliard de dollars. Une forte croissance a été enregistrée dans toutes les zones géographiques, mais surtout en Amérique du Nord, au Moyen-Orient et en Asie. La marge d'exploitation avant impôts en année pleine a atteint 17,6 %, soit un niveau nettement plus élevé que l'objectif de 15 % fixé en mars 2003.

WesternGeco a renoué avec la rentabilité : son bénéfice d'exploitation avant impôts est de 124 millions de dollars contre une perte de 20 millions de dollars en 2003. Notre démarche s'est articulée autour de trois grands axes : ramener la capacité et les coûts à un niveau approprié, adopter une stratégie d'investissement prudente concernant la banque de données multiclients, et poursuivre l'introduction accélérée de la technologie Q*. Les clés de la réussite résident dans une gestion rigoureuse de la capacité, mais surtout dans la démonstration claire de la spécificité de la technologie Q. Le chiffre d'affaires de Q a plus que doublé, passant de 79 millions de dollars en 2003 à 162 millions en 2004.

Notre programme de cessions des activités autres que les services pétroliers est désormais achevé. Au cours de l'année, nous avons finalisé la cession de SchlumbergerSema, mené à son terme l'introduction en Bourse d'Axalto, et cédé la quasi-totalité des activités non pétrolières. En conséquence, au 31 décembre 2004, l'endettement net avait été ramené en dessous de 1,5 milliard de dollars, niveau cohérent avec la structure de capital à long terme de Schlumberger.

En mai 2004, Schlumberger a achevé l'acquisition d'une participation de 26 % dans PetroAlliance, la plus grosse société russe indépendante de services pétroliers. Une participation supplémentaire de 25 % devrait être acquise au premier semestre de 2005. Nous avons aussi finalisé l'acquisition de SGK, joint venture dans laquelle nous sommes associés depuis quatre ans en Russie. Le potentiel du marché russe est très important, et ce type d'investissement bénéficiera à Schlumberger et à l'industrie pétrolière russe en facilitant la croissance par l'accès aux technologies.

En juin 2004, nous avons défini les grandes lignes de notre stratégie de croissance, centrée sur l'activité de production qui caractérise l'industrie pétrolière. Les investissements nouveaux et renforcés réalisés par nos clients en vue d'accroître leur capacité de production - essentiellement en dehors de l'Amérique du Nord et dans les zones en eau profonde où Schlumberger occupe la position la plus forte - ainsi que la nécessité de prolonger la production des réservoirs existants vont se traduire par une activité accrue des services pétroliers pendant encore de nombreuses années. Soixante-dix pour cent de la production pétrolière actuelle provient de gisements qui sont en production depuis plus de trente ans. À mesure que ces champs vieillissent, leurs performances déclinent et des opérations de reconditionnement sont indispensables pour maintenir leur rendement. Les incidences d'une telle situation sont loin d'être négligeables puisque ces opérations mobilisent les trois quarts des investissements actuels dans le secteur amont, un quart seulement étant consacré au développement de nouvelles sources de pétrole. Parallèlement au maintien de notre position de leader des technologies d'exploration et de développement dans les environnements hostiles et complexes, nous entendons exploiter trois grandes opportunités.

Première opportunité : si Schlumberger bénéficie déjà d'une large couverture géographique, la solidité de ses positions lui offre néanmoins des possibilités de croissance inégalées dans les régions stratégiquement importantes en matière de production nouvelle que sont le Moyen-Orient, la mer Caspienne, et les zones d'opérations en eau profonde. Schlumberger considère que les opportunités les plus prometteuses se trouvent en Russie et, dans une certaine mesure, en Chine.

La deuxième voie de croissance possible est celle de la technologie, qu'elle soit développée en interne ou acquise en externe. Une large gamme de produits et de services mise au point en interne a donné naissance à un portefeuille qui engendre un potentiel de croissance sur le marché de la production. Or, alors que le rythme d'introduction de nouveaux produits s'accélère, les dépenses d'études et de recherche de Schlumberger sont restées relativement constantes. Aussi considérons-nous que l'acquisition de technologies complémentaires, leur perfectionnement et leur intégration à notre portefeuille, constitueront une caractéristique permanente de notre croissance future.

La troisième piste de croissance pour Schlumberger consiste à appliquer à la vie du réservoir notre savoir-faire dans la gestion de projets. Conçu essentiellement comme un service destiné à la construction de puits, mais conforté par le succès de projets tels que celui de Burgos au Mexique, Gestion de projets intégrée (IPM) développe actuellement une expertise grandissante dans l'exécution de projets visant à stimuler la production de gisements matures.

Début 2004, nous nous sommes assigné un certain nombre d'objectifs financiers. Nous visons notamment un taux de croissance annuelle composé à deux chiffres de notre chiffre d'affaires durant tout le reste de la décennie, même si cette croissance ne saurait être linéaire puisque l'industrie est appelée à demeurer en partie cyclique ; une marge d'exploitation après impôts de 15 %, avant intérêts minoritaires, WesternGeco compris ; et un rendement des capitaux engagés maintenu constamment entre 15 et 20 %.

Les commentaires et l'analyse des résultats financiers qui suivent sont à rapprocher des *États financiers consolidés*.

(en millions)

	2004	2003	Variation %
SERVICES PÉTROLIERS			
Chiffre d'affaires d'exploitation	\$ 10 239	\$ 8 823	16 %
Résultat avant impôts ¹	\$ 1 801	\$ 1 537	17 %
WESTERNGECO			
Chiffre d'affaires d'exploitation	\$ 1 238	\$ 1 183	5 %
Résultat avant impôts ¹	\$ 124	\$ (20)	- %

¹ Le résultat avant impôts représente le résultat avant impôts et intérêts minoritaires, hors produits et frais financiers, amortissements des actifs incorporels et charges avant impôts de 243 millions de dollars en 2004 et 638 millions de dollars en 2003 (voir les pages 28 à 31 pour de plus amples détails sur les charges).

Services pétroliers

Au fil de l'année, les prix pétroliers ont continué de grimper, le baril passant de 32,50 dollars au 1^{er} janvier à 38 dollars fin juin, pour atteindre un niveau record de plus de 55 dollars fin octobre. Même si en 2004 le baril s'est négocié en moyenne à un prix supérieur de quelque 15 dollars à celui de 2003, la croissance de la demande mondiale, de plus de 2 millions de barils par jour, s'est solidement maintenue tout au long du second semestre. La consommation, surtout aux États-Unis et en Chine, a stimulé la demande qui a atteint une moyenne de 82,5 millions de barils par jour en 2004, soit une croissance de 3,3 % en glissement annuel et le plus fort taux de croissance depuis 1976. La progression de l'offre a été freinée par plusieurs facteurs, dont la conjugaison a donné lieu à un équilibre extrêmement serré entre l'offre et la demande qui a fait monter les prix à un niveau supérieur aux prévisions de l'année dernière. Parmi les facteurs qui sont responsables de cet environnement tendu et qui devraient persister en 2005, figurent une demande pétrolière forte, des tensions géopolitiques, un système de raffinage à la limite de ses capacités, des stocks de brut et de produits pétroliers relativement bas, une réserve de capacité de production limitée, et un dollar américain faible. En conséquence, la plupart des prévisions annoncent une certaine détente sur les prix début 2005 après un hiver relativement doux, suivie par le maintien des prix pétroliers moyens à un niveau égal ou légèrement supérieur à celui de 2004. Les principaux risques qui pèsent sur un tel scénario résident dans un ralentissement spectaculaire de la croissance économique mondiale, ou dans une perturbation de l'offre.

En 2004, les dépenses d'exploration-production (E-P) ont évolué à la hausse progressant de 13 % par rapport à 2003 selon les estimations. Les dépenses à l'international, qui ont représenté plus de 70 % du total, sont celles qui ont le plus fortement augmenté, avec une hausse de 14 %, tandis que l'Amérique du Nord voyait ses dépenses s'accroître de 11 %. Les dépenses d'exploration ont stagné en 2004, alors que celles de développement et de production ont enregistré la majeure partie de l'augmentation, en raison de la concentration des efforts des opérateurs sur le maintien de la production dans les gisements vieillissants. Le nombre d'appareils de forage en activité dans le monde a augmenté de 13 % par rapport à 2003.

Les perspectives pour 2005 demeurent solides car à l'évidence l'industrie est désormais centrée sur la nécessité d'accroître ses capacités d'approvisionnement en pétrole comme en gaz. En témoignent les nouveaux plans de développement de gisements, ainsi que les efforts sans précédent déployés pour accroître la production et la récupération des réservoirs existants. L'exploration, en particulier dans les environnements difficiles comme l'eau profonde, devrait connaître une progression substantielle en 2005. Grâce aux bons fondamentaux du marché, et forts de notre portefeuille diversifié de technologies, ainsi que de l'excellence et du caractère international de nos collaborateurs, nous sommes dans une position idéale pour croître dans cet environnement.

Résultats 2004

Le chiffre d'affaires de 10,24 milliards de dollars a augmenté de 16 % par rapport à 2003. L'Amérique du Nord a progressé de 18 %, la zone Moyen-Orient et Asie de 19 %, l'Amérique latine de 21 %, et la zone Europe/CEI/Afrique de l'Ouest de 4 %. Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 1,80 milliard de dollars est en augmentation de 17 % par rapport à 2003.

L'activité s'est accrue dans la quasi-totalité des régions, la plus forte croissance étant enregistrée sur les GeoMarkets Inde, Mexique, Russie, Afrique de l'Est et Méditerranée orientale, et Caspienne. La Russie a continué de progresser de façon remarquable, dépassant toutes nos attentes, malgré l'absence d'activité pour Yuganskneftegas en fin d'année.

La demande a augmenté pour tous les types de services de technologie, mais plus particulièrement pour Forage et mesures et ses systèmes rotatifs orientables PowerDrive*, et PowerV* récemment lancés, ainsi que pour Logging et ses services ABC* (analyse derrière le cuvelage) et PressureXpress. La progression de la demande pour les technologies de production proposées par Services pour les puits a également contribué notablement à la croissance. C'est ainsi qu'a été introduit avec succès le système PowerCLEAN*, solution intégrée qui permet d'optimiser la production en éliminant les débris à l'aide du coiled tubing. Le segment Complétions et productivité des puits affiche aussi une forte progression des technologies axées sur la production, et l'activité IPM a poursuivi son expansion. Le rythme d'introduction de nouvelles technologies devrait s'accélérer durant les deux années à venir.

Les opérations en mer et en eau profonde réalisées en Inde à l'aide des technologies mises en œuvre par Logging, Forage et mesures, et Complétions et productivité des puits sont restées le moteur d'une croissance importante en glissement annuel. Notre croissance dans ce pays a été confortée par l'attribution d'un appel d'offres portant sur des vannes de sécurité de fond et par la conclusion d'un contrat de trois ans portant sur des services de logging pour des gisements à terre d'ONGC, d'un montant estimé à plus de 125 millions de dollars.

Au cours de l'année, sur le campus de l'Université d'ingénierie pétrolière et gazière Gubkin, établissement de pointe en Russie pour la formation dans ce domaine, Schlumberger a ouvert une plate-forme technologique qui vient s'ajouter à d'autres activités de recherche et d'études de la Société en Russie.

Shell International Exploration and Production BV et Solutions Information Schlumberger ont formé une alliance de recherche-développement sur les solutions Smart Fields™ pour le développement des champs d'hydrocarbures de la prochaine génération.

Amérique du Nord

Le chiffre d'affaires de 3,11 milliards de dollars marque une progression de 18 % par rapport à 2003, grâce en particulier aux résultats enregistrés au Canada et à terre aux États-Unis, qui ont bénéficié des bonnes performances de la plupart des services technologiques ainsi que d'une amélioration des prix, notamment ceux de Services pour les puits.

Au Canada, la croissance est le fruit d'une augmentation de l'activité et d'une hausse substantielle des prix.

A terre aux États-Unis, le chiffre d'affaires affiche une solide progression due surtout à la persistance d'une dynamique favorable de l'industrie pétrolière et gazière, à l'expansion du marché du gaz non conventionnel, à une amélioration des prix résultant d'un resserrement de l'offre, et à une forte demande sur l'ensemble du marché avec un accroissement pour les technologies ABC (analyse derrière le cuvelage) et les systèmes rotatifs orientables PowerDrive de Forage et mesures. Ces avancées technologiques, source de valeur ajoutée pour les clients, concourent à alimenter l'activité tout en assurant une hausse des prix et des gains d'efficacité.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 519 millions de dollars a progressé de 42 % par rapport à 2003 grâce à la forte activité à terre aux États-Unis, qui conduit à une progression à deux chiffres des prix de Logging et de Services pour les puits, comparés à ceux de 2003. Au Canada, le bénéfice d'exploitation a progressé notablement grâce à l'accroissement de l'activité, à une amélioration soutenue des prix, et à l'effet favorable des taux de change.

En fin d'année, la composante technologique de l'activité de forage clés en mains mise en œuvre dans le Golfe du Mexique s'est révélée insuffisante au regard de nos objectifs pour contrebalancer le risque associé à ce modèle d'activité. En conséquence, nous avons décidé d'abandonner cette activité.

Amérique latine

Le chiffre d'affaires de 1,75 milliard de dollars a augmenté de 21 % par rapport à 2003, tous les GeoMarkets enregistrant une progression, à l'exception du Venezuela. Le chiffre d'affaires record du Mexique est dû à l'activité des services de forage de PEMEX et à un accroissement du niveau d'activité de Gestion intégrée des puits (IPM).

La progression du chiffre d'affaires a aussi été alimentée par IPM en Argentine, par une augmentation de l'activité de Logging liée aux opérations dans la jungle au Pérou, et par la croissance de la demande de systèmes rotatifs orientables au Brésil.

Au Venezuela, le chiffre d'affaires accuse un léger recul sous l'effet d'une baisse de l'activité pour PDVSA, la compagnie pétrolière nationale, baisse imputable à la négociation en cours sur certains contrats de projets intégrés.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 221 millions de dollars est resté identique à celui de 2003. La progression substantielle du chiffre d'affaires ne s'est pas traduite par une augmentation du bénéfice d'exploitation, en raison surtout d'une contribution plus importante des services réalisés par des tiers, Schlumberger étant maître d'oeuvre, aux projets IPM au Mexique, ainsi que d'une répartition défavorable du chiffre d'affaires dans ce même pays. En outre, durant toute l'année, certaines barges sont restées en partie inactives dans l'ouest du Venezuela pendant que se poursuivaient les négociations contractuelles avec PDVSA.

Parmi les grands contrats remportés au quatrième trimestre de 2004 figure un nouveau contrat IPM pour PEMEX portant sur 350 puits sur le bassin de Burgos au Mexique. Ce contrat pluriannuel, dont la valeur est estimée à 550 millions de dollars, comportera des opérations de forage et de complétion pour des puits gaziers d'évaluation et de développement.

Europe/CEI/Afrique de l'Ouest

Le chiffre d'affaires de 2,79 milliards de dollars a augmenté de 7 % par rapport à 2003, essentiellement en Russie, dans la région Caspienne et en Afrique de l'Ouest, avec des gains dans tous les services technologiques, au premier rang desquels Forage et mesures et Services pour les puits.

La CEI affiche de nouveau un chiffre d'affaires record de 825 millions de dollars, en progression de 33 % par rapport à 2003. L'activité a été particulièrement soutenue en Russie du fait surtout de l'accroissement constant du nombre de nos clients et du déploiement de nouvelles technologies liées à la production. La croissance du chiffre d'affaires a été atténuée par la suspension des activités pour Yuganskneftegas en Russie au quatrième trimestre. Toutefois, en fin d'année, nous avons achevé avec succès le redéploiement des équipements mobilisés précédemment pour Yuganskneftegas.

L'Afrique de l'Ouest continue d'afficher de solides performances, atteignant des niveaux records d'activité grâce surtout au développement de projets en eau profonde ainsi qu'à une hausse des prix résultant de l'introduction de nouveaux services

et à une augmentation de la demande pour les services technologiques de Services pour les puits et de Complétions et productivité des puits.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 447 millions de dollars accuse un repli de 3 % par rapport à 2003, essentiellement imputable à des grèves persistantes en Norvège, à des coûts de redéploiement assortis d'une baisse de l'efficacité opérationnelle en Russie, à la faiblesse des résultats en Afrique du Nord, et à l'appréciation des devises par rapport au dollar des États-Unis. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par le renforcement continu de l'activité en Europe continentale et dans la région Caspienne.

En Russie, Sibneft a attribué à Schlumberger un contrat d'un montant supérieur à 100 millions de dollars pour assurer des services de construction et de stimulation de puits en Sibérie occidentale.

Moyen-Orient et Asie

Le chiffre d'affaires a atteint le niveau record de 2,48 milliards de dollars, en progression de 19 % par rapport à 2003. Cette croissance a eu pour principaux moteurs les GeoMarkets Moyen-Orient, Malaisie et Inde. En Arabie Saoudite, l'activité s'est concentrée sur l'accroissement des capacités de production, ce qui s'est traduit par des niveaux plus élevés d'activité de forage tout au long de l'année. Cette tendance devrait se maintenir en 2005. L'Inde affiche un chiffre d'affaires record sous l'effet du renforcement de l'activité en eau profonde pour ONGC et de l'activité d'exploration en eau profonde pour Reliance Industries Ltd. Au Qatar, l'activité a continué de progresser grâce aux projets en cours de développement gazier sur le champ du nord du pays. A Oman, le démarrage d'une nouvelle campagne de fracturation a aussi contribué au niveau record du chiffre d'affaires. La demande de technologies de Complétions et productivité des puits a été particulièrement forte, surtout dans le Golfe, sur des projets avec RasGas, en Arabie Saoudite du fait du démarrage du projet d'Abu Safah, et en Malaisie en raison d'un accroissement des activités d'essais et de ventes de services de production assistée.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 649 millions de dollars a augmenté de 27 % par rapport à 2003, surtout grâce à l'Inde et à l'accroissement notable des opérations en eau profonde, associé à un important déploiement de technologies, au renforcement de projets porteurs dans le Golfe, à l'amélioration des prix lors de renouvellements de contrats, et à l'introduction de nouvelles technologies.

Parmi les grandes solutions technologiques que nous avons déployées, le CHDT*, instrument de test dynamique en puits tubé, qui fait partie de la suite de services technologiques ABC (analyse derrière le cuvelage), a été utilisé pour identifier une zone haute pression dans un réservoir épuisé en Chine ; pour recueillir des données de pression et des échantillons de fluides en Arabie Saoudite et à Abu Dhabi ; et pour procéder à des échantillonnages et des relevés de pression en Malaisie.

Dans le Golfe, la qualité attestée de nos services et l'introduction de nouveaux services technologiques nous ont permis de remporter de grands contrats au Qatar et à Oman, dont un contrat pluriannuel, d'un montant de 320 millions de dollars, pour des services de logging et de perforation portés par la colonne de production (TCP) pour les opérations de Petroleum Development Oman (PDO) dans le nord et le sud du pays.

Résultats 2003

Le chiffre d'affaires de 8,8 milliards de dollars est en hausse de 8 % par rapport à 2002 grâce surtout à l'Amérique du Nord, où il a augmenté de 14 %, puis à l'Amérique latine et à la zone Moyen-Orient et Asie, toutes deux en progression de 9 %, et enfin à la zone Europe/CEI/Afrique de l'Ouest, où il s'est accru de 4 %. Le bénéfice d'exploitation avant impôts, de 1,54 milliard de dollars, est en augmentation de 20 % par rapport à 2002. Cette progression est due surtout à la forte demande des clients, qui ont accru leurs dépenses d'E-P et ont réservé un accueil favorable aux nouvelles technologies. Les économies de 67 millions de dollars de frais généraux réalisées grâce aux efforts de restructuration et de rationalisation, principalement en Europe/CEI/Afrique de l'Ouest ainsi qu'en Amérique du Nord et du Sud, ont aussi contribué à l'accroissement de la rentabilité au cours de l'année.

Services pétroliers a débuté l'année avec un niveau de chiffre d'affaires qui est resté relativement inchangé au premier trimestre puis qui a progressé légèrement mais de façon continue durant les trois autres trimestres grâce à de nouveaux contrats, à l'introduction de nouvelles technologies et à un accroissement de la demande de services de Gestion intégrée de projets (IPM). Les résultats ont bénéficié d'une reprise dans le secteur du forage de gaz naturel en Amérique du Nord et d'une augmentation de l'activité au Mexique, en Russie et au Moyen-Orient, dont les effets positifs ont été en partie neutralisés par une grève d'ampleur nationale au Venezuela et par des troubles au Nigeria.

Toutes les lignes de produits technologiques ont contribué à la hausse du chiffre d'affaires. Les niveaux records atteints par Services pour les puits et par Forage et mesures ont représenté plus de la moitié de l'augmentation du chiffre d'affaires de Services pétroliers. Les Services de données et de conseil ont remporté plusieurs contrats de modélisation de réservoir, de planification du développement de gisement et d'optimisation de la production. IPM a enregistré de hauts niveaux d'activité grâce surtout à l'Amérique latine.

Amérique du Nord

Le chiffre d'affaires de 2,6 milliards de dollars a progressé de 14 % par rapport à 2002. Cette progression est due surtout à un accroissement d'activité sur le territoire continental des États-Unis ainsi qu'au Canada. Ces deux marchés ont été stimulés par le prix élevé des hydrocarbures résultant de la faiblesse record des stocks de gaz due à la forte demande hivernale de 2003. En revanche, dans le golfe du Mexique, l'activité a globalement stagné par rapport à l'année précédente.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 365 millions de dollars a progressé de 33 % par rapport à 2002, en raison surtout d'une meilleure utilisation de l'équipement sur le territoire continental des États-Unis, résultant d'une rationalisation des actifs et d'une maîtrise des coûts. Cette amélioration de la rentabilité s'explique aussi par une augmentation de la demande de services de Forage et mesures, de logging en puits tubé, et de solutions de fracturation hydraulique, augmentation liée à la complexité accrue du développement de nouvelles réserves de gaz sur le territoire continental des États-Unis.

Amérique latine

Le chiffre d'affaires de 1,4 milliard de dollars a augmenté de 9 % par rapport à 2002, en raison surtout de progressions importantes au Mexique, au Brésil et en Argentine, partiellement neutralisées par un recul marqué au Venezuela. Des contrats de gestion pour des projets de grande envergure ont considérablement contribué à la croissance de l'activité au Mexique. Au Brésil, la croissance a été alimentée par une forte augmentation de l'activité d'exploration de Petrobras, et l'Argentine a bénéficié du prix élevé du pétrole.

Si la crise politique qui a secoué le Venezuela en début d'année a considérablement affecté les résultats dans ce pays, les efforts déployés pour restaurer la production ont eu toutefois une incidence positive sur le chiffre d'affaires au second semestre. L'augmentation des dépenses d'E-P au Mexique s'explique par la nécessité impérieuse de satisfaire la demande intérieure de gaz naturel, d'accroître la production de brut léger, et de renforcer le potentiel de production pétrolière. Parmi les principaux contrats qui ont contribué à l'augmentation du chiffre d'affaires figure la gestion intégrée des services pétroliers pour le plus important projet mexicain de développement pétrolier depuis 20 ans, contrat d'une durée de quatre ans et d'un montant de 500 millions de dollars.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 221 millions de dollars a progressé de 31 %, toutes les zones, à l'exception du Venezuela, ayant contribué à l'amélioration de la rentabilité. Le Mexique a connu des niveaux records de contrats de Gestion intégrée de projets, et une répercussion positive sur le chiffre d'affaires marginal a été enregistrée en Argentine et au Brésil.

Europe/CEI/Afrique de l'Ouest

Le chiffre d'affaires de 2,6 milliards de dollars a augmenté de 4 % par rapport à 2002, essentiellement en Russie grâce à la croissance des dépenses d'E-P et à une expansion continue du marché cible, ce qui a suscité un accroissement des opérations de fracturation, des ventes importantes de pompes pour la production assistée, et l'adoption de technologies de forage plus perfectionnées. La CEI a enregistré un chiffre d'affaires record de 629 millions de dollars, en hausse de 22 %. Un plus grand nombre de sociétés d'E-P parvenues à la phase de développement de projets en eau profonde en Afrique de l'Ouest au second semestre de 2003 a également contribué à un accroissement global de l'activité dans cette zone, surtout pour les technologies de Complétions et productivité des puits, et de Services pour les puits. Ces résultats ont été en partie neutralisés par une baisse de l'activité d'exploration des grandes compagnies pétrolières de mer du Nord et par des arrêts de production, dans la région du delta du Niger au Nigeria, imputables à une agitation socio-politique.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 460 millions de dollars a augmenté de 20 % grâce surtout aux réductions de coûts réalisées en début d'année, et à l'accroissement des activités en Afrique de l'Ouest, les opérations en eau profonde étant entrées dans une phase de développement plus lucrative.

Moyen-Orient et Asie

Le chiffre d'affaires de 2,1 milliards de dollars a progressé de 9 % par rapport à 2002, plus de la moitié de cette croissance étant assurée par l'Arabie Saoudite/Koweït, l'Égypte et l'Indonésie. Malgré les incertitudes géopolitiques qui ont précédé la guerre en Irak et le relatif fléchissement en Asie, imputable pour l'essentiel à l'épidémie de SRAS, le chiffre d'affaires affiche une amélioration très sensible en raison surtout de la demande accrue de technologies de Forage et mesures, de Logging et de Complétion et productivité des puits en Égypte, en Arabie Saoudite/Koweït et en Indonésie, amélioration en partie neutralisée toutefois par une réduction de l'activité en Malaisie/Brunei/Philippines imputable au report d'un projet de développement en eau profonde par suite d'un différend entre la Malaisie et le Brunei quant à une zone de plateau continental.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 509 millions de dollars a augmenté de 12 %, sous l'effet surtout d'une progression du chiffre d'affaires sur la plupart des GeoMarkets résultant pour l'essentiel d'un accroissement de l'activité en Indonésie, et de ventes de services de stimulation et de production assistée des puits en Afrique de l'Est.

Résultats 2002

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2002 s'est établi à 8,2 milliards de dollars, contre 8,4 milliards de dollars en 2001, du fait d'une réduction de l'activité en Amérique du Nord et en Amérique latine, en partie compensée par un accroissement de l'activité en Europe/CEI/Afrique de l'Ouest et dans la zone Moyen-Orient et Asie. Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 1,3 milliard de dollars a diminué de 19 % en raison surtout d'une réduction des marges sur le logging et les services pour les puits, provoquée par la baisse d'activité en Amérique du Nord.

Le recul marqué du chiffre d'affaires en début d'année est lié au fléchissement de l'activité en Amérique du Nord, qui est demeurée faible durant le reste de l'année, ainsi qu'aux incertitudes politiques et économiques en Amérique latine. Aux deuxième et troisième trimestres, la vigueur de l'activité en Europe/CEI/Afrique de l'Ouest, et les signes d'une possible reprise en Asie se sont traduits par une progression du chiffre d'affaires, atténuant les effets de la faible activité de forage en Amérique du Nord. Toutefois, cette tendance n'a été que de courte durée car le ralentissement de l'activité hors Amérique du Nord, dû essentiellement à des facteurs saisonniers associés à des réductions budgétaires, s'est soldé par une baisse du chiffre d'affaires au quatrième trimestre.

Pour ce qui est des technologies, les meilleures performances ont été enregistrées par Complétions et productivité des puits dont les systèmes d'acquisition et d'essai, les systèmes avancés de complétion et les technologies de production assistée ont gagné des parts de marché.

En 2002, Schlumberger a fait l'acquisition de A. Comeau & Associates Limited, un des leaders de la fourniture de produits et services d'ingénierie électrique pour les puits activés. Cette acquisition, associée à l'intégration réussie des technologies Sensa et Phoenix dans le portefeuille de services de production assistée de Schlumberger, a contribué à un accroissement des ventes en 2002, en particulier dans l'hémisphère oriental. Le service technologique Forage et mesures a aussi enregistré une solide croissance de son chiffre d'affaires, essentiellement grâce à la pénétration soutenue du système rotatif orientable PowerDrive 475* sur de nouveaux GeoMarkets.

Schlumberger a fait deux autres acquisitions au cours de l'année 2002 pour étoffer son portefeuille de services de gestion du réservoir en temps réel. En janvier, la Société a acquis Inside Reality AS, fournisseur norvégien de systèmes de réalité virtuelle 3D qui créent un environnement puissant, unique en son genre, au service de la planification interactive des puits, du pilotage géologique et de l'analyse géophysique en temps réel. Schlumberger a également acquis l'activité logiciels et services de Technoguide AS, un des leaders de la modélisation des réservoirs.

Amérique du Nord

Le chiffre d'affaires de 2,3 milliards de dollars a reculé de 19 % par rapport à 2001. En début d'année, la morosité persistante du secteur du forage et les conditions météorologiques anormalement douces pour la saison ont provoqué une forte baisse du chiffre d'affaires. Les niveaux d'activité étant restés déprimés durant tout le reste de l'année, le chiffre d'affaires a globalement stagné en 2002. Parmi les autres facteurs ayant concouru à son recul figurent la baisse d'activité des services non liés aux appareils de forage, qui a eu pour effet une réduction du chiffre d'affaires de Logging, Services pour les puits, et Complétions et productivité des puits ; les effets de tempêtes tropicales au troisième trimestre ; et la lenteur de la reprise de l'activité au Canada après la fonte des neiges du printemps 2002.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 274 millions de dollars a diminué par rapport à 2001 où il s'élevait à 637 millions, en raison de pressions sur les tarifs de l'ensemble des services, en particulier de Services pour les puits, et Complétions et productivité des puits.

Amérique latine

Le chiffre d'affaires de 1,3 milliard de dollars a diminué de 9 % par rapport à 2001. Les incertitudes politiques et économiques qui pesaient sur la région ont continué d'affecter les conditions d'activité, en particulier au Venezuela et en Argentine. Cette situation a retenti tout particulièrement sur les résultats du premier semestre. En revanche, le second semestre 2002 a connu une solide croissance du fait notamment d'un accroissement de la demande de technologies de Forage et mesures, et de Complétions des puits, lié à des contrats sur le bassin de Burgos.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 169 millions de dollars a baissé de 8 % par suite du recul de l'activité au Venezuela et en Argentine.

Europe/CEI/Afrique de l'Ouest

Le chiffre d'affaires de 2,5 milliards de dollars est supérieur de 17 % à celui de 2001. Il a fortement progressé durant les trois premiers trimestres du fait d'un surcroît d'activité et de gains de parts de marché, notamment sur les GeoMarkets Caspienne et Russie pour les technologies de production assistée et de forage. Les technologies de Complétions et productivité des puits et de Forage et mesures ont enregistré la plus forte croissance. Cette progression a été en partie atténuée par une forte baisse du chiffre d'affaires au quatrième trimestre de 2002, due à des conditions météorologiques hivernales exceptionnellement sévères en mer du Nord et en Russie, qui ont affecté tous les services. Ce recul est également imputable à des réductions budgétaires des opérateurs sur le GeoMarket Nigeria et à la réorientation de décisions d'investissement au Royaume-Uni.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts s'est établi à 383 millions de dollars, contre 385 millions de dollars en 2001 : ce très léger recul est imputable à un fléchissement des prix vers la fin de l'année et à une restructuration opérée dans la région pour réduire les infrastructures logistiques afin de les ajuster au ralentissement de l'activité.

Moyen-Orient et Asie

Le chiffre d'affaires de 1,9 milliard de dollars a augmenté de 8 % par rapport à 2001. Après un recul au début de 2002, qui s'explique par les ventes exceptionnelles de services de production assistée vers la fin de 2001, le marché asiatique a montré des signes de reprise dont témoigne la forte croissance du chiffre d'affaires affichée au deuxième trimestre. Sur l'année, les GeoMarkets Inde et Malaisie/Brunei/Philippines ont enregistré la plus forte progression grâce à un accroissement de l'activité dans ces pays. En outre, les technologies de Logging et de Services pour les puits ont connu la plus forte croissance. Toutefois, ces résultats ont été en partie neutralisés au second semestre de 2002 par un ralentissement de l'activité, imputable à l'achèvement imminent de plusieurs grands projets et à une baisse des ventes d'équipements.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 453 millions de dollars a progressé de 9 % par rapport à 2001.

Résultats 2004

Le chiffre d'affaires est passé de 1,18 milliard de dollars en 2003 à 1,24 milliard, soit une hausse de 5 %, attribuable essentiellement à l'expansion réussie de la technologie Q et aux fortes ventes de données multiclients. Le chiffre d'affaires de Q a progressé de 79 millions de dollars en 2003 à 162 millions en 2004, et il devrait connaître une progression analogue en 2005.

Les ventes de données multiclients ont augmenté de 24 % pour s'établir à 436 millions de dollars, grâce surtout à l'activité dans le Golfe du Mexique où s'est manifesté un regain d'intérêt pour la banque de données sismiques du fait d'une remontée des prix pétroliers et du nombre croissant de blocs pour lesquels les permis d'exploration viennent à renouvellement dans le Golfe du Mexique. Environ 47 % des campagnes multiclients vendues en 2004 avaient une valeur comptable nulle, les coûts capitalisés ayant été amortis antérieurement, et seulement 5 % des campagnes vendues avaient été dépréciées en 2003 et 2002.

La sismique terrestre a reculé de 8 % par suite de l'achèvement d'un certain nombre de projets en Malaisie et au Moyen-Orient, et de l'arrêt de plusieurs équipes mobilisées l'année dernière en Alaska, au Mexique et en Afrique de l'Ouest.

La sismique marine accuse un déclin de 3 % en raison surtout de la décision de réduire le nombre de navires dans la flotte de WesternGeco, ainsi que de conditions météorologiques défavorables en Amérique latine, d'une baisse d'activité en mer Caspienne, et d'un nombre élevé de mouvements de navires vers d'autres lieux d'opérations en fin d'année. L'activité en mer devrait reprendre avec un taux d'utilisation plus élevé des navires et une amélioration des tarifs.

Service de traitement des données a progressé de 6 % en raison d'un accroissement du volume des acquisitions, d'un niveau plus élevé des opérations de traitement mettant en œuvre la technologie Q, d'une activité vigoureuse au profit de tiers, et d'une amélioration de l'efficacité.

Après une perte d'exploitation de 20 millions de dollars en 2003, le bénéfice d'exploitation avant impôts s'est établi à 124 millions de dollars. Cette amélioration est due à une baisse de la charge d'amortissement découlant de la dépréciation de la banque de données multiclients en 2003 et 2002, ainsi qu'aux économies réalisées grâce aux mesures de restructuration prises en 2003, à une accélération de la demande d'opérations de Q-Marine centrées sur le réservoir, et à de fortes ventes de données multiclients. Le service de traitement des données a également contribué à cette embellie grâce à une meilleure efficacité opérationnelle.

Fin 2004, le carnet de commandes de WesternGeco marquait une hausse de 64 % par rapport à 2003, pour atteindre 670 millions de dollars. De ce montant, 86 % sont des engagements fermes devant être satisfaits l'année prochaine.

Compte tenu du taux d'utilisation des navires Q-Marine, WesternGeco a décidé de convertir le *Western Regent* à la technologie Q. Ce navire devrait être mis en service au premier semestre de 2005.

Résultats 2003

Le chiffre d'affaires a été de 1,2 milliard de dollars contre 1,5 milliard en 2002, soit un recul de 20 % dû surtout à une réduction de l'activité des équipes de sismique terrestre à la suite du retrait du marché nord-américain, et à l'achèvement d'un certain nombre de contrats au Moyen-Orient. Ce recul reflète également la diminution des ventes de données multiclients surtout en Amérique du Nord et du Sud, en partie compensée par un accroissement de l'activité de sismique marine en Europe, en mer Caspienne et au Moyen-Orient. Q-Marine a continué de conquérir de nouveaux clients. La fin de 2003 a enregistré un retour du chiffre d'affaires des services multiclients à son niveau habituel en cette saison, notamment grâce à la signature d'un contrat commercial à long terme avec une grande entreprise d'énergie, portant sur la concession de la licence pour une partie de la banque de données de WesternGeco, ainsi que pour des activités conjointes de recherche-développement et de formation concernant les nouvelles technologies de traitement des données sismiques.

Q-Marine a continué de pratiquer des marges élevées compte tenu de la valeur ajoutée apportée par le produit proposé. Pour les autres segments, les tarifs sont restés inchangés à l'exception de ceux des activités classiques de sismique marine, sismique terrestre et traitement des données, contraints de baisser face à la surcapacité persistante du secteur. La pénétration de Q-Marine s'est poursuivie à un rythme soutenu, multipliant par deux le chiffre d'affaires de Q par rapport à l'année précédente.

La perte d'exploitation avant impôts a été de 20 millions de dollars, contre un bénéfice de 71 millions en 2002 (hors provision pour dépréciation des services multiclients et autres charges pour ces deux années détaillées en page 30) ; la raison de cette perte tient surtout aux dotations aux amortissements élevées des services multiclients, anticipant une baisse prévue du chiffre d'affaires. La baisse des ventes des services multiclients est à imputer en priorité au moindre intérêt des grandes compagnies pétrolières pour le golfe du Mexique, conjugué à une réduction moyenne des tarifs d'environ 30 % au cours de l'année.

Le carnet de commandes de WesternGeco à la fin de 2003 s'élevait à 408 millions de dollars.

Résultats 2002

Le chiffre d'affaires de WesternGeco de 1,5 milliard de dollars a diminué de 13 % par rapport à 2001 en raison surtout du fléchissement d'activité en Amérique du Nord et en Europe/CEI/Afrique de l'Ouest, en partie compensée par des progressions en Amérique latine et au Moyen-Orient et dans la zone Moyen-Orient et Asie.

Le ralentissement de la sismique s'est poursuivi pendant toute l'année 2002, provoquant une baisse importante des niveaux d'activité, une réduction des ventes de données sismiques multiclients, et des pressions extrêmement fortes sur les tarifs de tous les services dans un contexte de forte surcapacité du secteur. Au quatrième trimestre de 2002, il a été procédé à d'importantes réductions d'effectifs à la suite de la décision d'arrêter les activités de sismique terrestre dans les 48 États contigus des États-Unis et au Canada.

Le bénéfice d'exploitation de 71 millions de dollars a chuté de 68 %, à cause surtout d'une baisse importante des ventes de données multiclients, d'une réduction des activités en Amérique du Nord, et de pertes sur des contrats de sismique terrestre au Mexique et de sismique marine en Inde, toutes deux liées au report de décisions en matière de production.

Études et recherche

Les dépenses par pôle sont détaillées ci-dessous :

(en millions)

	2004	2003	2002
Services pétroliers	\$ 416	\$ 375	\$ 379
WesternGeco	48	52	68
Autres activités	3	4	5
	<u>\$ 467</u>	<u>\$ 431</u>	<u>\$ 452</u>

Frais financiers

En 2004, les frais financiers, qui s'élevaient à 272 millions de dollars, comprenaient une charge avant impôts de 73 millions de dollars et un crédit avant impôts de 10 millions de dollars se rapportant à des swaps de taux d'intérêt aux Etats-Unis (voir le paragraphe *Charges – Activités en exploitation*). Compte non tenu de ces éléments, les frais financiers ont reculé de 126 millions de dollars en 2004 grâce à une diminution de 2 milliards de dollars de l'endettement moyen et à une baisse de 4,6 % à 3,9 % des taux d'intérêt moyens pondérés. En 2003, le recul de 34 millions de dollars des frais financiers à 334 millions provenait d'une diminution de 185 millions de dollars de l'endettement moyen et d'un recul des taux d'intérêt moyens pondérés de 4,9 % à 4,6 %. En 2002, la baisse de 17 millions de dollars des frais financiers à 368 millions s'expliquait par une baisse de 5,8 % à 4,9 % des taux d'intérêt moyens pondérés, qui avait plus que compensé l'augmentation de 1 milliard de dollars de l'endettement moyen.

Produits financiers

En 2004, les produits financiers se sont élevés à 56 millions de dollars, en hausse de 4 millions comparativement à 2003. Le rendement moyen du capital investi ressort à 2 % en 2004, en baisse de 0,4 % par rapport à 2003, du fait de la baisse des taux d'intérêt. En moyenne, 2,7 milliards de dollars ont été consacrés aux activités d'investissement en 2004, soit une augmentation de 567 millions de dollars comparativement à 2003 en raison des flux de trésorerie d'exploitation et des produits de cession d'activités. En 2003, les produits financiers s'élevaient à 52 millions de dollars, en baisse de 16 millions par rapport à 2002. En 2003, le rendement moyen du capital investi a diminué de 1,4 % comparativement à 2002 pour s'établir à 2,4 %, sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt. En moyenne, 2,2 milliards de dollars ont été consacrés aux activités d'investissement en 2003 ; ceci représente une augmentation de 352 millions de dollars par rapport à 2002, qui s'explique principalement par les flux de trésorerie d'exploitation et la vente du billet Hanover Compressor.

Autres

En 2004, la marge brute ressort à 21 %, contre 16 % en 2003 et 18 % en 2002. Les charges et les crédits détaillés en pages 28 à 31 ont affecté la marge brute de respectivement 1 %, 5 % et 3 % en 2004, 2003 et 2002. Les ratios des frais de marketing, d'études et de recherche et des frais généraux et administratifs rapportés au chiffre d'affaires sont détaillés ci-dessous :

	2004	2003	2002
Frais de marketing	0,4 %	0,5 %	0,7 %
Etudes et recherches	4,1 %	4,3 %	4,7 %
Frais généraux et administratifs	3,0 %	3,2 %	3,3 %

Le taux d'imposition effectif publié, charges comprises, s'est établi à 20,9 % en 2004, 46,0 % en 2003 et à 38,4 % en 2002. Les charges et les crédits détaillés en pages 28 à 31 ont augmenté le taux d'imposition effectif de 0,4 % en 2004, 21,2 % en 2003 et 13,7 % en 2002. La baisse du taux d'imposition effectif publié observée entre 2004 et 2003 s'explique principalement par une diminution des charges sans incidence sur les impôts, notamment les charges liées à l'extinction de dettes européennes en 2003 et la répartition géographique des bénéfices de WesternGeco. Le niveau plus élevé du taux d'imposition en 2003 comparativement à 2002 s'explique principalement par les charges sans incidence sur les impôts liées à l'extinction de dettes européennes en 2003.

Transaction avec Hanover Compressor

En août 2001, Schlumberger a cédé à Hanover Compressor Company l'activité mondiale de gaz comprimé de Services pétroliers. Les produits de cession comprenaient 8,7 millions d'actions ordinaires de Hanover Compressor, d'une valeur de 173 millions de dollars à la clôture, qui ne pouvaient être cédées avant le 30 août 2004, ainsi qu'un billet subordonné à long terme de 150 millions de dollars venant à échéance le 15 décembre 2005. La participation de Schlumberger dans Hanover Compressor est classée dans les titres destinés à être cédés et incluse dans les *Autres actifs* du *Bilan consolidé*.

Au quatrième trimestre de 2003, Schlumberger a cédé le billet subordonné pour un montant de 177 millions de dollars, réalisant une plus-value avant impôts de 32 millions de dollars.

Au 31 décembre 2003, la valeur comptable de la participation de Schlumberger dans le capital social de Hanover Compressor était supérieure à sa valeur de marché. La dépréciation de la valeur de marché étant jugée « autre que temporaire », Schlumberger a ramené cette participation à sa valeur de marché, soit 91,4 millions de dollars au 31 décembre 2003, et a constitué une provision pour dépréciation de 81,2 millions de dollars (avant et après impôts), conformément aux principes comptables généralement admis (SFAS 115).

Au 31 décembre 2004, la valeur de marché de la participation de Schlumberger dans Hanover Compressor était de 123 millions de dollars.

Charges – activités en exploitation

Schlumberger a comptabilisé les charges / crédits suivants au titre des activités en exploitation :

Coûts liés à l'extinction de dettes

En juin 2004, Schlumberger Technology Corporation a racheté pour 351 millions de dollars de ses obligations 6,5% d'un montant de 1 milliard de dollars venant à échéance en 2012. En conséquence, Schlumberger a comptabilisé une charge avant impôts de 37 millions de dollars (23 millions après impôts), laquelle comprenait la prime de marché et les frais de transaction.

En mars 2004, Schlumberger plc (SPLC) a accepté des offres portant sur les obligations garanties SPLC 6,50 % en circulation de 175 millions de livres sterling arrivant à échéance en 2032. En outre, Schlumberger SA (SSA) a remboursé 25 millions d'euros des obligations garanties SSA 5,25 % en circulation d'un montant de 274 millions d'euros venant à échéance en 2008 et 7 millions d'euros des obligations garanties SSA 5,875 % d'un montant de 259 millions d'euros venant à échéance en 2011. En conséquence, Schlumberger a comptabilisé une charge de 77 millions de dollars avant et après impôts, primes d'offre et de marché et frais de transaction compris.

Entre le 12 juin et le 22 juillet 2003, des filiales de Schlumberger ont lancé et mené à bien des appels d'offre en vue de racheter trois catégories d'emprunts obligataires européens en cours. 1,3 milliard de dollars de montant en principal ont été rachetés pour un montant total de 1,5 milliard de dollars, qui comprend la prime de remboursement et les frais d'émission et d'offre. Le total de la charge se rapportant à ces opérations s'est élevé à 168 millions de dollars avant et après impôts, dont 81,5 millions ont été comptabilisés au deuxième trimestre 2003 lors de la finalisation du premier appel d'offre. Le reliquat, soit 86,3 millions, a été comptabilisé au troisième trimestre 2003.

Les charges avant impôts précitées sont classées à la rubrique *Coûts liés à l'extinction de dettes* dans le *Compte de résultat consolidé*.

Autres charges

2004

Troisième trimestre 2004 :

- Dans le cadre de son programme actuel de restructuration visant à réduire les frais généraux, Schlumberger a comptabilisé une charge avant et après impôts de 3 millions de dollars se rapportant au licenciement de personnel. Cette charge est classée à la rubrique *Coût des ventes et des services* du *Compte de résultat consolidé*.

- Schlumberger a comptabilisé une charge avant impôts de 11 millions de dollars (10 millions après impôts) se rapportant au règlement d'un litige concernant des biens de propriété intellectuelle. Cette charge est classée à la rubrique *Coût des ventes et des services* du *Compte de résultat consolidé*.

Deuxième trimestre 2004 :

- Schlumberger a vendu 9,7 millions d'actions ordinaires d'Atos Origin SA au prix de 48,50 euros par action. Les produits nets de cette opération se sont élevés à 551 millions de dollars et Schlumberger a comptabilisé à ce titre une moins-value de 7 millions de dollars avant et après impôts, qui intègre les frais bancaires et l'écart de conversion. La charge avant impôts est classée dans les *Intérêts et autres revenus* du *Compte de résultat consolidé*. A l'issue de cette transaction, Schlumberger ne conserve plus de participation dans le capital d'Atos Origin SA.
- Dans le cadre de son programme actuel de restructuration visant à réduire les frais généraux, Schlumberger a comptabilisé une charge avant et après impôts de 4 millions de dollars se rapportant au licenciement de personnel. Cette charge est classée dans le *Coût des ventes et des services* du *Compte de résultat consolidé*.
- Schlumberger Technology Corporation a dénoué ses swaps de taux d'intérêt aux Etats-Unis, cette opération donnant lieu à une plus-value avant impôts de 10 millions de dollars (6 millions après impôts). Ce montant est classé dans les *Frais financiers* du *Compte de résultat consolidé*.
- Schlumberger a comptabilisé une charge de 11 millions de dollars avant et après impôts se rapportant à des locaux loués laissés vacants au Royaume-Uni. Cette charge est classée dans le *Coût des ventes et des services* du *Compte de résultat consolidé*.
- Schlumberger a comptabilisé un crédit de 5 millions de dollars avant et après impôts se rapportant à la reprise d'une provision pour litige, devenue sans objet. Ce montant est classé dans le *Coût des ventes et des services* du *Compte de résultat consolidé*.

Premier trimestre 2004 :

- Schlumberger Technology Corporation a remboursé son programme de billets de trésorerie aux Etats-Unis. En conséquence, les swaps de taux d'intérêt aux Etats-Unis de 500 millions de dollars classés comme des opérations de couverture sont devenus sans objet. Schlumberger a comptabilisé une charge avant impôts sans incidence sur la trésorerie de 73 millions de dollars (46 millions après impôts) au titre de moins-values latentes auparavant incluses dans les *Autres éléments du résultat global*. Cette charge avant impôts est comptabilisée à la rubrique *Frais financiers* du *Compte de résultat consolidé*.
- Schlumberger a vendu 9,6 millions d'actions ordinaires Atos Origin SA, au prix de 52,95 euros par action. Les produits nets de cette opération se sont élevés à 625 millions de dollars et Schlumberger a comptabilisé à ce titre une moins-value de 14 millions de dollars avant et après impôts, qui tient compte des frais bancaires et de l'écart de conversion. La charge avant impôts est classée dans les *Intérêts et autres revenus* du *Compte de résultat consolidé*.
- Schlumberger a entamé un programme de restructuration visant à réduire ses frais généraux. En conséquence, une charge avant impôts de 20 millions de dollars (14 millions après impôts) a été comptabilisée au premier trimestre, au titre d'un programme volontaire de départ anticipé en retraite aux Etats-Unis. Cette charge est classée dans le *Coût des ventes et des services* du *Compte de résultat consolidé*.

Le tableau ci-dessous résume les charges précitées, comptabilisées en 2004 :

(en millions)

	Avant impôts	Impôts	Intérêts minoritaires	Montant net
Charges et crédits :				
- Coûts liés à l'extinction de dettes	\$ 115	\$ 14	\$ -	\$ 101
- Charges liées au programme de restructuration	27	6	-	21
- Charge liée au règlement d'un litige portant sur des biens de propriété intellectuelle	11	1	-	10
- Moins-value de cession des actions Atos Origin	21	-	-	21
- Plus-value sur le dénouement des swaps de taux d'intérêt aux Etats-Unis	(10)	(4)	-	(6)
- Provision pour locaux loués laissés vacants	11	-	-	11
- Reprise de provision pour litige	(5)	-	-	(5)
- Moins-value sur swaps de taux d'intérêt	73	27	-	46
	<u>\$ 243</u>	<u>\$ 44</u>	<u>\$ -</u>	<u>\$ 199</u>

2003

En décembre 2003, Schlumberger a comptabilisé une plus-value avant impôts de 32 millions de dollars (20 millions après impôts) sur la cession du billet Hanover Compressor. La plus-value avant impôts est classée dans les *Intérêts et autres revenus* du *Compte de résultat consolidé*.

En décembre 2003, Schlumberger a comptabilisé une charge de 81 millions de dollars (avant et après impôts) afin de ramener la participation de Schlumberger dans le capital social de Hanover Compressor à sa valeur de marché. Cette charge est classée dans le *Coût des ventes et des services* du *Compte de résultat consolidé*.

En septembre 2003, Schlumberger a comptabilisé une provision pour dépréciation de 398 millions de dollars (204 millions compte tenu d'un crédit d'impôts de 74 millions de dollars et d'un intérêt minoritaire de 120 millions de dollars) de la banque de données sismiques multiclients à l'issue d'une évaluation des conditions actuelles et futures dans le secteur de la sismique, une provision pour dépréciation avant impôts de 54 millions de dollars (38 millions compte tenu d'un crédit de 16 millions de dollars lié aux intérêts minoritaires) se rapportant à un navire sismique, et une plus-value de cession d'un appareil de forage de 31 millions de dollars avant et après impôts. Les montants avant impôts sont classés dans le *Coût des ventes et des services* du *Compte de résultat consolidé*.

Le tableau ci-après résume les charges précitées, comptabilisées en 2003 :

(en millions)

	Avant impôts	Impôts	Intérêts minoritaires	Montant net
Charges et crédits :				
- Coûts liés à l'extinction de dettes	\$ 168	\$ -	\$ -	\$ 168
- Plus-value de cession du billet Hanover Compressor	(32)	(12)	-	(20)
- Provision pour dépréciation des actions Hanover Compressor	81	-	-	81
- Provision pour dépréciation de la banque de données sismiques multiclients	398	74	(120)	204
- Provision pour dépréciation d'un navire sismique	54	-	(16)	38
- Plus-value de cession d'un appareil de forage	(31)	-	-	(31)
	<u>\$ 638</u>	<u>\$ 62</u>	<u>\$ (136)</u>	<u>\$ 440</u>

2002

Au quatrième trimestre 2002, Schlumberger a comptabilisé des charges nettes avant impôts de 256 millions de dollars (182 millions après impôts et intérêts minoritaires). Schlumberger a comptabilisé des charges liées à des licenciements ainsi que d'autres charges en vue de réduire les coûts de WesternGeco. Ces charges portent sur des coûts n'offrant aucun avantage futur pour les activités en exploitation de cette société. Les charges de licenciement concernaient la suppression de quelque 1 700 postes. Schlumberger a également comptabilisé une provision pour dépréciation liée à des coûts capitalisés de la banque de données sismiques multiclients afin de refléter une modification des projections économiques de WesternGeco, une provision pour dépréciation d'impôts différés actifs en Europe, une plus-value de cession d'appareils de forage, ainsi que d'autres charges. Ces charges avant impôts sont classées dans le *Coût des ventes et des services* du *Compte de résultat consolidé*.

En mars 2002, Schlumberger a comptabilisé une charge de 26 millions de dollars (27 millions avant impôts et crédit lié aux intérêts minoritaires de 1 million) au titre de la crise financière / économique en Argentine. En janvier 2002, l'Etat argentin a éliminé tous les contrats libellés en dollars des Etats-Unis et a converti en pesos les créances libellées en dollars. En conséquence, l'exposition de Schlumberger au risque de change a considérablement augmenté. Du fait de la dévaluation, la Société a comptabilisé une perte de change (nette de la couverture afférente) sur ses actifs nets, pour l'essentiel des créances clients. Cette charge avant impôts est classée dans le *Coût des ventes et des services* du *Compte de résultat consolidé*.

Le tableau ci-après résume les charges précitées, comptabilisées en 2002 :

(en millions)				
	Avant impôts	Impôts	Intérêts minoritaires	Montant net
Charges et crédits :				
- Provision pour dépréciation de la banque de données sismiques multilients	\$ 184	\$ -	\$ (55)	\$ 129
- Licenciements chez WesternGeco et autres charges	117	7	(38)	72
- Provision pour dépréciation d'impôts différés	-	(42)	-	42
- Plus-value de cession d'appareils de forage	(87)	-	-	(87)
- Autres	42	16	-	26
- Perte de change en Argentine	27	-	(1)	26
	<u>\$ 283</u>	<u>\$ (19)</u>	<u>\$ (94)</u>	<u>\$ 208</u>

Activités cédées ou en cours de cession

En 2004, Schlumberger a cédé les activités suivantes, comptabilisées dans les *Activités cédées ou en cours de cession* :

- En janvier, la cession de l'activité SchlumbergerSema a été achevée. Schlumberger a reçu 393 millions d'euros en numéraire après ajustements (495 millions de dollars), et 19,3 millions d'actions ordinaires d'Atos Origin d'une valeur de 1,02 milliard d'euros (1,27 milliard de dollars), qui représentaient environ 29 % des actions ordinaires Atos Origin en circulation une fois la transaction achevée. Au premier trimestre 2004, les résultats de SchlumbergerSema comprennent une plus-value de 26 millions de dollars sur la cession, et au deuxième trimestre 2004, un crédit de 15 millions de dollars lié à des ajustements de différentes charges. Les actifs nets avoisinaient 2,2 milliards de dollars, dont 1,3 milliard concernaient des écarts d'acquisition. Le 2 février 2004, Schlumberger a cédé 9,6 millions d'actions ordinaires Atos Origin pour un montant net de 500 millions d'euros (625 millions de dollars). A l'issue de cette cession, la participation de Schlumberger a été ramenée à environ 15 % des actions ordinaires Atos Origin en circulation. La quote-part de Schlumberger dans le résultat d'Atos Origin pour les quatre jours clos le 2 février 2004 n'était pas significative. Cette participation a été comptabilisée selon la méthode du coût d'acquisition à compter du 2 février 2004. Le 30 avril 2004, Schlumberger a cédé le reliquat de sa participation, soit 9,7 millions d'actions ordinaires Atos Origin, pour un montant de 465 millions d'euros (551 millions de dollars), net des frais. Les moins-values sur la cession des actions Atos Origin, qui totalisent 21 millions de dollars, sont classées dans les *Intérêts et autres revenus* du *Compte de résultat consolidé*.
- En février, Schlumberger a cédé son activité de logiciels de facturation destinée au secteur des télécommunications pour un montant en numéraire de 37 millions de dollars, hors produits futurs potentiels en numéraire pouvant aller jusqu'à 10 millions de dollars, dont 7 millions ont été perçus au troisième trimestre. Au premier trimestre 2004, une plus-value de cession de 17 millions de dollars a été comptabilisée et au troisième trimestre, une plus-value de 7 millions de dollars sur les produits supplémentaires reçus a été comptabilisée. Les actifs nets représentaient environ 17 millions de dollars.
- En mars, Schlumberger a cédé son activité Infodata pour un montant en numéraire de 104 millions de dollars. Au premier trimestre 2004, une plus-value de cession de 48 millions de dollars a été comptabilisée. Les actifs nets avoisinaient 47 millions de dollars, y compris 42 millions au titre des écarts d'acquisition.
- En avril, Schlumberger a achevé la vente de son activité Continuité d'activité pour un montant en numéraire de 237 millions de dollars. Une plus-value de cession de 48 millions de dollars a été comptabilisée au deuxième trimestre 2004. Les actifs nets s'élevaient à environ 160 millions de dollars, dont 83 millions concernaient des écarts d'acquisition.

- En mai, Schlumberger BV, filiale à 100 % de Schlumberger, a vendu via une offre publique 34,8 millions d'actions ordinaires qu'elle détenait dans le capital d'Axalto Holding NV, son activité de cartes à puce. Ces actions représentaient 87 % du total des actions en circulation. Le prix de vente s'est élevé à 14,80 euros par action et les produits nets de cette opération, déduction faite des frais, se sont établis à 606 millions de dollars, y compris un placement postérieur de 166 250 actions. Au deuxième trimestre 2004, une moins-value de cession de 7 millions de dollars a été comptabilisée.

Au troisième trimestre, un gain de 18 millions de dollars a été comptabilisé. Ce gain comprenait (1) une plus-value de 9 millions de dollars sur la cession du reliquat de la participation de Schlumberger dans Axalto, soit 5,1 millions d'actions (le prix de vente s'est élevé à 16,59 euros par action et les produits nets de cette opération, déduction faite des frais, ont représenté 99 millions de dollars), et (2) une reprise de provision de 9 millions de dollars, réalisée dans le cadre de la cession. Les actifs nets avoisinaient 700 millions de dollars, y compris des écarts d'acquisition de 415 millions.

- En juillet, Schlumberger a achevé la vente de son activité de compteurs d'électricité en Amérique du Nord pour un montant en numéraire de 248 millions de dollars. Au deuxième trimestre 2004, les résultats de cette activité comprenaient un gain net de 25 millions de dollars, y compris une reprise de provision pour dépréciation d'impôts différés aux Etats-Unis de 49 millions de dollars se rapportant à des pertes reportables associées à la cession de SchlumbergerSema (également incluse dans les *Activités cédées ou en cours de cession*). Cette transaction a permis de comptabiliser un impôt différé actif jusqu'alors compensé par une provision pour dépréciation. Compte non tenu de la réintégration de la provision pour dépréciation, la transaction aurait représenté une perte de 24 millions de dollars. Les actifs nets avoisinaient 146 millions de dollars, dont 94 millions concernaient des écarts d'acquisition.
- En juillet, Schlumberger a achevé la vente de son activité de messagerie téléphonique pour un montant de 15 millions de dollars, dont 6 millions en numéraire, les 9 millions restants devant être versés ultérieurement. Sur ce montant, un versement initial de 3 millions de dollars a été perçu en novembre 2004. Une moins-value de cession de 4 millions de dollars a été comptabilisée au troisième trimestre 2004. Les actifs nets avoisinaient 15 millions de dollars.
- Au premier trimestre 2005, Schlumberger a achevé la vente de ses activités Global Tel*Link, Public Phones et Essentis. Les résultats de ces activités sont inclus dans les *Activités cédées ou en cours de cession* du *Compte de résultat consolidé*, et, au quatrième trimestre 2004, comprennent des provisions d'environ 15 millions de dollars au titre des moins-values nettes de cession de Public Phones et d'Essentis, ainsi qu'une provision pour dépréciation de 17 millions de dollars liée aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels associés à Essentis.

En 2003, Schlumberger a cédé les activités suivantes, comptabilisées dans les *Activités cédées ou en cours de cession*:

- En juillet, Schlumberger a achevé la vente de son activité de test de semi-conducteurs NPTest à une joint venture dirigée par Francisco Partners et Shah Management. Les produits de cession se sont élevés à 220 millions de dollars en numéraire, donnant lieu à une moins-value de cession de 12 millions. En outre, la joint venture s'est engagée à effectuer un paiement supplémentaire à Schlumberger dans certaines circonstances. Les actifs nets s'élevaient à 202 millions de dollars.
- En août, Schlumberger a achevé la vente de son activité Systèmes de vérification par voie de RES sans apport en numéraire. Cette opération s'est soldée par une moins-value de cession de 18 millions de dollars. Les actifs nets s'élevaient à 17 millions de dollars.
- En octobre, Schlumberger a achevé la vente des solutions parcmètres de e-City à Apax Partners. Les produits se sont élevés à 84 millions de dollars en numéraire donnant lieu à une moins-value de cession de 56 millions de dollars. Les actifs nets représentaient 120 millions de dollars, dont 65 millions se rapportaient à des écarts d'acquisition.

En 2002, Schlumberger a cédé les activités suivantes, comptabilisées dans les *Activités cédées ou en cours de cession* :

- En décembre, Schlumberger a achevé la cession de l'activité trépan de Reed Hycalog. Les produits comprenaient 259 millions de dollars en numéraire et 9,7 millions d'actions ordinaires de Grant Prideco, d'une valeur de 103 millions de dollars, donnant lieu à une plus-value de cession de 66 millions de dollars. Les actifs nets s'élevaient à 185 millions de dollars.

Le tableau ci-après résume les résultats de ces activités cédées ou en cours de cession :

(en millions)			
	2004	2003	2002
Chiffre d'affaires	\$ 467	\$ 4 367	\$ 4 311
Résultat avant impôts	\$ 63	\$ 103	\$ (2 844)
Impôts	16	32	31
Plus (moins)-values de cession, nettes d'impôts	162	(86)	66
Résultat des activités cédées ou en cours de cession	<u>\$ 209</u>	<u>\$ (15)</u>	<u>\$ (2 809)</u>

Ecarts d'acquisition et autres charges de SchlumbergerSema – Activités cédées ou en cours de cession

Le 10 décembre 2002, Schlumberger a annoncé que le Conseil d'administration avait approuvé une actualisation de la stratégie de son pôle SchlumbergerSema. Les perspectives du nouveau plan stratégique, les valeurs économiques actuelles et la réorganisation de SchlumbergerSema représentent des événements significatifs nécessitant la réalisation d'un test de dépréciation conformément à la norme comptable SFAS 142. SchlumbergerSema a été « valorisé » isolément ; chaque unité de SchlumbergerSema soumise au reporting a été valorisée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie sur la base de prévisions à long terme établies par la direction de SchlumbergerSema en collaboration avec un expert externe. Les ratios implicites issus de l'analyse selon la méthode des flux de trésorerie actualisés ont été comparés à ceux de sociétés similaires et aux transactions récemment réalisées dans le secteur de l'informatique, en vue d'évaluer la juste valeur des unités. La juste valeur s'est avérée être inférieure à la valeur comptable. En conséquence, une provision de 2 638 milliards de dollars (avant et après impôts) pour dépréciation des écarts d'acquisition a été constituée. Cette dépréciation reflétait les difficultés auxquelles le secteur des télécommunications était confronté, ainsi que le repli marqué de la valeur de marché des sociétés d'informatique faisant partie du secteur de SchlumbergerSema au moment où la provision a été constituée. Certaines immobilisations incorporelles ont également été identifiées et dépréciées dans le cadre de cette analyse, donnant lieu à une charge avant impôts de 147 millions de dollars (132 millions après impôts). Schlumberger a comptabilisé des charges supplémentaires de 97 millions de dollars (78 millions après impôts) au titre de licenciements, de locaux, ainsi que d'autres charges en vue de réduire les coûts de SchlumbergerSema, ainsi qu'une provision pour dépréciation de 52 millions de dollars liée à un impôt différé actif en Europe.

Le tableau ci-dessous donne une synthèse des charges comptabilisées en 2002, incluses dans les pertes liées aux activités cédées ou en cours de cession :

(en millions)				
	Avant impôts	Impôts	Intérêts minoritaires	Montant net
Charges et crédits :				
- Provision pour dépréciation des écarts d'acquisition	\$ 2 638	\$ -	\$ -	\$ 2 638
- Provision pour dépréciation d'actifs incorporels	147	15	-	132
- Provision pour licenciements chez SchlumbergerSema et autres	97	19	-	78
- Provision pour dépréciation d'impôts différés	-	(52)	-	52
	<u>\$ 2 882</u>	<u>\$ (18)</u>	<u>\$ -</u>	<u>\$ 2 900</u>

Principales règles comptables et estimations

Lors de l'établissement des états financiers et des informations devant être fournies conformément aux principes comptables généralement admis aux États-Unis, Schlumberger est amené à faire des estimations et à retenir des hypothèses ayant une incidence sur le montant des actifs et passifs publiés, sur les produits et les charges et les informations concernant les actifs et passifs éventuels publiés. Les principes comptables suivants mettent en jeu des « estimations comptables déterminantes » car elles reposent de façon importante sur des estimations et des hypothèses retenues par Schlumberger à propos de questions qui sont, de par leur nature, incertaines. Les principales règles comptables appliquées par Schlumberger, notamment celles analysées ci-après, sont exposées dans la Note 2 de l'*Annexe aux États financiers consolidés*.

Schlumberger base ses estimations sur les informations historiques et sur diverses autres hypothèses estimées raisonnables au vu des circonstances, dont les résultats constituent le fondement des jugements sur la valeur comptable des actifs et passifs qu'il n'est pas possible de déterminer facilement grâce à d'autres sources. En retenant des hypothèses différentes et dans d'autres circonstances, les résultats pourraient être différents de ces estimations.

Banque de données sismiques multiclents

WesternGeco capitalise les coûts liés à la banque de données sismiques multiclents. Ces coûts sont imputés aux *Coûts des ventes et des services* en fonction d'un pourcentage du total des coûts rapporté au total des revenus que Schlumberger prévoit de percevoir dans le cadre de la vente de ces données. Toutefois, la valeur nette comptable d'une campagne individuelle ne peut en aucun cas être supérieure à sa valeur amortie linéairement sur 4 ans.

La valeur comptable des campagnes individuelles est revue une fois par an, ainsi que lorsqu'en raison des événements ou des circonstances, le recouvrement de leur valeur comptable est mis en doute. Lorsqu'il est établi que les produits futurs estimés, processus qui fait largement appel à l'appréciation de Schlumberger, sont inférieurs à la valeur comptable des campagnes, des ajustements de valeur sont comptabilisés. Une modification défavorable significative des revenus futurs estimés de Schlumberger pourrait provoquer la constitution de provisions pour dépréciation à l'avenir. Dans le cadre du test annuel de dépréciation de la banque de données multiclents, les flux de trésorerie futurs sont analysés en fonction de deux groupes de campagnes : États-Unis et hors États-Unis. Il a été jugé que ces deux groupes représentaient le niveau le plus pertinent pour réaliser le test de dépréciation en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment (i) différents facteurs macroéconomiques influençant la capacité à commercialiser les campagnes avec succès, et (ii) l'importance de la force de vente et des coûts afférents.

Schlumberger a comptabilisé en 2003 une provision pour dépréciation de la banque de données multiclents de 398 millions de dollars, et de 184 millions en 2002. La valeur comptable de la banque de données s'élevait à 347 millions de dollars au 31 décembre 2004, contre 506 millions au 31 décembre 2002. À l'issue de la provision constituée en 2003, Schlumberger a décidé de démarrer des projets multiclents uniquement si leur financement préalable par un ou plusieurs clients atteint un niveau suffisant. La diminution de la valeur comptable de la banque de données en 2004 par rapport à 2003 s'explique par une approche prudente, conjuguée aux obligations concernant leur financement préalable.

Provisions pour créances douteuses

Schlumberger constitue des provisions pour créances douteuses au titre des pertes estimées liées à l'incapacité de ses clients à s'acquitter de leurs engagements. En cas de détérioration de la situation financière des clients de la société et lorsque leur capacité à faire face à leurs engagements est compromise, une provision supplémentaire est constituée.

Provision de dépréciation des stocks

Schlumberger constitue une provision pour dépréciation des stocks obsolètes ou non commercialisables. Cette provision représente l'écart entre le coût d'achat des stocks et leur valeur de marché estimée sur la base d'hypothèses sur la demande future et les conditions de marché. Lorsque les conditions de marché sont moins favorables que les prévisions de la direction, il peut s'avérer nécessaire de constituer une provision supplémentaire.

Écarts d'acquisition, actifs incorporels et immobilisations

Schlumberger comptabilise dans les écarts d'acquisition l'excédent du prix d'acquisition par rapport à la juste valeur des actifs corporels et des actifs incorporels identifiables acquis. Selon la norme comptable SFAS 142 «Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels» (SFAS 142), les écarts d'acquisition doivent être soumis à un test de dépréciation chaque année ou lorsqu'en raison des événements ou des circonstances, le recouvrement de leur valeur comptable est mis en doute. Le test de dépréciation des écarts d'acquisition est réalisé en deux étapes. La première consiste à comparer la juste valeur des unités de Schlumberger soumises au reporting à leur valeur comptable afin d'établir l'existence d'une éventuelle dépréciation. Lorsque la juste valeur de l'unité est inférieure à sa valeur comptable, une provision pour dépréciation est comptabilisée dans la mesure où la juste valeur implicite de l'écart d'acquisition de l'unité est inférieure à sa valeur comptable.

Dans le cadre de la réalisation du test de dépréciation requis par SFAS 142, les unités soumises au reporting de Schlumberger sont les quatre secteurs géographiques comprenant le segment des Services pétroliers et celui de WesternGeco. Schlumberger estime la juste valeur de ces unités en analysant les flux de trésorerie actualisés et / ou en appliquant différents ratios de marché. De temps à autre, un expert peut être sollicité pour aider à déterminer la juste valeur. La détermination de la juste valeur d'une unité soumise au reporting fait appel au jugement et implique l'utilisation de nombreuses estimations et hypothèses. Selon les estimations de Schlumberger, la juste valeur de chacune des unités précitées s'est avérée largement supérieure à leur valeur comptable en 2004, 2003 et 2002.

La dépréciation des immobilisations, notamment les immobilisations corporelles et incorporelles, est évaluée lorsqu'en raison des événements ou des circonstances, leur valeur comptable est mise en doute. Lors de cette évaluation, la valeur comptable de ces actifs est comparée aux flux de trésorerie futurs estimés non actualisés susceptibles de découler de l'utilisation de ces actifs et de leur cession éventuelle. Dans le cas où ces flux de trésorerie ne couvrent pas la valeur comptable de l'actif, une provision pour dépréciation est constituée afin de ramener la valeur comptable de l'immobilisation à sa juste valeur estimée. La direction est amenée à faire des estimations importantes pour déterminer les flux de trésorerie futurs et la juste valeur estimée des immobilisations. Schlumberger peut faire appel à un tiers pour aider la société à établir la juste valeur d'une immobilisation. Une modification importante de la conjoncture économique ou d'autres circonstances influençant l'estimation des flux de trésorerie futurs ou de la juste valeur pourrait contraindre Schlumberger à constituer une provision pour dépréciation à l'avenir. Schlumberger évalue périodiquement la durée d'utilité résiduelle de ses actifs incorporels afin de déterminer si, en raison des événements ou des circonstances, la durée résiduelle d'amortissement estimée doit être révisée.

Participations

Schlumberger et Smith International Inc. gèrent une joint venture de fluides de forage dont Schlumberger détient 40 % du capital et qui est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Aux 31 décembre 2004 et 2003, la participation de Schlumberger représentait respectivement 716 et 657 millions de dollars. La dépréciation de la valeur comptable de cette joint venture est évaluée chaque année, et à chaque fois que des événements ou des circonstances indiquent une dépréciation autre que temporaire de la juste valeur de cette participation. La juste valeur est généralement estimée en comparant l'importance de cette joint venture à Smith International Inc., une société cotée, puis en comparant la capitalisation boursière de Smith International Inc. Jusqu'à maintenant, Schlumberger n'a pas comptabilisé de provision pour dépréciation au titre de cette participation, dont la juste valeur est largement supérieure à sa valeur comptable selon l'analyse précitée.

Pertes sur contrats

Les pertes sur contrats sont provisionnées lorsqu'elles sont connues et peuvent être estimées avec une certitude raisonnable. Par le passé, il est rare que des pertes sur contrats aient eu un impact significatif sur les résultats consolidés de Schlumberger.

Impôts sur les bénéficiaires

Les déclarations d'impôts de Schlumberger font régulièrement l'objet de contrôles par les autorités fiscales dans les territoires dans lesquels la société est présente. Ces contrôles peuvent se solder par des redressements fiscaux réglés à l'amiable ou éventuellement par voie judiciaire. Les charges fiscales sont comptabilisées sur la base d'estimations des impôts supplémentaires qui seront exigibles à l'issue de ces contrôles. Ces charges, qui sont estimées en fonction des données historiques, sont ajustées à la lumière de l'évolution des faits et des circonstances. Toutefois, en raison des incertitudes et de la complexité inhérentes à l'application de la réglementation fiscale, il est possible que la résolution finale de ces contrôles se solde par des charges sensiblement différentes de ces estimations. Le cas échéant, Schlumberger comptabilisera une charge ou un crédit d'impôt supplémentaire durant l'exercice au cours duquel le contrôle fiscal est résolu.

Au 31 décembre 2004, Schlumberger disposait d'impôts différés actif nets de 583 millions de dollars. Ce montant ne comprenait pas des pertes d'exploitation de 312 millions de dollars réalisées dans certains pays, pour lesquelles une provision pour dépréciation a été constituée. Lorsque la société envisage la nécessité de constituer une provision pour dépréciation, elle prend en compte le résultat imposable futur et les stratégies de planification fiscale.

Actifs et passifs éventuels

Le *Bilan consolidé* comprend des provisions pour les coûts futurs estimés des mesures de retraitement liées à l'utilisation et au rejet, par le passé, de matières dangereuses lorsqu'il est probable que la responsabilité de Schlumberger est mise en cause et que les coûts peuvent être raisonnablement estimés. La majeure partie de ces coûts concerne des activités cédées ainsi que des installations ou des sites qui ne sont plus exploités. Il est possible que le coût final de retraitement dépasse les montants estimés du fait du caractère aléatoire de certains éléments, tels que le moment et l'ampleur du retraitement, la technologie à venir, les modifications réglementaires, le risque de dommages corporels, les plaintes pour dégradation de l'environnement ou de biens immobiliers ainsi que divers autres facteurs. La direction n'estime cependant pas que de tels coûts puissent avoir un impact significatif sur les liquidités, la situation financière ou les résultats d'exploitation consolidés futurs de la société.

Le *Bilan consolidé* comprend des provisions pour les coûts futurs estimés découlant des cessions réalisées. Il est possible que le coût final soit différent des montants comptabilisés. La direction n'estime cependant pas que ces différences auront un impact significatif sur les liquidités, la situation financière ou les résultats d'exploitation consolidés futurs de la société.

En décembre 2004, WesternGeco et Schlumberger ont reçu des demandes de communication de pièces de la part du grand jury du bureau du procureur général du District sud du Texas portant sur des documents concernant des visas susceptibles d'avoir été obtenus frauduleusement par des citoyens non américains faisant partie des membres de l'équipage de navires présents dans le Golfe du Mexique. Nous préparons une réponse, dans laquelle figureront les informations requises dans la demande de communication de pièces. Schlumberger n'est actuellement pas à même de présager de l'issue de cette affaire et l'impact corollaire qu'elle pourrait avoir sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la société.

Retraites et avantages complémentaires de retraite

Les engagements de Schlumberger au titre des retraites et des avantages complémentaires de retraite et les coûts afférents sont calculés selon des méthodes actuarielles, qui mettent en jeu des hypothèses déterminantes comme le taux d'actualisation, le rendement anticipé des actifs des régimes de retraite et l'évolution des frais médicaux. Ces hypothèses, qui constituent des éléments importants de la mesure des charges et / ou des passifs, sont ajustées chaque année à l'ouverture, ou plus fréquemment lorsque des événements importants le nécessitent.

Le taux d'actualisation que nous utilisons reflète le taux de marché d'un portefeuille de titres de créances de grande qualité dont les échéances correspondent au calendrier anticipé de paiement des prestations. Le taux d'actualisation utilisé pour déterminer l'obligation de retraite projetée du régime américain de Schlumberger a été ramené de 6,25 % au 31 décembre 2003 à 6,00 % au 31 décembre 2004. Le taux d'actualisation utilisé pour déterminer l'obligation de retraite projetée du régime de retraite de Schlumberger au Royaume-Uni a été abaissé de 5,60 % au 31 décembre 2003 à 5,40 % au 31 décembre 2004. Ces changements ont été apportés afin de tenir compte de l'évolution des taux d'intérêt sur le marché. Un taux de rendement anticipé moins élevé entraînerait un accroissement de la charge de retraite. Une modification de 25 points de base du taux d'actualisation retenu comme hypothèse aurait un impact estimé de 12 millions de dollars sur la charge annuelle de retraite.

Le taux de rendement anticipé de nos régimes de retraite représente le taux de rendement moyen anticipé des actifs des régimes de retraite sur la période durant laquelle il est prévu de verser les prestations couvertes par l'obligation. Le taux de rendement anticipé de Schlumberger a été déterminé sur la base des rendements anticipés futurs du portefeuille d'investissement, compte tenu de la distribution des investissements par catégorie d'actif et des taux de rendement historiques de chacune des catégories. Le taux de rendement anticipé des actifs des régimes est ressorti à 8,50 % en 2004 et en 2003. Un plus faible taux de rendement accroîtrait la charge de retraite. Une modification de 25 points de base du taux de rendement anticipé aurait un impact de quelque 4 millions de dollars sur la charge annuelle de retraite.

Les hypothèses sur l'évolution du coût des prestations médicales sont fondées sur les coûts historiques, sur les perspectives à court terme et sur une évaluation des évolutions possibles à long terme. En 2004, le taux utilisé pour l'évolution du coût des prestations médicales était de 10 %, ramené à 5 % sur les cinq années suivantes et à 5 % ultérieurement. Dans l'hypothèse d'une hausse d'un point du coût des prestations médicales par rapport à celle prise en compte ci-dessus, le coût des prestations de santé en 2004 aurait augmenté de 15 millions de dollars, et l'engagement cumulé au titre des avantages complémentaires de retraite aurait augmenté de 137 millions de dollars au 31 décembre 2004. Dans l'hypothèse d'une baisse d'un point du coût des prestations médicales par rapport à celle prise en compte ci-dessus, le coût des prestations de santé en 2004 aurait diminué de 13 millions de dollars, et l'engagement cumulé au titre des avantages complémentaires de retraite aurait diminué de 113 millions de dollars au 31 décembre 2004.

Trésorerie

En 2004, la trésorerie provenant de l'exploitation s'est établie à 1,85 milliard de dollars, le résultat net, plus la dotation aux amortissements et aux provisions et les charges nettes, extinction de la dette américaine et européenne comprises, ayant été seulement partiellement compensé par une augmentation des clients et autres débiteurs et des stocks imputable à la hausse du chiffre d'affaires.

La trésorerie provenant de l'investissement s'est élevée à 1,68 milliard de dollars, les produits de cession des activités non pétrolières à 1,66 milliard de dollars et les produits de cession des 19,3 millions d'actions détenues par Schlumberger dans le capital d'Atos Origin (1,16 milliard de dollars) n'ayant été que partiellement neutralisés par des acquisitions d'immobilisations (1,22 milliard de dollars) et des données sismiques multiclients (63 millions de dollars).

La trésorerie absorbée par le financement ressort à 3,59 milliards de dollars, les produits des plans d'options d'achat d'actions réservés aux employés (278 millions) ayant été grevés par le versement de dividendes aux actionnaires (441 millions), par les coûts liés à l'extinction de certaines dettes américaines et européennes (111 millions), par le rachat de 5,15 millions d'actions de Schlumberger (320 millions) et par une baisse globale de l'endettement de 2,93 milliards de dollars.

L'endettement net représente les dettes brutes moins les disponibilités et les placements à court terme ainsi que les placements à revenu fixe détenus jusqu'à échéance. La direction estime que l'endettement net donne des informations utiles sur le niveau d'endettement de Schlumberger en reflétant la trésorerie et les investissements qui pourraient être mobilisés pour rembourser la dette, ainsi que sur les efforts entrepris par Schlumberger pour se désendetter. L'évolution de l'endettement net est détaillé ci-après :

(en millions)

	2004	2003	2002
Endettement net à l'ouverture	\$ (4 176)	\$ (5 021)	\$ (5 037)
Bénéfice – activités en exploitation	1 014	398	489
Excédent du bénéfice des sociétés mises en équivalence sur les dividendes reçus	(66)	(75)	(38)
Plus-value de cession d'appareils de forage	-	-	(87)
Charges nettes	199	440	295
Dotations aux amortissements ¹	1 308	1 341	1 309
(Augmentation)/diminution du fonds de roulement	(492)	(186)	(118)
Produits de cession d'activités	1 729	299	259
Produits de cession des actions Axalto	99	-	-
Produits de cession des actions Atos Origin	1 165	-	-
Programme de rachat d'actions	(320)	-	-
Produits de cession d'appareils de forage	-	58	119
Acquisition d'immobilisations ¹	(1 279)	(1 021)	(1 515)
Dividendes versés	(441)	(437)	(433)
Cotisations au régime de retraite américain	(254)	(119)	-
Produits des plans d'options d'achat d'actions	278	172	175
Coûts liés à l'extinction de dettes	(111)	(168)	-
Dénouement du swap de taux d'intérêt aux États-Unis	(70)	-	-
Cession de la participation dans Grant Prideco	-	106	-
Cession du billet Hanover Compressor	-	177	-
Acquisition de Sema plc	-	-	(132)
Autres acquisitions	(31)	-	(44)
Montants versés au titre d'acquisitions	-	-	(70)
Participation dans PetroAlliance	(12)	-	-
Ecart de conversion sur la dette nette	(75)	(461)	(507)
Activités cédées ou en cours de cession	41	19	133
Autre	35	302	181
Endettement net à la clôture	<u>\$ (1 459)</u>	<u>\$ (4 176)</u>	<u>\$ (5 021)</u>

¹ Comprend les coûts liés aux données sismiques multiclients.

	31 décembre 2004	31 décembre 2003	31 décembre 2002
Analyse de la dette nette			
Disponibilités et placements à court terme	\$ 2 997	\$ 3 109	\$ 1 736
Placements à revenu fixe détenus jusqu'à échéance	204	223	408
Emprunts bancaires et fraction à court terme de la dette à long terme	(716)	(1 411)	(1 136)
Dette à long terme	<u>(3 944)</u>	<u>(6 097)</u>	<u>(6 029)</u>
	<u>\$ (1 459)</u>	<u>\$ (4 176)</u>	<u>\$ (5 021)</u>

Au 31 décembre 2004, les disponibilités et placements à court terme, qui s'élevaient à 3,0 milliards de dollars, et le reliquat des facilités de crédit de 4,5 milliards de dollars suffisaient pour faire face aux besoins de la société.

Résumé des principaux engagements contractuels

(en millions)

Engagements contractuels	Total	Échéance			
		2005	2006 - 2007	2008 - 2009	Après 2009
Dettes	\$ 4 660	\$ 716	\$ 992	\$ 1 512	\$ 1 440
Baux d'exploitation	\$ 384	\$ 102	\$ 151	\$ 71	\$ 60

Schlumberger a des lettres de crédit et des garanties en cours correspondant à des engagements de bonne fin/des droits de douane et d'accises, des engagements de location etc. Ces engagements, qui ont été conclus dans le cadre habituel des activités de la société, constituent des pratiques courantes dans les différents pays où Schlumberger exerce ses activités.

Capital, cours de l'action et dividendes déclarés par action

Le tableau suivant indique les cours extrêmes de l'action Schlumberger enregistrés à la Bourse de New York (transactions composites), ainsi que les dividendes déclarés par action pour chaque trimestre de 2004 et de 2003 :

	Cours		Dividendes déclarés
	plus haut	plus bas	
2004			
TRIMESTRES			
Premier	\$ 66,750	\$ 52,530	\$ 0,1875
Deuxième	64,700	54,750	0,1875
Troisième	67,850	58,640	0,1875
Quatrième	69,890	61,010	0,1875
2003			
TRIMESTRES			
Premier	43,330	35,620	0,1875
Deuxième	50,150	36,080	0,1875
Troisième	52,100	44,500	0,1875
Quatrième	56,240	45,460	0,1875

Au 31 décembre 2004, le nombre de porteurs d'actions ordinaires figurant au registre de la société avoisinait 22 500. Aucune restriction légale ne limite le paiement des dividendes, la propriété des actions ou le droit de vote qui leur est attaché, sauf pour les actions d'autocontrôle. Aux termes de la législation actuelle, les actionnaires ressortissants des États-Unis ne sont assujettis à aucune retenue à la source ni à aucun impôt payable aux Antilles néerlandaises au titre de la détention de ces actions.

Le 25 janvier 2005, Schlumberger a annoncé que le Conseil d'Administration avait approuvé une hausse de 12 % du dividende trimestriel, porté à 0,21 dollar par action. Cette augmentation prend effet pour le dividende payable le 8 avril 2005.

Environnement

Le *Bilan consolidé* comprend des provisions pour les coûts futurs estimés des mesures de retraitement liées à l'utilisation et au rejet, par le passé, de matières dangereuses. La majeure partie de ces coûts concerne des activités cédées ainsi que des installations ou des sites qui ne sont plus exploités. Il est possible que le coût final de retraitement dépasse les montants estimés du fait du caractère aléatoire de certains éléments, tels que le moment et l'ampleur du retraitement, la technologie à venir, les modifications réglementaires, le risque de dommages corporels, les plaintes pour dégradation de l'environnement ou de biens immobiliers ainsi que divers autres facteurs. La direction n'estime cependant pas que de tels coûts puissent avoir un impact significatif sur les liquidités, la situation financière ou les résultats d'exploitation consolidés futurs de la société.

Nouvelle norme comptable

En décembre 2004, le Financial Accounting Standards Board a publié la norme comptable SFAS 123R (*Paiements en actions*). Cette norme modifie la norme comptable SFAS 123 (*Comptabilisation des paiements en actions*) et stipule que les services procurés par les employés en échange d'un paiement en actions produit, pour l'employeur, un coût qui doit être comptabilisé dans les états financiers. Le coût de ces attributions doit être évalué à sa juste valeur à la date d'octroi. SFAS 123R propose aux sociétés cotées différentes méthodes de transition pour l'adoption de la norme. Schlumberger prévoit d'appliquer la méthode prospective modifiée, selon laquelle les entreprises peuvent comptabiliser le coût de rémunération de la part non amortie des attributions acquises en cours à la date d'effet de SFAS 123R (le 1^{er} juillet 2005 pour Schlumberger), et effectuées après le 1^{er} janvier 1995. Ces coûts seront comptabilisés dans les états financiers de Schlumberger sur le reliquat de la période d'acquisition des droits. Comme détaillé dans la Note 19, Schlumberger a adopté en 2003 par anticipation les dispositions sur la juste valeur préconisées par les normes SFAS 123 et 148 pour les attributions d'actions postérieures au 1^{er} janvier 2003. En conséquence, à compter du 1^{er} juillet 2005, Schlumberger devra appliquer les dispositions de SFAS 123R à la fraction des actions dont les droits ne sont pas encore acquis, qui ont été attribuées durant la période du 1^{er} janvier 1995 au 31 décembre 2002. Il est actuellement prévu que l'adoption de cette norme diminue les bénéfices par action après dilution de Schlumberger d'environ 0,03 dollar pour l'exercice 2005.

Déclarations prospectives

Ce rapport annuel et diverses autres déclarations contiennent des déclarations prospectives, qui ne portent pas sur des faits historiques. Ces déclarations se rapportent à nos prévisions quant aux perspectives commerciales, la croissance de Schlumberger dans son ensemble, des Services pétroliers et de WesternGeco, la progression de la demande et de la production de pétrole et de gaz naturel, les charges d'exploitation et les dépenses d'investissement de Schlumberger et du secteur du pétrole et du gaz, les stratégies commerciales des clients de Schlumberger, la dotation anticipée aux amortissements et aux provisions, le niveau anticipé de capitalisation des retraites, et les résultats d'exploitation futurs. Ces déclarations font référence à des risques et des incertitudes, y compris, sans caractère limitatif, l'économie mondiale, les variations des dépenses d'exploration et de production des clients de Schlumberger et l'évolution de l'exploration et du développement de l'exploration du pétrole et du gaz naturel, les conditions économiques et commerciales dans certaines régions importantes du monde, les incertitudes politiques et économiques et les désordres socio-politiques, ainsi que d'autres facteurs détaillés dans la publication de nos résultats du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2004, dans ce rapport et dans autres documents déposés auprès de la *Securities and Exchange Commission*. En cas de survenue de l'un ou de plusieurs de ces risques (ou des conséquences liées à leur survenue), ou si les hypothèses sous-jacentes s'avéraient incorrectes, les résultats pourraient présenter des différences significatives comparativement aux prévisions ou aux anticipations. Schlumberger se défend de toute intention ou obligation d'actualiser publiquement ou de réviser ces déclarations en raison d'informations nouvelles, d'événements futurs ou d'autres circonstances.

Informations quantitatives et qualitatives sur le risque de marché

Schlumberger est exposé au risque de marché, notamment du fait de la fluctuation des taux de change, des taux d'intérêt et des cours boursiers.

En tant que multinationale, la société exerce ses activités dans plus de 80 pays. La monnaie fonctionnelle de Schlumberger est principalement le dollar des États-Unis, conformément à la pratique dans le secteur du pétrole et du gaz. Environ 85 % du chiffre d'affaires réalisé par Schlumberger en 2004 étaient libellés en dollars des États-Unis. Toutefois, en dehors des États-Unis, une part significative des charges de Schlumberger est libellée en devises. En conséquence, lorsque le dollar s'apprécie par rapport aux devises des pays dans lesquels la société poursuit ses activités, les charges libellées en dollars des États-Unis diminuent de façon corollaire.

Une variation de 5 % des taux de change moyens de toutes les devises en 2004 aurait produit une variation de quelque 1 % du chiffre d'affaires. Si la parité moyenne dollar des États-Unis / autres monnaies avait augmenté de 5 % en 2004, le résultat des activités en exploitation de Schlumberger serait supérieur de 8 %. En revanche, si la parité moyenne dollar des États-Unis / autres monnaies avait baissé de 5 %, le résultat des activités en exploitation se trouverait diminué de 11 %.

La stratégie de Schlumberger en matière de gestion du risque de change consiste à utiliser des instruments dérivés afin de se prémunir contre les variations imprévues des résultats et des flux de trésorerie dues à la volatilité des taux de change. Les contrats de change à terme prémunissent contre les fluctuations des taux de change affectant soit les actifs / passifs libellés dans une devise autre que la monnaie fonctionnelle, soit les charges. Les contrats d'options sont habituellement conclus dans le but de couvrir les engagements fermes impliquant généralement la construction d'immobilisations contre les fluctuations des taux de change.

Le 31 décembre 2004, les contrats en cours, libellés dans diverses devises, représentaient la contre-valeur de 1,1 milliard de dollars. Ces contrats viennent à échéance à différentes dates en 2005.

Schlumberger n'effectue pas de transactions sur les devises ou sur les taux d'intérêt dans un but spéculatif.

La dette de Schlumberger est exposée au risque de taux d'intérêt. Dans le cadre de sa stratégie de gestion du risque de taux d'intérêt, Schlumberger utilise des emprunts à taux fixe et à taux variable ainsi que des swaps de taux d'intérêt pour rendre constants ou abaisser les coûts d'emprunt si possible.

Le 31 décembre 2004, la dette à taux fixe de Schlumberger avoisinait 2,9 milliards de dollars et la dette à taux variable totalisait 1,8 milliard. L'exposition de Schlumberger au risque de taux d'intérêt est quelque peu atténuée par son portefeuille d'investissement. Les *Placements à court terme* et les *Immobilisations financières*, qui s'élèvent au total à environ 3,0 milliards de dollars au 31 décembre 2004, comprenaient principalement des dépôts à terme eurodollars, des certificats de dépôt et des billets de trésorerie, des euro-billets de trésorerie et des euro-obligations, pour l'essentiel libellés en dollars des États-Unis. En 2004, le rendement moyen de ces instruments était de 2 %.

Le tableau ci-dessous donne les montants en principal de la dette de Schlumberger au 31 décembre 2004, par échéance :

(en millions)

	Echéances anticipées						Total
	2005	2006	2007	2008	2009	Au-delà	
Dette à taux fixe							
Obligations non garanties convertibles 1,5 % de Catégorie A				\$ 975			\$ 975
Billets 6,5 % échéance 2012						\$ 648	648
Obligations non garanties convertibles 2,125 % de Catégorie B						450	450
Obligations garanties 5,875 % échéance 2011 (libellées en euros)						342	342
Obligations garanties 5,25 % (libellées en euros)				327			327
Billets de trésorerie 7,0 % (libellés en dollars canadiens)		\$ 101					101
Obligations garanties 6,25 % (libellées en livres sterling)				33			33
Total de la dette à taux fixe	\$ -	\$ 101	\$ -	\$ 1 335	\$ -	\$ 1 440	\$ 2 876
Dette à taux variable	\$ 716	\$ 246	\$ 645	\$ 13	\$ 164	\$ -	\$ 1 784
Total de la dette	\$ 716	\$ 347	\$ 645	\$ 1 348	\$ 164	\$ 1 440	\$ 4 660

Le 6 juin 2008 ou postérieurement à cette date (pour les Obligations convertibles de Catégorie A) ou le 6 juin 2010 (pour les Obligations convertibles de Catégorie B), Schlumberger peut rembourser en numéraire tout ou partie des catégories d'obligations non garanties, sur préavis donné aux détenteurs, à un prix représentant 100 % du montant en principal des obligations non garanties, majoré des intérêts courus non payés à la date du remboursement. Les 1^{er} juin 2008, 2013 et 2018, les porteurs d'obligations non garanties de Catégorie A peuvent demander à Schlumberger de rembourser leurs obligations de Catégorie A, à un prix représentant 100 % du montant en principal des obligations non garanties, majoré des intérêts courus non payés à la date du remboursement. Les 1^{er} juin 2010, 2013 et 2018, les porteurs d'obligations non garanties de Catégorie B peuvent demander à Schlumberger de rembourser leurs obligations de Catégorie B, à un prix représentant 100 % du montant en principal des obligations non garanties, majoré des intérêts courus non payés à la date du remboursement. Les remboursements effectués le 1^{er} juin 2008 (pour les obligations non garanties de Catégorie A) et le 1^{er} juin 2010 (pour les obligations non garanties de Catégorie B) seront versés en numéraire. Aux autres dates, Schlumberger peut à son gré effectuer le remboursement en numéraire ou en actions, ou toute combinaison d'actions et de trésorerie. En outre, lors de la survenue d'un Changement Fondamental (défini comme un changement de contrôle, ou le retrait de la cote de l'action Schlumberger), les détenteurs peuvent demander à Schlumberger de rembourser tout ou partie de leurs obligations non garanties en numéraire ou, au gré de Schlumberger, sous forme d'actions ordinaires valorisées à 99 % du cours de l'action, ou toute combinaison de numéraire et d'actions ordinaires, à un prix égal à 100 % du montant en principal des obligations non garanties, majoré des intérêts courus non payés à la date de remboursement. Les obligations arrivent à échéance le 1^{er} juin 2023, à moins d'être remboursées de façon anticipée.

Au 31 décembre 2004, la juste valeur de la dette à taux fixe en cours avoisinait 3,1 milliards de dollars. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur la dette à taux variable était d'environ 3,7 % au 31 décembre 2004.

Le 31 décembre 2004, les swaps de taux d'intérêt en cours étaient les suivants : des swaps de taux d'intérêt payeur variable / receveur fixe sur 117 millions de dollars de dettes libellées en dollars des Etats-Unis. Ces dettes ont diverses échéances jusqu'en décembre 2009. Les contrats de swap ont eu pour effet d'accroître les frais financiers consolidés de 60 millions de dollars en 2004, y compris la charge de 73 millions comptabilisée au premier trimestre 2004 au titre du dénouement et de l'annulation de swaps de taux d'intérêt en cours aux Etats-Unis, d'un montant de 500 millions de dollars.

Concernant le risque lié au marché des actions, le portefeuille d'investissement de Schlumberger comprend des participations dans des sociétés cotées, classés dans les investissements destinés à être cédés (notre participation dans Hanover Compressor Company), et d'autres participations stratégiques dans des sociétés privées. Ces titres sont exposés à un risque de fluctuation des cours. Au 31 décembre 2004, la juste valeur de la participation de Schlumberger dans Hanover Compressor, de 123 millions de dollars, était supérieure d'environ 31,6 millions à son coût d'achat. Au 31 décembre 2003, Schlumberger a ramené le coût d'achat de cette participation à sa valeur de marché, soit 91,4 millions de dollars au 31 décembre 2003 et a constitué une provision pour dépréciation de 81,2 millions de dollars avant et après impôts. Aucune provision pour dépréciation de participations n'a été comptabilisée en 2004. Schlumberger a pour politique de ne pas couvrir le risque de fluctuation des cours des actions.

Etats financiers et informations complémentaires

SCHLUMBERGER LIMITED (SCHLUMBERGER N.V., ANTILLES NÉERLANDAISES) ET SOCIÉTÉS FILIALES

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en milliers, sauf pour les montants par action)

Exercice clos le 31 décembre	2004	2003	2002
<i>Chiffre d'affaires</i>	\$ 11 480 165	\$ 10 017 215	\$ 9 657 407
<i>Intérêts et autres revenus</i>	128 698	166 493	139 068
<i>Dépenses</i>			
Coût des ventes et des services	9 041 972	8 428 631	7 935 757
Frais d'études et de recherche	467 354	430 801	451 527
Frais de vente	40 310	47 589	70 917
Frais généraux et administratifs	344 448	317 326	315 284
Coûts liés à l'extinction de dettes	114 894	167 801	-
Frais financiers	272 448	334 336	367 973
<i>Bénéfice avant impôts et intérêts</i>			
<i>minoritaires - activités en exploitation</i>	1 327 437	457 224	655 017
Impôts sur les bénéfices	276 949	210 381	251 632
<i>Bénéfice avant intérêts minoritaires -</i>			
<i>activités en exploitation</i>	1 050 488	246 843	403 385
Intérêts minoritaires	(36 436)	151 326	85 472
<i>Bénéfice - activités en exploitation</i>	1 014 052	398 169	488 857
<i>Bénéfice (perte) - activités cédées ou en cours de cession</i>	209 818	(15 167)	(2 808 852)
<i>Résultat net</i>	\$ 1 223 870	\$ 383 002	\$ (2 319 995)
Bénéfice par action avant dilution :			
Bénéfice - activités en exploitation	\$ 1,72	\$ 0,68	\$ 0,84
Bénéfice (perte) - activités cédées ou en cours de cession	0,36	(0,03)	(4,85)
Résultat net	\$ 2,08	\$ 0,66	\$ (4,01)
Bénéfice par action après dilution :			
Bénéfice - activités en exploitation	\$ 1,70	\$ 0,68	\$ 0,84
Bénéfice (perte) - activités cédées ou en cours de cession	0,34	(0,03)	(4,83)
Résultat net	\$ 2,04	\$ 0,65	\$ (3,99)
Nombre moyen d'actions en circulation	589 089	583 904	578 588
Nombre moyen d'actions en circulation après dilution	612 872	586 491	581 933

Voir les *Notes aux États financiers consolidés*.

SCHLUMBERGER LIMITED (SCHLUMBERGER N.V., ANTILLES NÉERLANDAISES) ET SOCIÉTÉS FILIALES

BILAN CONSOLIDÉ

(en milliers)

Au 31 décembre	2004	2003
ACTIF		
<i>Valeurs réalisables ou disponibles</i>		
Disponibilités	\$ 223 503	\$ 234 192
Placements à court terme	2 773 922	2 874 781
Clients et autres débiteurs moins provisions pour créances douteuses (2004 – \$ 114 403 ; 2003 - \$ 128 199)	2 663 642	2 568 425
Stocks	819 745	796 559
Impôts différés	239 111	315 350
Autres actifs	274 647	341 973
Actifs destinés à être cédés	65 179	3 237 841
	7 059 749	10 369 121
<i>Immobilisations financières</i>	203 750	223 300
<i>Sociétés mises en équivalence</i>	883 598	776 965
<i>Immobilisations corporelles, moins amortissements cumulés</i>	3 761 729	3 799 711
<i>Données sismiques multiclents</i>	346 522	505 784
<i>Écarts d'acquisition</i>	2 789 048	3 377 583
<i>Immobilisations incorporelles</i>	346 833	403 319
<i>Impôts différés</i>	343 584	316 277
<i>Autres actifs</i>	265 964	269 266
	\$ 16 000 777	\$ 20 041 326
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
<i>Dettes à court terme</i>		
Fournisseurs, autres créances et charges à payer	\$ 2 980 790	\$ 3 247 545
Provision pour impôts sur les bénéfices	858 785	807 938
Dividendes à verser	111 136	110 511
Fraction des dettes à long terme payable à moins d'un an	143 385	889 678
Emprunts bancaires et à court terme	572 487	521 490
Passifs destinés à être cédés	34 617	1 217 568
	4 701 200	6 794 730
<i>Dettes à long terme</i>	3 944 180	6 097 418
<i>Avantages complémentaires de retraite</i>	670 765	614 850
<i>Autres éléments du passif</i>	151 457	254 709
	9 467 602	13 761 707
<i>Intérêts minoritaires</i>	416 438	398 330
<i>Capitaux propres</i>		
Capital social	2 454 219	2 258 488
Bénéfices réinvestis	6 287 905	5 505 744
Actions d'autocontrôle, à leur coût d'achat	(1 684 394)	(1 508 239)
Autres éléments du résultat global cumulé	(940 993)	(374 704)
	6 116 737	5 881 289
	\$ 16 000 777	\$ 20 041 326

Voir les Notes aux États financiers consolidés.

SCHLUMBERGER LIMITED (SCHLUMBERGER N.V., ANTILLES NÉERLANDAISES) ET SOCIÉTÉS FILIALES

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers)

Exercice clos le 31 décembre	2004	2003	2002
Flux de trésorerie d'exploitation :			
Bénéfice - activités en exploitation	\$ 1 014 052	\$ 398 169	\$ 488 857
Ajustements permettant de rapprocher le résultat net de la trésorerie nette provenant de l'exploitation :			
Dotations aux amortissements ¹	1 307 931	1 341 102	1 308 658
Plus-value de cession de la participation dans Grant Prideco	-	(1 320)	-
Charges, nettes d'impôts et des intérêts minoritaires ²	198 801	439 976	295 281
Plus-values de cession d'appareils de forage	-	-	(86 858)
Bénéfice des sociétés mises en équivalence, moins dividendes reçus	(65 748)	(74 596)	(38 280)
Diminution (augmentation) des impôts différés	6 774	(12 286)	(48 702)
Coût de rémunération des paiements en actions	26 466	13 229	-
Provision pour pertes sur comptes clients et autres débiteurs	25 744	53 303	66 425
Variation des postes d'actif et de passif :			
(Aug.) dim. des comptes clients et autres débiteurs	(414 856)	(34 668)	657 340
(Aug.) dim. des stocks	(166 698)	56 639	(3 715)
Dim. (aug.) des autres valeurs réalisables ou disponibles	7 856	(57 206)	112 499
Dim. des comptes fournisseurs, autres créanciers et charges à payer	(295 633)	(303 513)	(897 124)
Augmentation des provisions pour impôts sur les bénéfices	87 470	98 994	(53 318)
Augmentation des avantages complémentaires de retraite	54 998	70 394	39 659
Autres, net	58 721	27 171	39 842
TRÉSORERIE NETTE PROVENANT DE L'EXPLOITATION	1 845 878	2 015 388	1 880 564
Flux de trésorerie d'investissement :			
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 215 847)	(871 539)	(1 169 978)
Données sismiques multiclients capitalisées	(63 206)	(149 765)	(344 705)
Actifs incorporels capitalisés	(77 171)	(94 639)	(125 622)
Produits de cession d'immobilisations corporelles et autres	48 304	171 895	276 022
Cession de la participation dans Grant Prideco	-	105 590	-
Règlement lié à la joint venture PIGAP	-	58 000	-
Produits de cession du billet Hanover Compressor	-	176 955	-
Acquisition de Sema plc	-	-	(132 155)
Autres acquisitions d'activités	(42 834)	-	(44 431)
Autres montants versés au titre d'acquisitions	-	-	(70 340)
Produits de cession d'activités	1 664 310	298 674	259 271
Produits de cession des actions Atos Origin	1 164 662	-	-
Produits de cession des actions Axalto	98 851	-	-
Produits de cession d'appareils de forage	-	58 100	95 000
Paiement d'une option sur la cession d'appareils de forage	-	-	24 900
Cession (acquisition) d'investissements, net	104 820	(1 145 700)	51 334
TRÉSORERIE NETTE PROVENANT DE (ABSORBÉE PAR) LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	1 681 889	(1 392 429)	(1 180 704)
Flux de trésorerie de financement :			
Dividendes versés	(441 219)	(437 023)	(433 134)
Produits des plans d'achat d'actions réservés au personnel	71 565	132 741	107 810
Produits de l'exercice d'options d'achat d'actions	206 543	39 752	67 275
Produits de l'émission d'obligations convertibles non garanties (nets des frais)	-	1 375 612	-
Programme de rachat d'actions	(320 224)	-	-
Coûts liés à l'extinction de dettes	(111 034)	(167 801)	-
Dénouement du swap de taux d'intérêt aux États-Unis	(70 495)	-	-
Produits de l'émission de billets de trésorerie	4 085 486	2 041 304	933 709
Remboursement du capital sur les billets de trésorerie et les dettes à long terme	(7 075 402)	(3 399 773)	(1 216 321)
Augmentation (diminution) nette des dettes à court terme	64 364	(167 150)	(308 623)
TRÉSORERIE NETTE ABSORBÉE PAR LE FINANCEMENT	(3 590 416)	(582 338)	(849 284)
Activités cédées ou en cours de cession	50 787	19 006	133 244
(Dim.) aug. nette de la trésorerie avant écart de conversion	(11 862)	59 627	(16 180)
Écart de conversion	1 173	6 455	6 586
Trésorerie à l'ouverture	234 192	168 110	177 704
Trésorerie à la clôture	\$ 223 503	\$ 234 192	\$ 168 110

¹ Comprend les coûts des données sismiques multiclients, hors provision pour dépréciation.

² Voir la Note 5 *Charges – Activités en exploitation*

Voir les Notes aux états financiers consolidés.

SCHLUMBERGER LIMITED (SCHLUMBERGER N.V., ANTILLES NÉERLANDAISES) ET SOCIÉTÉS FILIALES

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FONDS PROPRES

(en milliers)

	Actions ordinaires			Autres éléments du résultat global			Résultat global
	Emises	Auto contrôle	Report à nouveau	Valeur de marché	Obligation de retraite	Ecart de conversion	
Solde au 1 ^{er} janvier 2002	\$ 2 045 437	\$ (1 694 884)	\$ 8 314 766	\$ (49 569)	\$ -	\$ (237 269)	\$ 374 583
Écart de conversion						(55 422)	\$ (55 422)
Cession de Reed Hycalog						22 063	22 063
Produits dérivés indexés à leur valeur de marché, nets d'impôts				(33 291)			(33 291)
Obligations de retraite minimum (régimes britannique et américain)					(313 564)		(313 564)
Crédit d'impôt lié aux obligations de retraite minimums					110 000		110 000
Participation dans le capital de Grant Prideco, nette d'impôts				9 871			9 871
Exercice des options d'achat d'actions moins les actions échangées	25 410	41 671					
Actions octroyées aux Administrateurs	129	65					
Plans d'achat d'actions réservés au personnel	58 056	49 754					
Résultat net			(2 319 995)				(2 319 995)
Dividendes déclarés (\$ 0,75 par action)			(434 059)				
Acquisition de Technoguide	34 496	25 036					
Crédit d'impôt lié aux options d'achat d'actions	7 437						
Solde au 31 décembre 2002	2 170 965	(1 578 368)	5 560 712	(72 989)	(203 564)	(270 628)	\$ (2 580 338)
Ecart de conversion						201 503	\$ 201 503
Produits dérivés indexés à leur valeur de marché, nets d'impôts				60 356			60 356
Obligations de retraite minimums (régimes britannique et américain)					(114 236)		(114 236)
Crédit d'impôt lié aux obligations de retraite minimums					34 725		34 725
Cession de la participation dans le capital de Grant Prideco, nette d'impôts				(9 871)			(9 871)
Exercice des options d'achat d'actions, moins les actions échangées	15 335	24 271					
Actions octroyées aux Administrateurs	81	65					
Plans d'achat d'actions réservés au personnel	51 302	45 783					
Coût des plans de rémunération en actions	13 229						
Bénéfice net			383 002				383 002
Dividendes déclarés (\$ 0,75 par action)			(437 970)				
Crédit d'impôt lié aux options d'achat d'actions	7 576						
Solde au 31 décembre 2003	2 258 488	(1 508 239)	5 505 744	(22 504)	(283 075)	(69 125)	\$ 555 479
Ecart de conversion						(27 370)	\$ (27 370)
Produits dérivés indexés à leur valeur de marché, nets d'impôts				1 097			1 097
Participation dans Hanover indexée à sa valeur de marché, nette d'impôts				31 618			31 618
Annulation de swaps de taux d'intérêts, nette d'impôts				42 562			42 562
Cession de SchlumbergerSema					75 346	(552 000)	(476 654)
Cession d'Axalto						(110 000)	(110 000)
Obligations de retraite minimums (régimes britannique et américain)					(44 337)		(44 337)
Crédit d'impôt lié aux obligations de retraite minimums					16 795		16 795
Exercice des options d'achat d'actions moins les actions échangées	101 329	105 214					
Actions octroyées aux Administrateurs	560	270					
Plans d'achat d'actions réservés au personnel	46 812	30 747					
Programme de rachat d'actions		(320 224)					
Acquisition de PetroAlliance	16 430	7 838					
Coût des plans de rémunération en actions	26 466						
Actions émises lors de la conversion d'obligations non garanties	2						
Résultat net			1 223 870				1 223 870
Dividendes déclarés (\$ 0,75 par action)			(441 709)				
Crédit d'impôt lié aux options d'achat d'actions	4 132						
Solde au 31 décembre 2004	\$ 2 454 219	\$ (1 684 394)	\$ 6 287 905	\$ 52 773	\$ (235 271)	\$ (758 495)	\$ 657 581

Voir les Notes aux États financiers consolidés.

SCHLUMBERGER LIMITED (SCHLUMBERGER N.V., ANTILLES NÉERLANDAISES) ET SOCIÉTÉS FILIALES

CAPITAL SOCIAL

	Emises	Auto-contrôle	Actions en circulation
Solde au 1 ^{er} janvier 2002	667 094 178	(91 203 780)	575 890 398
Exercice des options d'achat d'actions, moins les actions échangées	10 490	2 243 400	2 253 890
Actions octroyées aux Administrateurs	-	3 500	3 500
Plans d'attribution d'actions réservés au personnel	-	2 677 842	2 677 842
Acquisition de Technoguide	-	1 347 485	1 347 485
Solde au 31 décembre 2002	667 104 668	(84 931 553)	582 173 115
Exercice des options d'achat d'actions, moins les actions échangées	1 320	1 306 305	1 307 625
Actions octroyées aux Administrateurs	-	3 500	3 500
Plan d'attribution d'actions réservé au personnel	-	2 464 088	2 464 088
Solde au 31 décembre 2003	667 105 988	(81 157 660)	585 948 328
Exercice des options d'achat d'actions, moins les actions échangées	-	5 610 259	5 610 259
Actions octroyées aux Administrateurs	-	14 500	14 500
Plan d'attribution d'actions réservé au personnel	-	1 654 879	1 654 879
Programme de rachat d'actions	-	(5 148 200)	(5 148 200)
Acquisition de PetroAlliance	-	421 870	421 870
Actions émises lors de la conversion d'obligations non garanties	27	-	27
Solde au 31 décembre 2004	667 106 015	(78 604 352)	588 501 663

Voir les *Notes aux États financiers consolidés*.

Notes aux États financiers consolidés

1. Description des activités

Fondé en 1927, Schlumberger Limited (Schlumberger), leader mondial des services pétroliers, fournit des solutions technologiques, de gestion de projets et d'informations qui optimisent les performances dans le secteur du pétrole et du gaz. Schlumberger est composé de deux secteurs d'activité : Services pétroliers et WesternGeco. L'activité des Services pétroliers offre à l'échelle mondiale une large gamme de services et de solutions technologiques au secteur pétrolier, et fournit la quasi-totalité des services d'exploration et de production nécessaires au cours de la vie d'un réservoir de pétrole ou de gaz. WesternGeco fournit à l'échelle mondiale un éventail complet de services d'imagerie, de contrôle et de développement de réservoirs et dispose d'équipes de sismiques étoffées ainsi que d'une importante banque de données sismiques multiclients. Ces services vont des campagnes sismiques tridimensionnelles et répétées dans le temps (4D) aux campagnes multicomposantes pour la délinéation des gisements potentiels et la gestion des réservoirs. WesternGeco est détenu à 70 % par Schlumberger et à 30 % par Baker Hughes.

2. Méthodes comptables adoptées

Les États financiers consolidés de Schlumberger Limited ont été établis conformément aux principes comptables généralement admis aux États-Unis d'Amérique.

Principes de consolidation

Les États financiers consolidés intègrent les comptes des filiales dans lesquelles Schlumberger détient une participation majoritaire. Les principales sociétés dans lesquelles Schlumberger détient une participation comprise entre 20 % et 50 % sont incluses dans le bilan selon la méthode de mise en équivalence au poste *Sociétés mises en équivalence*. La quote-part des bénéfices après impôts des sociétés mises en équivalence est incluse à la rubrique *Intérêts et autres revenus*. Tous les comptes et transactions intragroupe ont été éliminés.

Reclassements

Certaines données des exercices précédents ont été reclassées afin de respecter la présentation adoptée en 2004.

Estimations

Dans le cadre de l'Établissement des États financiers conformément aux principes comptables généralement admis, la direction est amenée à effectuer des estimations et à retenir des hypothèses ayant une incidence sur les actifs et passifs inscrits dans les États financiers, sur la publication des actifs et passifs éventuels à la clôture, ainsi que sur les produits et les charges de l'exercice, tels qu'ils figurent dans les états financiers. Schlumberger évalue constamment ces estimations, notamment les créances douteuses, la valorisation des stocks et des participations, le caractère recouvrable des écarts d'acquisition et des actifs incorporels, les impôts sur les bénéfices, les données sismiques multiclients, les engagements hors-bilan et les hypothèses actuarielles retenues pour les plans de retraite et autres avantages réservés au personnel. Schlumberger base ses estimations sur les informations historiques et sur diverses autres hypothèses estimées raisonnables au vu des circonstances, dont les résultats constituent le fondement des jugements sur la valeur comptable des actifs et passifs qu'il n'est pas possible de déterminer facilement grâce à d'autres sources. En retenant des hypothèses différentes et dans d'autres circonstances, les résultats pourraient être différents de ces estimations.

Constataion du chiffre d'affaires

Services pétroliers

Produits et services

La vente des produits et services de Schlumberger est généralement basée sur des bons de commandes, des contrats ou autres preuves manifestes d'un accord avec le client, en vertu desquels les prix sont fixes ou déterminables et ne comportent pas de droit de retour ou autres dispositions similaires, ni d'obligations importantes postérieures à la livraison. Le chiffre d'affaires réalisé sur la vente de produits est comptabilisé lors de la livraison et de l'acceptation du bien par le client, et lorsque le recouvrement de la créance afférente est raisonnablement assuré. En 2004, la vente de produits représentait moins de 10 % du résultat d'exploitation de Schlumberger. Le chiffre d'affaires dégagé par la vente de services est constaté une fois les services fournis et lorsque le recouvrement de la créance afférente est raisonnablement assuré. Les pertes à terminaison sont constatées au cours de la période où elles apparaissent probables et peuvent être raisonnablement estimées.

Logiciels

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de licences d'exploitation de logiciels, de contrats de maintenance et des services afférents peut englober l'installation, les services de conseil et la formation.

Lorsque les services fournis ne sont pas essentiels au fonctionnement du logiciel, le chiffre d'affaires lié à chaque volet du contrat est constaté séparément en fonction de sa juste valeur, déterminée selon des critères objectifs et propres au fournisseur lorsque toutes les conditions suivantes sont remplies : le contrat est signé, la livraison est effectuée, le prix est fixe et déterminable et le recouvrement de la créance afférente est probable.

Lorsqu'en vertu du contrat de licence le vendeur est soumis à des obligations durables, ou lorsque l'acceptation par le client est incertaine, le chiffre d'affaires afférent à l'élément concerné, correspondant à sa juste valeur déterminée selon des critères objectifs et propres au vendeur, est différé. La juste valeur déterminée selon des critères objectifs et propres au vendeur est réputée être le prix d'un élément lorsqu'il est vendu séparément. En l'absence de critères objectifs permettant de déterminer la juste valeur des éléments non encore livrés, la totalité du chiffre d'affaires est différée jusqu'à ce que leur juste valeur puisse être déterminée ou que tous les éléments aient été livrés.

La méthode du pourcentage d'achèvement est appliquée aux contrats prévoyant l'adaptation du logiciel aux spécifications du client.

WesternGeco

Le chiffre d'affaires lié à tous les services est comptabilisé lorsqu'il existe des preuves manifestes d'un accord, que le prix est fixe ou facilement déterminable et que le recouvrement de la créance afférente est raisonnablement assuré. Le chiffre d'affaires réalisé sur les contrats de services facturés à la journée est comptabilisé au fur et à mesure que les prestations sont fournies. Le chiffre d'affaires provenant des autres contrats de services, notamment les campagnes multiclients qui sont préfinancées, est comptabilisé au fur et à mesure que les données sismiques sont acquises et / ou traitées en proportion de la réalisation des travaux. Selon cette méthode, le chiffre d'affaires doit être constaté sur la base de mesures quantifiables de l'évolution des travaux, telles que des kilomètres carrés acquis. Les données sismiques multiclients sont concédées sous licence ou vendues aux clients et sont non cessibles. Le chiffre d'affaires découlant des campagnes sismiques multiclients est comptabilisé lors de l'obtention d'un contrat de licence signé et lorsque les données sont rendues accessibles aux clients. Les pertes à terminaison sont constatées au cours de la période où elles apparaissent probables et peuvent être raisonnablement estimées.

Prestations groupées

Le chiffre d'affaires des deux secteurs d'activité, qui peut provenir de contrats impliquant des prestations groupées, est constaté au fur et à mesure que chaque prestation est fournie sur la base de la juste valeur relative de chaque prestation et lorsque les éléments livrés ont une valeur individuelle pour les clients.

Conversion des devises autres que le dollar des États-Unis

La monnaie fonctionnelle utilisée par Schlumberger est essentiellement le dollar des États-Unis. Les postes du bilan enregistrés dans des monnaies fonctionnelles autres que le dollar des États-Unis sont convertis au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice (taux de change courant). Les écarts de conversion sont imputés directement aux *Capitaux propres* dans le *Bilan consolidé*. Les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen de l'exercice concerné. Tous les profits ou pertes de change latents ou réalisés sont imputés au résultat de l'exercice au cours duquel ils surviennent. Schlumberger a pour politique de couvrir à terme les gains et pertes latents sur une base mensuelle. Les pertes de change de l'exercice 2004 se sont élevées à 9 millions de dollars, contre des gains de 1 million en 2003 et des pertes de 2 millions en 2002.

Des opérations de couverture de change à terme destinées à compenser l'effet de la liquidation future des postes du bilan libellés dans des monnaies autres que la monnaie fonctionnelle des sociétés individuelles sont effectuées. Les profits ou les pertes afférents à ces contrats sont comptabilisés lors de la fluctuation des devises, et les charges ou les produits qui en résultent compensent partiellement les profits ou les pertes de change latents relatifs aux actifs et passifs concernés. Les contrats en cours au 31 décembre 2004 concernent l'achat, en différentes devises, d'une somme totale équivalant à 1,1 milliard de dollars. Ces contrats arriveront à échéance à différentes dates en 2005.

Immobilisations financières

Les *Placements à court terme* et les *Immobilisations financières* sont constitués notamment de dépôts à terme en eurodollars, de certificats de dépôt, de billets de trésorerie, d'eurobilletts et d'euro-obligations, libellés principalement en dollars des États-Unis. Ils sont comptabilisés à leur coût d'achat majoré des intérêts courus, qui avoisine leur valeur de marché. Les placements à court terme considérés comme des titres de transaction sont comptabilisés à leur valeur de marché. Aux 31 décembre 2004 et 2003, les plus ou moins-values latentes sur ces titres n'étaient pas significatives.

Dans le cadre de l'établissement de l'*État consolidé des flux de trésorerie*, Schlumberger ne considère pas les placements à court terme comme assimilés à la trésorerie, car les échéances initiales d'une grande partie de ces instruments excèdent généralement trois mois.

Stocks

Ils sont principalement évalués à leur coût de revient moyen ou à leur valeur de marché, si celle-ci est inférieure. Les coûts imputés aux stocks comprennent le matériel, les coûts directs de la main d'œuvre et de la production.

Immobilisations et amortissements

Les immobilisations sont évaluées à leur prix d'acquisition diminué des amortissements, qui sont calculés et imputés au résultat selon le mode linéaire sur la durée de vie estimée des immobilisations. Le coût de fabrication de l'équipement technique pétrolier fabriqué ou assemblé par des filiales de Schlumberger est inclus dans les immobilisations. Les dépenses encourues pour les remises en état, remplacements et modernisations des immobilisations sont capitalisées. Les dépenses d'entretien et de réparation sont imputées au fur et à mesure aux charges d'exploitation. Lors de la vente ou de la mise au rebut d'une immobilisation, son coût d'acquisition et les amortissements cumulés correspondants sont déduits des comptes du bilan et le montant net, diminué du prix de vente, est enregistré dans le compte de résultat.

Données sismiques multiclients

La banque de données multiclients est constituée de campagnes sismiques achevées et en cours, dont l'exploitation est concédée sous licence sur une base non exclusive. Ces données peuvent être acquises et / ou traitées par Schlumberger ou des prestataires externes. Les campagnes multiclients sont principalement établies à partir des ressources de Schlumberger. Schlumberger immobilise les coûts directement engagés pour l'acquisition et le traitement des données sismiques multiclients. Ces coûts sont imputés au *Coût des ventes et des services* à hauteur d'un pourcentage du total des coûts rapporté au total du chiffre d'affaires estimé que Schlumberger anticipe de recevoir lors de la commercialisation de ces données. Toutefois, la valeur nette comptable d'une campagne de données individuelle ne peut en aucun cas être supérieure à sa valeur amortie de façon linéaire sur 4 ans.

La valeur comptable de la banque de données multiclients fait l'objet d'un test de dépréciation chaque année et des ajustements sont apportés lorsqu'en raison des événements ou des circonstances, le recouvrement de sa valeur comptable est mis en doute. Lorsqu'il est établi que les produits futurs estimés, processus qui fait largement appel à l'appréciation de Schlumberger, sont inférieurs à la valeur comptable des campagnes, des ajustements de valeur sont comptabilisés. Une modification défavorable significative des revenus futurs estimés de Schlumberger pourrait contraindre la société à constituer des provisions pour dépréciation au cours d'exercices futurs.

Écarts d'acquisition, autres actifs incorporels et immobilisations

Schlumberger comptabilise dans les écarts d'acquisition l'excédent du prix d'acquisition par rapport à la juste valeur des actifs corporels et des actifs incorporels identifiables acquis. Selon la norme comptable SFAS 142 «Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels» (SFAS 142), les écarts d'acquisition doivent être soumis à un test de dépréciation chaque année, ou lorsqu'en raison des événements ou des circonstances, le recouvrement de leur valeur comptable est mis en doute. Le test de dépréciation des écarts d'acquisition est réalisé en deux étapes. La première consiste à comparer la juste valeur des unités de Schlumberger soumise au reporting à leur valeur comptable afin d'établir l'existence d'une éventuelle dépréciation. Lorsque la juste valeur de l'unité est inférieure à sa valeur comptable, une provision pour dépréciation est comptabilisée dans la mesure où la juste valeur implicite de l'écart d'acquisition de l'unité est inférieure à sa valeur comptable.

Dans le cadre de la réalisation du test de dépréciation requis par SFAS 142, les unités soumises au reporting de Schlumberger sont les quatre secteurs géographiques comprenant Services pétroliers et WesternGeco. Schlumberger estime la juste valeur de ces unités en analysant les flux de trésorerie actualisés et / ou en appliquant différents ratios de marché. De temps à autre, un expert peut être sollicité pour aider à déterminer la juste valeur. La détermination de la juste valeur d'une unité soumise au reporting fait appel au jugement et implique souvent l'utilisation de nombreuses estimations et hypothèses. Selon les estimations de Schlumberger, la juste valeur de chacune des unités précitées s'est avérée largement supérieure à leur valeur comptable en 2004, 2003 et 2002. Schlumberger réalise le test de dépréciation de l'unité WesternGeco le 1^{er} octobre de chaque année, tandis que les unités constituant Services pétroliers sont soumises au test de dépréciation le 31 décembre.

La dépréciation des immobilisations, notamment les immobilisations corporelles et incorporelles, est évaluée lorsqu'en raison des événements ou des circonstances, leur valeur comptable est mise en doute. Lors de cette évaluation, la valeur comptable de ces actifs est comparée aux flux de trésorerie futurs estimés non actualisés susceptibles de découler de l'utilisation de ces actifs et de leur cession éventuelle. Dans le cas où ces flux de trésorerie ne couvrent pas la valeur comptable de l'actif, une provision pour dépréciation est constituée afin de ramener la valeur comptable de l'immobilisation à sa juste valeur estimée. La direction est amenée à faire des estimations importantes pour déterminer les flux de trésorerie futurs et la juste valeur estimée des immobilisations. Schlumberger peut faire appel à un tiers pour aider la société à établir la juste valeur d'une immobilisation. Une modification importante de la conjoncture économique ou d'autres circonstances influençant l'estimation des flux de trésorerie futurs ou de la juste valeur pourrait contraindre Schlumberger à constituer une provision pour dépréciation à l'avenir.

Schlumberger évalue périodiquement la durée d'utilité résiduelle de ses actifs incorporels afin de déterminer si, en raison des événements ou des circonstances, la durée résiduelle d'amortissement estimée doit être révisée.

Schlumberger immobilise certains coûts liés au développement de logiciels en interne. Les coûts capitalisés comprennent du matériel et des services acquis, les salaires et charges sociales et les frais financiers. Les coûts des logiciels développés en interne sont amortis de façon linéaire sur la durée de vie utile estimée du produit, en général de cinq ans.

Impôts sur les bénéfices

Schlumberger et ses filiales calculent l'impôt sur les bénéfices en fonction des divers codes et règlements fiscaux en vigueur dans les nombreux pays dans lesquels les bénéfices sont réalisés. Les taux d'imposition fixés par les autorités fiscales de ces pays varient considérablement. Le bénéfice imposable peut être différent du bénéfice avant impôts tel qu'il ressort des états financiers. Des provisions appropriées pour impôts différés sur les bénéfices sont constituées lorsque certains produits et charges sont imputables à un exercice donné pour le calcul de l'impôt et à un autre exercice pour la détermination du résultat comptable. Les impacts liés à la modification des taux d'imposition ou de la législation fiscale sont imputés aux provisions pour impôts sur les bénéfices au cours de la période durant laquelle ces changements sont promulgués. Lorsqu'il est plus probable qu'improbable que tout ou partie de l'impôt différé actif ne sera pas réalisé à l'avenir, Schlumberger constitue une provision pour dépréciation de l'impôt différé actif.

Les déclarations d'impôts de Schlumberger font régulièrement l'objet de contrôles par les autorités fiscales dans les territoires dans lesquels la société exerce ses activités. Ces contrôles peuvent se solder par des redressements fiscaux réglés à l'amiable ou éventuellement par voie judiciaire. Les charges fiscales sont comptabilisées sur la base d'estimations des impôts supplémentaires qui seront exigibles à l'issue de ces contrôles. Ces charges, qui sont estimées en fonction des données historiques, sont ajustées à la lumière de l'évolution des faits et des circonstances. Toutefois, en raison des incertitudes et de la complexité inhérentes à l'application de la réglementation fiscale, il est possible que la résolution finale de ces contrôles se solde par des charges sensiblement différentes de ces estimations. Le cas échéant, Schlumberger comptabilisera une charge ou un crédit d'impôt supplémentaire durant l'exercice au cours duquel le contrôle fiscal est résolu.

Au 31 décembre 2004, environ 3,0 milliards de dollars de bénéfices consolidés réinvestis représentaient les bénéfices non distribués des filiales consolidées ainsi que la quote-part de Schlumberger dans les sociétés détenues entre 20 % et 50 %. Il n'a pas été constitué de provision pour les impôts qui seraient dus sur la distribution de ces bénéfices, ceux-ci étant considérés comme réinvestis indéfiniment, ni sur les bénéfices non imposables au moment de leur distribution.

Concentration du risque de crédit

Les instruments financiers détenus par Schlumberger, qui soumettent potentiellement la société à un phénomène de concentration du risque de crédit, sont pour l'essentiel constitués de créances clients. Schlumberger constitue une provision pour créances irrécouvrables en fonction des recouvrements anticipés et évalue en permanence la solvabilité et la situation financière de ses clients.

Bénéfice par action

Le bénéfice par action avant dilution est calculé en divisant le bénéfice net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice par action après dilution est calculé en divisant le bénéfice net, compte tenu des intérêts sur les obligations non garanties convertibles, sauf si cet ajustement a un effet relatif, par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation compte tenu de la dilution. Le calcul de la dilution suppose (i) que la totalité des options qui sont dans la monnaie a été exercée en début d'exercice, et que les produits afférents ont été utilisés par Schlumberger pour racheter des actions au cours de marché moyen de l'exercice, et (ii) que les obligations non garanties convertibles ont été converties, sauf si cette opération a un effet relatif.

Le tableau ci-après rapproche le bénéfice par action avant dilution du bénéfice par action après dilution pour les trois derniers exercices :

(en milliers, sauf pour les montants par action)

	Bénéfice Activités en exploitation	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	Bénéfice par action Activités en exploitation
2004			
Bénéfice avant dilution	\$ 1 014 052	589 089	\$ 1,72
Conversion présumée des obligations non garanties convertibles	28 788	19 105	
Levée présumée des options d'achat d'actions		4 678	
Bénéfice dilué	\$ 1 042 840	612 872	\$ 1,70
2003			
Bénéfice avant dilution	\$ 398 169	583 904	\$ 0,68
Conversion présumée des obligations non garanties convertibles	15 938	10 566	
Levée présumée des options d'achat d'actions		2 587	
	\$ 414 107	597 057	\$ 0,69
Moins : effet relatif de la conversion présumée des obligations non garanties convertibles	(15 938)	(10 566)	(0,01)
	\$ 398 169	586 491	\$ 0,68
2002			
Bénéfice avant dilution	\$ 488 857	578 588	\$ 0,84
Levée présumée des options d'achat d'actions		3 345	
Bénéfice dilué	\$ 488 857	581 933	\$ 0,84

Aux 31 décembre 2004, 2003 et 2002, 8,7 millions, 24,8 millions et 28,1 millions d'actions ordinaires étaient respectivement en circulation mais n'étaient pas incluses dans le calcul du bénéfice par action après dilution, parce que le prix d'exercice des options était supérieur au cours boursier moyen de l'action, et que leur effet sur le bénéfice par action après dilution aurait été relatif. En outre, le calcul du bénéfice par action au 31 décembre 2003 ne comprend pas l'impact d'environ 19,1 millions d'actions ordinaires pouvant être émises lors de la conversion des Obligations non garanties 1,5 % de Catégorie A et des Obligations non garanties 2,125 % de Catégorie B, car leur prise en compte aurait également eu un effet relatif.

Frais d'études et de recherche

Ils sont tous comptabilisés en charges au fur et à mesure, y compris les dépenses relatives aux brevets et aux droits afférents.

Nouvelle norme comptable

En décembre 2004, le Financial Accounting Standards Board a publié la norme comptable SFAS 123R (*Paiements en actions*). Cette norme modifie la norme comptable SFAS 123 (*Comptabilisation des paiements en actions*) et stipule que les services procurés par les employés en échange d'un paiement en actions produit pour l'employeur un coût qui doit être comptabilisé dans les états financiers. Le coût de ces attributions doit être évalué à sa juste valeur à la date d'octroi. SFAS 123R propose aux sociétés cotées différentes méthodes de transition pour l'adoption de la norme. Schlumberger prévoit d'appliquer la méthode prospective modifiée, selon laquelle les entreprises peuvent comptabiliser le coût de rémunération de la part non amortie des attributions acquises en cours à la date d'effet de SFAS 123R (le 1^{er} juillet 2005 pour Schlumberger), et effectuées après le 1^{er} janvier 1995. Ces coûts seront comptabilisés dans les états financiers de Schlumberger sur le reliquat de la période d'acquisition des droits. Comme détaillé dans la Note 19, Schlumberger a adopté en 2003 par anticipation les dispositions sur la juste valeur préconisées par les normes SFAS 123 et 148 (*Comptabilisation des rémunérations en actions – Transition et publication d'informations*) pour les attributions d'actions postérieures au 1^{er} janvier 2003. En conséquence, à compter du 1^{er} juillet 2005, Schlumberger devra appliquer les dispositions de SFAS 123R à la fraction des actions dont les droits ne sont pas encore acquis, qui ont été attribuées durant la période du 1^{er} janvier 1995 au 31 décembre 2002. Il est actuellement prévu que l'adoption de cette norme diminue les bénéfices par action après dilution de Schlumberger d'environ 0,03 dollar pour l'exercice 2005.

3. Activités cédées ou en cours de cession

Les résultats des activités suivantes sont inclus dans les *Activités cédées ou en cours de cession* dans le *Compte de résultat consolidé*. Tous les gains et pertes présentés ci-après figurent, le cas échéant, nets d'impôts sur les bénéfices.

2004

- La cession de SchlumbergerSema a été achevée en janvier 2004. Schlumberger a perçu 393 millions d'euros après ajustements (495 millions de dollars) en numéraire et 19,3 millions d'actions ordinaires d'Atos Origin d'une valeur de 1,02 milliard d'euros (1,27 milliard de dollars), ce qui représentait environ 29 % des actions Atos Origin en circulation à l'issue de la transaction. Les résultats de SchlumbergerSema comprennent au premier trimestre 2004 une plus-value de cession de 26 millions de dollars et au deuxième trimestre 2004, un crédit de 15 millions de dollars se rapportant à des ajustements de différentes charges à payer. Les actifs nets s'élevaient à environ 2,2 milliards de dollars, y compris des écarts d'acquisition de 1,3 milliard.

Le 2 février 2004, Schlumberger a cédé 9,6 millions d'actions ordinaires Atos Origin pour un montant net de 500 millions d'euros (625 millions de dollars). A l'issue de cette cession, la participation de Schlumberger a été ramenée à environ 15 % des actions ordinaires Atos Origin en circulation. La quote-part de Schlumberger dans les résultats d'Atos Origin pour les quatre jours clos le 2 février 2004 était négligeable. Cette participation a été comptabilisée selon la méthode du coût d'acquisition à compter du 2 février 2004. Le 30 avril 2004, Schlumberger a cédé le reliquat de sa participation dans Atos Origin, soit 9,7 millions d'actions, pour un montant de 465 millions d'euros (551 millions de dollars), net des frais. La moins-value de cession des actions Atos Origin, soit 21 millions de dollars, est classée dans les *Intérêts et autres revenus* du *Compte de résultat consolidé* (voir la Note 5).

Au 31 décembre 2003, les actifs et passifs de SchlumbergerSema qui ont ensuite été sortis du *Bilan consolidé* de Schlumberger, ont été agrégés et inclus dans les *Actifs destinés à être cédés* (3,24 milliards de dollars) et les *Passifs destinés à être cédés* (1,22 milliard de dollars).

Les *Actifs et passifs destinés à être cédés au 31 décembre 2003* sont analysés ci-après :

(en millions)

<i>Actifs destinés à être cédés</i>	
Clients et autres débiteurs	\$ 978
Stocks	37
Autres actifs à court terme	159
Immobilisations	481
Écarts d'acquisition	1 334
Actifs incorporels	158
Impôts différés	35
Autres actifs	56
	<u>\$ 3 238</u>
<i>Passifs destinés à être cédés</i>	
Dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes	\$ 1 066
Provision pour impôts sur les bénéfices	14
Autres dettes	133
Intérêts minoritaires	5
	<u>\$ 1 218</u>

- En février 2004, Schlumberger a cédé son activité de logiciels de facturation destiné au secteur des télécommunications pour un montant en numéraire de 37 millions de dollars. Ce montant ne comprend pas des produits futurs potentiels en numéraire pouvant aller jusqu'à 10 millions de dollars, dont 7 millions de dollars ont été perçus au troisième trimestre. Une plus-value de cession de 17 millions de dollars a été comptabilisée au premier trimestre de 2004 et une plus-value de 7 millions de dollars se rapportant aux produits en numéraire supplémentaires ont été comptabilisées au troisième trimestre. Les actifs nets avoisinaient 17 millions de dollars.

- En mars 2004, Schlumberger a vendu son activité Infodata pour un montant en numéraire de 104 millions de dollars. Une plus-value de cession de 48 millions de dollars a été comptabilisée au premier trimestre 2004. Les actifs nets s'élevaient à environ 47 millions de dollars, y compris des écarts d'acquisition de 42 millions.
- En avril 2004, Schlumberger a achevé la vente de son activité Continuité d'activité pour un montant en numéraire de 237 millions de dollars. Une plus-value de cession de 48 millions de dollars a été comptabilisée au deuxième trimestre 2004. Les actifs nets s'élevaient à environ 160 millions de dollars, dont 83 millions concernaient les écarts d'acquisition.
- En mai 2004, Schlumberger BV, filiale à 100 % de Schlumberger a vendu via une offre publique 34,8 millions d'actions ordinaires qu'elle détenait dans le capital d'Axalto Holding NV, son activité de cartes à puce. Ces actions représentaient 87 % du total des actions en circulation. Le prix de vente s'est élevé à 14,80 euros par action et les produits nets de cette opération, déduction faite des frais, se sont établis à 606 millions de dollars, y compris un placement de 166 250 actions réalisé postérieurement. Au deuxième trimestre 2004, une moins-value de cession de 7 millions de dollars a été comptabilisée.

Au troisième trimestre 2004, un gain de 18 millions de dollars a été comptabilisé. Ce gain comprenait (i) une plus-value de 9 millions de dollars sur la cession du reliquat de la participation de Schlumberger dans Axalto, qui représentait 5,1 millions d'actions (le prix de vente s'est élevé à 16,59 euros par action et les produits nets de cette opération, déduction faite des frais, ont représenté 99 millions de dollars), et (ii) une reprise de provision de 9 millions de dollars, réalisée dans le cadre de la cession. Les actifs nets avoisinaient 700 millions de dollars, y compris des écarts d'acquisition de 415 millions de dollars.

- En juillet 2004, Schlumberger a achevé la vente de son activité de compteurs d'électricité en Amérique du Nord pour un montant en numéraire de 248 millions de dollars. Au deuxième trimestre 2004, les résultats de cette activité comprenaient un gain net de 25 millions de dollars, y compris une reprise de provision pour dépréciation d'impôts différés aux Etats-Unis de 49 millions de dollars se rapportant à des pertes reportables associées à la cession de SchlumbergerSema (également incluse dans les *Activités cédées ou en cours de cession*). Cette transaction a permis de comptabiliser un impôt différé actif jusqu'alors compensé par une provision pour dépréciation. Compte non tenu de la réintégration de la provision pour dépréciation, la transaction aurait représenté une perte de 24 millions de dollars. Les actifs nets avoisinaient 146 millions de dollars, dont 94 millions concernaient des écarts d'acquisition.
- En juillet 2004, Schlumberger a achevé la vente de son activité de messagerie téléphonique pour un montant de 15 millions de dollars, dont 6 millions en numéraire, les 9 millions restants devant être versés ultérieurement. Sur ce montant, un premier versement initial de 3 millions de dollars a été effectué en novembre 2004. Une moins-value de cession de 4 millions de dollars a été comptabilisée au troisième trimestre 2004. Les actifs nets avoisinaient 15 millions de dollars.
- Au premier trimestre 2005, Schlumberger a achevé la vente de ses activités Global Tel*Link, Public Phones et Essentis. Les résultats de ces activités sont inclus dans les *Activités cédées ou en cours de cession* du *Compte de résultat consolidé*, et, au quatrième trimestre 2004, comprennent des provisions d'environ 15 millions de dollars au titre des moins-values nettes de cession de Public Phones et d'Essentis, ainsi qu'une provision pour dépréciation de 17 millions liée aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels associés à Essentis.

Les actifs et passifs qui seront sortis du *Bilan consolidé* de Schlumberger au premier trimestre 2005 ont été agrégés et inclus dans les *Actifs destinés à être cédés* (65 millions de dollars) et les *Passifs destinés à être cédés* (35 millions de dollars) du *Bilan consolidé* au 31 décembre 2004.

Le tableau ci-dessous analyse les Actifs et passifs destinés à être cédés au 31 décembre 2004 :

(en millions)

<i>Actifs destinés à être cédés</i>	
Trésorerie	\$ 7
Clients et autres débiteurs	18
Autres actifs à court terme	13
Autres actifs	27
	<u>\$ 65</u>
<i>Passifs destinés à être cédés</i>	
Dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes	\$ 26
Intérêts minoritaires	9
	<u>\$ 35</u>

2003

- En juillet 2003, Schlumberger a finalisé la cession NPTest, l'activité de test de semi-conducteurs, à une joint venture dirigée par Francisco Partners et Shah Management. Les produits de cession se sont élevés à 220 millions de dollars en numéraire, donnant lieu à une moins-value de cession de 12 millions. En outre, la joint venture s'est engagée à effectuer un paiement supplémentaire à Schlumberger dans certaines circonstances. Les actifs nets s'élevaient à 202 millions de dollars.
- En août 2003, Schlumberger a finalisé la cession de son activité Systèmes de vérification par voie de RES, donnant lieu à une moins-value nette de cession de 18 millions de dollars. Les actifs nets s'élevaient à 17 millions de dollars.
- En octobre 2003, Schlumberger a finalisé la cession à Apax Partners de e-City, son activité de solutions parcètres. Les produits perçus se sont élevés à 84 millions de dollars en numéraire, donnant lieu à une moins-value nette de cession de 56 millions de dollars. Les actifs nets s'élevaient à 120 millions de dollars, dont 65 millions se rapportaient à des écarts d'acquisition.

2002

- En décembre 2002, Schlumberger a achevé la cession de l'activité trépan de Reed Hycalog. Les produits perçus comprenaient 259 millions de dollars en numéraire et 9,7 millions d'actions ordinaires de Grant Prideco, d'une valeur de 103 millions de dollars, donnant lieu à une plus-value de cession de 66 millions de dollars. Les actifs nets s'élevaient à 185 millions de dollars.

Le tableau ci-après résume les résultats de ces activités cédées ou en cours de cession :

(en millions)

	2004	2003	2002
Chiffre d'affaires	\$ 467	\$ 4 367	\$ 4 311
Bénéfice (perte) avant impôts	\$ 63	\$ 95	\$ (2 841)
Impôt courant	16	34	31
Plus (moins)-values de cession, nettes d'impôts	163	(76)	63
Bénéfice (perte) – activités cédées ou en cours de cession	<u>\$ 210</u>	<u>\$ (15)</u>	<u>\$ (2 809)</u>

Écarts d'acquisition et autres charges de SchlumbergerSema – Activités cédées ou en cours de cession

Le 10 décembre 2002, Schlumberger a annoncé que le Conseil d'administration avait approuvé une actualisation de la stratégie de son pôle SchlumbergerSema. Les perspectives du nouveau plan stratégique, les valeurs économiques actuelles et la réorganisation de SchlumbergerSema représentaient des événements significatifs nécessitant la réalisation d'un test de dépréciation conformément à la norme comptable SFAS 142. SchlumbergerSema a été «valorisé» isolément ; chaque unité de SchlumbergerSema soumise au reporting a été valorisée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie sur la base de prévisions à long terme établies par la direction de SchlumbergerSema en collaboration avec un expert externe. Les ratios implicites issus de l'analyse selon la méthode des flux de trésorerie actualisés ont été comparés à ceux de sociétés similaires et aux transactions récemment réalisées dans le secteur de l'informatique, en vue d'évaluer la juste valeur des unités. La juste valeur s'est avérée être inférieure à la valeur comptable. En conséquence, une provision de 2,638 milliards de dollars avant et après impôts a été constituée pour ramener l'écart d'acquisition à sa juste valeur estimée. La dépréciation reflétait les difficultés auxquelles le secteur des télécommunications était confronté, ainsi que le repli marqué de la valeur de marché des sociétés d'informatique faisant partie du secteur de SchlumbergerSema au moment du test. Certaines immobilisations incorporelles ont également été identifiées et dépréciées dans le cadre de cette analyse, donnant lieu à une charge avant impôts de 147 millions de dollars (132 millions après impôts). Les autres charges comptabilisées comprenaient 97 millions de dollars (78 millions après impôts) au titre de licenciements, de locaux et autres ayant pour objectif de réduire les coûts, ainsi qu'une provision de 52 millions de dollars pour dépréciation d'impôts différés actif en Europe.

Le tableau ci-après résume les charges de 2002 précitées, incluses dans les pertes liées aux activités cédées :

(en millions)

	Avant impôts	Impôts	Intérêts minoritaires	Montant net
Charges et crédits :				
- Provision pour dépréciation des écarts d'acquisition	\$ 2 638	\$ -	\$ -	\$ 2 638
- Provision pour dépréciation d'actifs incorporels	147	15	-	132
- Provision pour indemnités de licenciement chez SchlumbergerSema et autres	97	19	-	78
- Provision pour dépréciation d'impôts différés	-	(52)	-	52
	<u>\$ 2 882</u>	<u>\$ (18)</u>	<u>\$ -</u>	<u>\$ 2 900</u>

4. Hanover Compressor

En août 2001, Schlumberger a cédé à Hanover Compressor Company l'activité mondiale de gaz comprimé de Services pétroliers. Les produits de cession comprenaient 8,7 millions d'actions ordinaires de Hanover Compressor d'une valeur de 173 millions de dollars à la clôture, qui ne pouvaient être cédées jusqu'au 30 août 2004, et un billet subordonné à long terme de 150 millions de dollars venant à échéance le 15 décembre 2005. La participation de Schlumberger dans Hanover Compressor, classée dans les titres destinés à être cédés, est comptabilisée à sa juste valeur, les plus ou moins-values latentes étant imputées nettes d'impôts séparément dans les Capitaux propres. Cette participation est incluse dans les *Autres actifs* du *Bilan consolidé*.

Au quatrième trimestre de 2003, Schlumberger a cédé le billet subordonné pour un montant de 177 millions de dollars, réalisant une plus-value avant impôts de 32 millions de dollars (20 millions après impôts).

Au 31 décembre 2003, la valeur comptable de la participation de Schlumberger dans le capital social de Hanover Compressor était supérieure à sa valeur de marché. La dépréciation de la valeur de marché étant jugée « autre que temporaire », Schlumberger a ramené cette participation à sa valeur de marché, soit 91,4 millions de dollars au 31 décembre 2003, et a constitué une provision pour dépréciation de 81,2 millions de dollars (avant et après impôts), conformément aux principes comptables généralement admis (SFAS 115).

Au 31 décembre 2004, la valeur de marché de la participation de Schlumberger dans Hanover Compressor était de 123 millions de dollars.

5. Charges – Activités en exploitation

Schlumberger a constaté les charges et les crédits suivants au titre des activités en exploitation :

Coûts liés à l'extinction de dettes

En juin 2004, Schlumberger Technology Corporation a racheté pour 351 millions de dollars de ses Obligations 6,5 % échéance 2012 en circulation d'un montant de 1 milliard de dollars. A l'issue de cette opération, Schlumberger a comptabilisé une charge avant impôts de 37 millions de dollars (23 millions après impôts), qui comprenait la prime de marché et les frais de transaction.

En mars 2004, Schlumberger plc (SPLC) a accepté des offres portant sur les obligations garanties SPLC 6,50 % en circulation de 175 millions de livres sterling arrivant à échéance en 2032. En outre, Schlumberger SA (SSA) a remboursé 25 millions d'euros des obligations garanties SSA 5,25 % en circulation d'un montant de 274 millions d'euros venant à échéance en 2008 et 7 millions d'euros des obligations garanties SSA 5,875 % d'un montant de 259 millions d'euros venant à échéance en 2011. En conséquence, Schlumberger a comptabilisé une charge de 77 millions de dollars avant et après impôts, primes d'offre et de marché et frais de transaction compris.

Entre le 12 juin et le 22 juillet 2003, des filiales de Schlumberger ont lancé et mené à bien des appels d'offre en vue de racheter trois catégories d'emprunts obligataires européens en cours. 1,3 milliard de dollars de montant en principal ont été rachetés pour un montant total de 1,5 milliard de dollars, qui comprend la prime de remboursement et les frais d'émission et d'offre. Le total de la charge se rapportant à ces opérations s'est élevé à 168 millions de dollars avant et après impôts, dont 81,5 millions ont été comptabilisés au deuxième trimestre 2003 lors de la finalisation du premier appel d'offre, le reliquat, soit 86,3 millions, ayant été comptabilisé au troisième trimestre 2003.

Les charges avant impôts précitées sont classées à la rubrique *Coûts liés à l'extinction de dettes* dans le *Compte de résultat consolidé*.

Autres charges

2004

Troisième trimestre 2004 :

- Dans le cadre de son programme actuel de restructuration visant à réduire les frais généraux, Schlumberger a comptabilisé une charge avant et après impôts de 3 millions de dollars se rapportant au licenciement de personnel. Cette charge est classée à la rubrique *Coût des ventes et des services* du *Compte de résultat consolidé*.
- Schlumberger a comptabilisé une charge avant impôts de 11 millions de dollars (10 millions après impôts) se rapportant au règlement d'un litige concernant des biens de propriété intellectuelle. Cette charge est classée à la rubrique *Coût des ventes et des services* du *Compte de résultat consolidé*.

Deuxième trimestre 2004 :

- Schlumberger a vendu 9,7 millions d'actions ordinaires Atos Origin SA au prix de 48,50 euros par action. Les produits nets de cette opération se sont élevés à 551 millions de dollars et Schlumberger a comptabilisé à ce titre une moins-value de 7 millions de dollars avant et après impôts, qui intègre les frais bancaires et l'écart de conversion. La charge avant impôts est classée dans les *Intérêts et autres revenus* du *Compte de résultat consolidé*. A l'issue de cette transaction, Schlumberger ne conserve plus de participation dans le capital d'Atos Origin SA.
- Dans le cadre de son programme actuel de restructuration visant à réduire les frais généraux, Schlumberger a comptabilisé une charge avant et après impôts de 4 millions de dollars se rapportant au licenciement de personnel. Cette charge est classée dans le *Coût des ventes et des services* du *Compte de résultat consolidé*.

- Schlumberger Technology Corporation a dénoué ses swaps de taux d'intérêt aux Etats-Unis, cette opération donnant lieu à une plus-value avant impôts de 10 millions de dollars (6 millions après impôts). Ce montant est classé dans les *Frais financiers* du *Compte de résultat consolidé*.
- Schlumberger a comptabilisé une charge de 11 millions de dollars avant et après impôts se rapportant à des locaux loués laissés vacants au Royaume-Uni. Cette charge est classée dans le *Coût des ventes et des services* du *Compte de résultat consolidé*.
- Schlumberger a comptabilisé un crédit de 5 millions de dollars avant et après impôts se rapportant à la reprise d'une provision pour litige devenue sans objet. Ce montant est classé dans le *Coût des ventes et des services* du *Compte de résultat consolidé*.

Premier trimestre 2004 :

- Schlumberger Technology Corporation a remboursé son programme de billets de trésorerie aux Etats-Unis. En conséquence, les swaps de taux d'intérêt aux Etats-Unis de 500 millions de dollars classés comme des opérations de couverture sont devenus sans objet. Schlumberger a comptabilisé une charge avant impôts sans incidence sur la trésorerie de 73 millions de dollars (46 millions après impôts) afin de comptabiliser des moins-values latentes auparavant incluses dans les *Autres éléments du résultat global*. Cette charge avant impôts est comptabilisée à la rubrique *Frais financiers* du *Compte de résultat consolidé*.
- Schlumberger a vendu 9,6 millions d'actions ordinaires Atos Origin SA, au prix de 52,95 euros par action. Les produits nets de cette opération se sont élevés à 625 millions de dollars et Schlumberger a comptabilisé à ce titre une moins-value de 14 millions de dollars avant et après impôts, qui intègre les frais bancaires et l'écart de conversion. La charge avant impôts est classée dans les *Intérêts et autres revenus* du *Compte de résultat consolidé*.
- Schlumberger a entamé un programme de restructuration dans le but de réduire ses frais généraux. En conséquence, une charge avant impôts de 20 millions de dollars (14 millions après impôts) a été comptabilisée au premier trimestre, au titre d'un programme volontaire de départ anticipé en retraite aux Etats-Unis. Cette charge est classée dans le *Coût des ventes et des services* du *Compte de résultat consolidé*.

Le tableau ci-dessous résume les charges précitées, comptabilisées en 2004 :

(en millions)

	Avant impôts	Impôts	Intérêts minoritaires	Montant net
Charges et crédits :				
- Coûts liés à l'extinction de dettes	\$ 115	\$ 14	\$ -	\$ 101
- Charges liées au programme de restructuration	27	6	-	21
- Charge liée au règlement d'un litige concernant des biens de propriété intellectuelle	11	1	-	10
- Moins-value de cession des actions Atos Origin	21	-	-	21
- Plus-value sur le dénouement des swaps de taux d'intérêt aux Etats-Unis	(10)	(4)	-	(6)
- Provision pour locaux loués laissés vacants	11	-	-	11
- Reprise de provision pour litige	(5)	-	-	(5)
- Moins-value sur swaps de taux d'intérêt	73	27	-	46
	<u>\$ 243</u>	<u>\$ 44</u>	<u>\$ -</u>	<u>\$ 199</u>

2003

En décembre 2003, Schlumberger a comptabilisé une plus-value avant impôts de 32 millions de dollars (20 millions après impôts) sur la cession du billet Hanover Compressor. La plus-value avant impôts est classée dans les *Intérêts et autres revenus du Compte de résultat consolidé*.

En décembre 2003, Schlumberger a comptabilisé une charge de 81 millions de dollars (avant et après impôts) afin de ramener la participation de Schlumberger dans le capital social de Hanover Compressor à sa valeur de marché. Cette charge est classée dans le *Coût des ventes et des services* du *Compte de résultat consolidé*.

En septembre 2003, Schlumberger a comptabilisé une provision pour dépréciation de 398 millions de dollars (204 millions compte tenu d'un crédit d'impôts de 74 millions de dollars et d'un intérêt minoritaire de 120 millions de dollars) de la banque de données sismiques multiclients à l'issue d'une évaluation des conditions actuelles et futures dans le secteur de la sismique, une provision pour dépréciation avant impôts de 54 millions de dollars (38 millions compte tenu d'un crédit de 16 millions de dollars lié aux intérêts minoritaires) se rapportant à un navire sismique, et une plus-value de cession d'un appareil de forage de 31 millions de dollars avant et après impôts. Les montants avant impôts sont classés dans le *Coût des ventes et des services* du *Compte de résultat consolidé*.

Le tableau ci-après résume les charges précitées, comptabilisées en 2003 :

(en millions)

	Avant impôts	Impôts	Intérêts minoritaires	Montant net
Charges et crédits :				
- Coûts liés à l'extinction de dettes	\$ 168	\$ -	\$ -	\$ 168
- Plus-value de cession du billet Hanover Compressor	(32)	(12)	-	(20)
- Provision pour dépréciation des actions Hanover Compressor	81	-	-	81
- Provision pour dépréciation de la banque de données sismiques multiclients	398	74	(120)	204
- Provision pour dépréciation d'un navire sismique	54	-	(16)	38
- Plus-value de cession d'un appareil de forage	(31)	-	-	(31)
	<u>\$ 638</u>	<u>\$ 62</u>	<u>\$ (136)</u>	<u>\$ 440</u>

2002

Au quatrième trimestre 2002, Schlumberger a comptabilisé des charges nettes avant impôts de 256 millions de dollars (182 millions après impôts et intérêts minoritaires). Schlumberger a comptabilisé des charges liées à des licenciements ainsi que d'autres charges en vue de réduire les coûts de WesternGeco. Ces charges portent sur des coûts n'offrant aucun avantage futur pour les activités en exploitation de cette société. Les charges de licenciement concernaient la suppression de quelque 1 700 postes. Schlumberger a également comptabilisé une provision pour dépréciation liée à des coûts capitalisés de la banque de données sismiques multiclients afin de refléter une modification des projections économiques de WesternGeco, une provision pour dépréciation d'impôts différés actifs en Europe, une plus-value de cession d'appareils de forage ainsi que d'autres charges. Ces charges avant impôts sont classées dans le *Coût des ventes et des services* du *Compte de résultat consolidé*.

En mars 2002, Schlumberger a comptabilisé une charge de 26 millions de dollars (27 millions avant impôts et crédit lié aux intérêts minoritaires de 1 million) au titre de la crise financière / économique en Argentine. En janvier 2002, l'État argentin a éliminé tous les contrats libellés en dollars des États-Unis et a converti en pesos les créances libellées en dollars. En conséquence, l'exposition de Schlumberger au risque de change a considérablement augmenté. Du fait de la dévaluation, la société a comptabilisé une perte de change (nette de la couverture afférente) sur ses actifs nets, pour l'essentiel des créances clients. Cette charge avant impôts est classée dans le *Coût des ventes et des services* du *Compte de résultat consolidé*.

Le tableau ci-après résume les charges précitées, comptabilisées en 2002 :

(en millions)

	Avant impôts	Impôts	Intérêts minoritaires	Montant net
Charges et crédits :				
- Provision pour dépréciation de la banque de données sismiques multiclients	\$ 184	\$ -	\$ (55)	\$ 129
- Licenciements de WesternGeco et autres charges	117	7	(38)	72
- Provision pour dépréciation d'impôts différés	-	(42)	-	42
- Plus-value de cession d'appareils de forage	(87)	-	-	(87)
- Autres	42	16	-	26
- Perte de change en Argentine	27	-	(1)	26
	<u>\$ 283</u>	<u>\$ (19)</u>	<u>\$ (94)</u>	<u>\$ 208</u>

6. Acquisitions

Le 9 décembre 2003, Schlumberger a annoncé avoir conclu un contrat d'achat de PetroAlliance Services Company Limited (« PetroAlliance Services »), première société russe indépendante de services pétroliers, sur une période de trois ans. Au deuxième trimestre de 2004, Schlumberger a acquis une participation de 26 % dans PetroAlliance en contrepartie d'un paiement en numéraire de 12 millions de dollars et de 421 870 actions ordinaires de Schlumberger d'une valeur de 24 millions de dollars. Aux termes du contrat, une participation supplémentaire de 25 % peut être acquise au deuxième trimestre 2005, et le reliquat un an plus tard. Chaque étape de l'acquisition est soumise à des conditions de performance, aux autorisations réglementaires et à d'autres conditions d'usage. Le total du prix d'acquisition sera déterminé en fonction d'une formule basée sur la performance, et versé en numéraire pour un tiers et sous forme d'actions ordinaires de Schlumberger pour deux-tiers.

Au 31 décembre 2004, la participation de Schlumberger dans PetroAlliance était comptabilisée selon la méthode de mise en équivalence. Au deuxième trimestre de 2005, lorsque la participation de Schlumberger sera éventuellement portée à 51 %, la société consolidera les résultats de PetroAlliance Services.

Autres acquisitions

En 2004, des filiales de Schlumberger ont procédé aux acquisitions suivantes :

- En octobre, AOA Geomarine Operations, LLC (AGO), fournisseur américain de services reposant sur l'électromagnétisme à source contrôlée et sur la magnétotellurgie, et destinés à l'exploration en mer. Le prix d'acquisition s'est élevé à 6 millions de dollars en numéraire. Un paiement supplémentaire pouvant aller jusqu'à 3 millions de dollars doit être versé au cours de la période de dix mois clôturant le 15 janvier 2006, à condition que certaines étapes technologiques soient franchies. Des paiements supplémentaires pouvant aller jusqu'à 17 millions de dollars seront versés en 2007 sous réserve de la réalisation d'objectifs technologiques, de chiffre d'affaires, de bénéfice net. Les actifs acquis comprenaient environ 5 millions de dollars d'actifs incorporels (propriété intellectuelle).
- En mai, Siberian Geophysical Company, fournisseur russe de services pétroliers en Sibérie occidentale et fabricant d'équipements de forage et de mesure. Le prix d'acquisition s'est élevé à 7 millions de dollars en numéraire et les dettes reprises représentaient 21 millions de dollars. Les actifs acquis comprenaient des écarts d'acquisition pour un montant de 14 millions de dollars.

En 2002, des filiales de Schlumberger ont effectué les acquisitions suivantes :

- En mars, Inside Reality, société norvégienne spécialisée dans la technologie de réalité virtuelle à l'usage des secteurs pétrolier et gazier. Le prix d'acquisition s'est élevé à 18 millions de dollars en numéraire. Parmi les actifs acquis, les immobilisations incorporelles représentaient 18 millions de dollars.
- En avril, DBR International Inc., fabricant canadien d'équipements d'analyse de fluide offrant des services de conseil en analyse des fluides aux secteurs pétrolier et gazier. Le prix de cette opération s'est élevé à 12 millions de dollars en numéraire, et les actifs acquis comprenaient des écarts d'acquisition de 6 millions de dollars.
- En avril, A. Comeau and Associates, fournisseur canadien d'outillage de précision électrique et de services pour les puits activés. Le prix d'acquisition s'est élevé à 6 millions de dollars en numéraire, et les actifs acquis comprenaient un écart d'acquisition de 6 millions de dollars.
- En décembre, Technoguide AS, développeur de logiciels de modélisation de réservoirs leader dans son secteur. Le prix d'acquisition, soit 68 millions de dollars, comprenait 8 millions en numéraire et 1,35 million d'actions Schlumberger valorisées à 60 millions de dollars. Les actifs acquis comprenaient 23 millions de dollars au titre des écarts d'acquisition et 44 millions se rapportant à des immobilisations incorporelles (principalement des droits de propriété intellectuelle).

Ces opérations ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition.

Les résultats pro forma non audités concernant ces acquisitions ne sont pas présentés, leur impact n'étant pas significatif.

7. Participations dans les filiales

Schlumberger et Smith International Inc. possèdent une joint venture de fluides de forage détenue à 40 % et comptabilisée selon la méthode de mise en équivalence par Schlumberger. Au 31 décembre 2004, la participation de Schlumberger s'élevait à 716 millions de dollars, contre 657 millions de dollars au 31 décembre 2003. La part de Schlumberger dans le résultat de cette joint venture était de 68 millions de dollars en 2004, 52 millions de dollars en 2003, et 48 millions en 2002.

La dépréciation de la valeur comptable de cette joint venture est évaluée chaque année, et à chaque fois que des événements ou des circonstances indiquent une dépréciation autre que temporaire de la juste valeur de cette participation. La juste valeur est généralement estimée en comparant l'importance de cette joint venture à Smith International Inc., une société cotée, puis en comparant la capitalisation boursière de Smith International Inc. Jusqu'à maintenant, Schlumberger n'a pas comptabilisé de provision pour dépréciation au titre de cette participation, dont la juste valeur est largement supérieure à la valeur comptable selon l'analyse précitée.

8. Investissements

Le bilan consolidé fait état du portefeuille d'investissement de Schlumberger, réparti entre court et long terme en fonction des échéances. Dans des circonstances normales, Schlumberger compte conserver ces titres jusqu'à leur échéance, à l'exception des investissements considérés comme des titres de transaction (153 millions de dollars au 31 décembre 2004, contre 151 millions de dollars au 31 décembre 2003).

Les échéances des titres à revenu fixe de 204 millions de dollars sont les suivantes : 64 millions de dollars en 2006, 59 millions de dollars en 2007, 36 millions de dollars en 2008 et 45 millions de dollars en 2009.

Le 31 décembre 2004, il n'existait pas de swaps de taux d'intérêt en cours sur les investissements.

9. Titrisation

En septembre 2000, une filiale entièrement détenue par Schlumberger a conclu un contrat de cession de créances en vertu duquel elle s'est engagée à céder, à titre permanent, jusqu'à 220 millions de dollars de ses créances en une part indivisible, montant ultérieurement porté à 250 millions. Le montant des créances cédées dans le cadre de ce contrat totalisait 236 millions de dollars au 31 décembre 2004. À moins qu'il ne soit prorogé en vertu d'un amendement, ce contrat expire en septembre 2005. Schlumberger n'a pas conservé d'intérêt dans les créances cédées dans le cadre de ce contrat.

10. Stocks

Le tableau ci-dessous présente un résumé des stocks :

(en millions)

Au 31 décembre	2004	2003
Matières premières et matériel de développement de champs	\$ 812	\$ 721
Travaux en cours	59	74
Produits finis	74	141
	<u>945</u>	<u>936</u>
Moins : provisions pour obsolescence	125	139
	<u>\$ 820</u>	<u>\$ 797</u>

11. Immobilisations incorporelles

Elles se répartissent comme suit :

(en millions)

Au 31 décembre	2004	2003
Terrains	\$ 58	\$ 56
Immeubles et agencements	1 135	1 239
Matériel et équipement	9 876	9 682
	<u>11 069</u>	<u>10 977</u>
Coût total		10 977
Moins : amortissements cumulés	7 307	7 177
	<u>\$ 3 762</u>	<u>\$ 3 800</u>

Les durées de vie utiles des immeubles et agencements s'échelonnent principalement de 30 à 40 ans. 8 % du matériel et équipement sont amortis sur des périodes allant de 16 à 25 ans, 5 % sur des périodes comprises entre 10 et 15 ans et 87 % sur des périodes de 2 à 9 ans.

12. Données sismiques multiclients

Le tableau ci-après indique les variations de la valeur comptable des données sismiques multiclients :

(en millions)

	2004	2003
Solde à l'ouverture	\$ 506	\$ 1 018
Capitalisées au cours de l'exercice	63	150
Imputées au coût des ventes	(222)	(263)
Dépréciation, imputée au résultat	-	(399)
Solde à la clôture	<u>\$ 347</u>	<u>\$ 506</u>

13. Écarts d'acquisition

Les variations de la valeur comptable des écarts d'acquisition par secteur d'activité en 2004 sont détaillées ci-après :

(en millions)

	Services pétroliers	Western- Geco	Autres	Total
Solde à l'ouverture	\$ 2 495	\$ 229	\$ 654	\$ 3 378
Acquisitions	15	15	-	30
Impact des fluctuations de change	35	-	(8)	27
Cessions	-	-	(634)	(634)
Reclassés dans les <i>Actifs destinés à être cédés</i>	-	-	(12)	(12)
Solde à la clôture	<u>\$ 2 545</u>	<u>\$ 244</u>	<u>\$ -</u>	<u>\$ 2 789</u>

Les variations de la valeur comptable des écarts d'acquisition par secteur d'activité en 2003 sont détaillées ci-après :

(en millions)

	Services pétroliers	Western- Geco	Schlumberger Sema	Autres	Total
Solde à l'ouverture	\$ 1 877	\$ 215	\$ 1 562	\$ 670	\$ 4 324
Autre ¹	486	14	(516)	(84)	(100)
Impact des fluctuations de change	132	-	288	68	488
Reclassés dans les <i>Actifs destinés à être cédés</i>	-	-	(1 334)	-	(1 334)
Solde à la clôture	<u>\$ 2 495</u>	<u>\$ 229</u>	<u>\$ -</u>	<u>\$ 654</u>	<u>\$ 3 378</u>

¹ Comprend les autres acquisitions et cessions.

Dans le cadre de la création de WesternGeco en novembre 2000, Schlumberger et Baker Hughes ont conclu un contrat en vertu duquel Schlumberger et Baker Hughes effectueront un paiement complémentaire en numéraire à l'autre partie basé sur une formule comparant la valeur nette actuelle du chiffre d'affaires lié à la part des banques de données sismiques multiclients apportée par chacun des parties au cours de la période de quatre ans se terminant le 30 novembre 2004 à celle de ces banques de données au 30 novembre 2000. Le montant que chaque partie peut être amenée à verser au titre de cet ajustement est plafonné à 100 millions de dollars. Schlumberger estime à l'heure actuelle devoir effectuer un paiement d'environ 9 millions de dollars à Baker Hughes, et ce montant a été comptabilisé comme un ajustement de l'écart d'acquisition associé au segment de WesternGeco au 31 décembre 2004.

14. Actifs incorporels

Les actifs incorporels sont résumés ci-après :

(en millions)

Au 31 décembre	2004	2003
Valeur comptable brute	\$ 591	\$ 796
Moins : amortissements cumulés	<u>244</u>	<u>393</u>
	<u>\$ 347</u>	<u>\$ 403</u>

Les amortissements imputés au résultat se sont élevés à 78 millions de dollars en 2004, à 61 millions en 2003 et à 62 millions en 2002.

Les actifs incorporels comprennent pour l'essentiel des brevets, des logiciels, des technologies et autres éléments similaires. Au 31 décembre, la valeur comptable brute, les amortissements cumulés et les durées d'amortissements des actifs incorporels étaient les suivants :

(en millions)

	2004		2003		Durées d'amortissement
	Valeur comptable brute	Amortissements cumulés	Valeur comptable brute	Amortissements cumulés	
Logiciels	\$ 409	\$ 138	\$ 401	\$ 146	5 - 10 ans
Technologies	147	77	178	76	5 - 10 ans
Brevets	12	7	171	143	5 - 10 ans
Autre	23	22	46	28	1 - 15 ans
	<u>\$ 591</u>	<u>\$ 244</u>	<u>\$ 796</u>	<u>\$ 393</u>	

La durée d'amortissement moyenne pondérée de l'ensemble des actifs incorporels avoisine 6,5 ans.

Les amortissements imputés au résultat au cours des cinq années suivantes sont estimés, sur la base de la valeur brute comptable au 31 décembre 2004, à : 100 millions de dollars en 2005, 79 millions de dollars en 2006, 64 millions de dollars en 2007, 58 millions en 2008 et 23 millions de dollars en 2009.

Au 31 décembre 2004, les actifs incorporels comprennent environ 75 millions de dollars (47 millions au 31 décembre 2003) de coûts internes capitalisés se rapportant à des logiciels développés par Schlumberger qui n'ont pas encore été mis en service. Le développement de ces logiciels devrait être achevé au cours du second semestre de 2005, date à laquelle Schlumberger commencera à amortir ces coûts.

15. Dettes à long terme

Le tableau ci-dessous détaille les dettes à long terme par obligations, billets de trésorerie et autres au 31 décembre :

(en millions)

	2004				2003			
	Obligations et obligations non garanties convertibles	Billets de trésorerie	Autres	Total	Obligations et obligations non garanties convertibles	Billets de trésorerie	Autres	Total
Dollar des Etats-Unis	\$ 2 073	\$ 641	\$ 93	\$ 2 807	\$ 2 422	\$ 1 475	\$ 335	\$ 4 232
Euro	669	-	88	757	665	6	284	955
Livre sterling	33	-	-	33	339	24	135	498
Dollar canadien	101	-	-	101	93	-	-	93
Yen	-	-	98	98	-	-	46	46
Couronne norvégienne	-	-	148	148	-	-	221	221
Autres devises	-	-	-	-	-	-	52	52
	<u>\$ 2 876</u>	<u>\$ 641</u>	<u>\$ 427</u>	<u>\$ 3 944</u>	<u>\$ 3 519</u>	<u>\$ 1 505</u>	<u>\$ 1 073</u>	<u>\$ 6 097</u>

En juin 2004, Schlumberger Technology Corporation (STC) a racheté pour 351 millions de dollars de ses obligations 6,5 % de 1 milliard de dollars venant à échéance en 2012 (voir la Note 5 *Charges – Activités en exploitation*). Ces obligations avaient été émises en 2002 dans le cadre d'un placement privé, puis revendues sans droits d'enregistrement dans le cadre de la règle 144A de la réglementation de la Securities and Exchange Commission. La juste valeur des obligations STC en circulation libellées en dollars s'élevait à 723 millions de dollars au 31 décembre 2004.

En mars 2004, STC a remboursé son programme de billets de trésorerie aux Etats-Unis et en avril 2004, STC a dénoué les swaps de 500 millions de dollars en cours aux Etats-Unis qui avaient été dépréciés en mars 2004. Voir la Note 5 *Charges – Activités en exploitation*.

En mars 2004, Schlumberger plc (SPLC) a accepté des offres portant sur les obligations garanties SPLC 6,50 % en circulation de 175 millions de livres sterling arrivant à échéance en 2032. En outre, Schlumberger SA (SSA) a remboursé 25 millions d'euros des obligations garanties SSA 5,25 % en circulation, d'un montant de 274 millions d'euros, venant à échéance en 2008, et 7 millions d'euros des obligations garanties SSA 5,875 %, d'un montant de 259 millions d'euros, venant à échéance en 2011. Voir la Note 5 *Charges – Activités en exploitation*. Au 31 décembre 2004, la juste valeur des obligations libellées en euros était de 736 millions de dollars.

Le 9 juin 2003, Schlumberger Limited a émis un emprunt de 850 millions de dollars en principal sous forme d'obligations convertibles non garanties 1,5 % de Catégorie A, échéance le 1^{er} juin 2023 et un emprunt de 450 millions de dollars en principal sous forme d'obligations convertibles non garanties 2,125 % de Catégorie B venant à échéance le 1^{er} juin 2023. Le 2 juillet 2003, en vertu d'une option dont bénéficiaient les souscripteurs initiaux, Schlumberger Limited a émis une tranche supplémentaire d'obligations non garanties de Catégorie A dont le montant en principal s'élevait à 125 millions de dollars.

Les obligations non garanties ont été cédées à Citigroup Global Markets Inc. et à Goldman, Sachs & Co. dans le cadre d'une exonération de l'enregistrement de ces titres, conformément à l'Article 4(2) de la *Securities Act* de 1933 (loi boursière américaine). Dans le cadre d'une transaction exonérée d'enregistrement en vertu de la Règle 144A de la *Securities Act*, les obligations non garanties ont été revendues par les acquéreurs avec les droits d'enregistrement. Le prix d'offre de ces obligations non garanties totalisait 1,425 milliard de dollars, la décote des acquéreurs initiaux était de 25,4 millions de dollars et les produits nets pour Schlumberger Limited se sont élevés à 1,4 milliard de dollars.

Les obligations non garanties des Catégories A et B sont convertibles, au gré de leurs détenteurs, en actions ordinaires de Schlumberger Limited. Les détenteurs d'obligations non garanties de Catégorie A peuvent convertir leurs titres en actions ordinaires selon la parité suivante : 13,8255 actions pour chaque tranche de 1 000 dollars en principal d'obligations de Catégorie A (ce qui équivaut à un prix de conversion initial de 72,33 dollars par action). Les détenteurs des obligations non garanties de Catégorie B peuvent convertir leurs titres en actions ordinaires selon la parité suivante : 12,5 actions pour chaque tranche de 1 000 dollars en principal des obligations de Catégorie B (ce qui équivaut à un prix de conversion initial de 80,00 dollars par action). Ces parités peuvent être ajustées dans certaines circonstances, mais non au titre des intérêts courus.

Le 6 juin 2008 ou postérieurement à cette date (pour les obligations non garanties de Catégorie A) ou le 6 juin 2010 (pour les obligations non garanties de Catégorie B), Schlumberger peut rembourser en numéraire tout ou partie des catégories d'obligations non garanties, sur notification des actionnaires, au prix de 100 % du montant en principal des obligations non garanties, majoré des intérêts courus non versés jusqu'à la date du remboursement. Le 1^{er} juin 2008, le 1^{er} juin 2013 et le 1^{er} juin 2018, les porteurs d'obligations non garanties de Catégorie A peuvent demander à Schlumberger de racheter les titres qu'ils détiennent. Le 1^{er} juin 2010, le 1^{er} juin 2013 et le 1^{er} juin 2018, les porteurs d'obligations non garanties de Catégorie B peuvent demander à Schlumberger de racheter les titres qu'ils détiennent. Le prix de remboursement sera égal à 100 % du montant en principal des obligations non garanties, majoré des intérêts courus non payés jusqu'à la date du rachat. Les rachats intervenant le 1^{er} juin 2008 (Catégorie A) et le 1^{er} juin 2010 (Catégorie B) seront payés en numéraire. Aux autres dates, Schlumberger peut opter pour un remboursement en numéraire, sous forme d'actions ordinaires, ou toute combinaison d'actions et de numéraire. En outre, si un Changement Fondamental (défini comme un changement de contrôle ou le retrait de la cote de l'action Schlumberger) intervient, les porteurs peuvent demander à Schlumberger de rembourser en numéraire tout ou partie de leurs obligations, ou, au gré de Schlumberger, en actions ordinaires valorisées à 99 % de leur valeur de marché, ou sous forme d'une combinaison de numéraire et d'actions ordinaires à un prix égal à 100 % du montant en principal des titres, majoré des intérêts courus non payés à la date du remboursement. Si elles n'ont pas fait l'objet d'un rachat ou d'un amortissement anticipé, les obligations non garanties arrivent à échéance le 1^{er} juin 2023. Au 31 décembre 2004, la juste valeur des obligations non garanties des Catégories A et B était de respectivement 1,06 milliard dollars et 486 millions de dollars.

Les emprunts entrant dans le cadre du programme de billets de trésorerie sont classés dans la dette à long terme dans la mesure où ils sont couverts par des facilités de crédit garanties disponibles et non utilisées venant à échéance à plus d'un an, et où la société compte conserver ces engagements sur une période supérieure à un an.

Au 31 décembre 2004, les dettes à long terme étaient remboursables aux échéances suivantes (en millions de dollars) : 347 en 2006, 645 en 2007, 1 348 en 2008, 164 en 2009 et 1 440 ultérieurement.

Le 31 décembre 2004, les swaps de taux d'intérêt en cours étaient les suivants : des swaps de taux d'intérêt payeur variable / receveur fixe sur 117 millions de dollars de dettes libellées en dollars des États-Unis. Ces dettes ont diverses échéances jusqu'en décembre 2009. Les contrats de swap de taux d'intérêt ont eu pour effet d'accroître les frais financiers consolidés de 60 millions de dollars en 2004, y compris les charges précitées.

Entre le 12 juin et le 22 juillet 2003, certaines filiales de Schlumberger ont lancé et mené à bien des appels d'offre en vue de racheter trois tranches de leurs emprunts obligataires européens en cours. Le montant en principal de ces emprunts rachetés par les filiales totalisait 1,3 milliard de dollars pour un coût total de 1,5 milliard de dollars, primes de remboursement, frais d'émission et d'offre compris. Voir la Note 5 *Charges – Activités en exploitation*.

16. Lignes de crédit

Le 31 décembre 2004, les filiales à 100 % de Schlumberger détenaient diverses lignes de crédit représentant au total 6,3 milliards de dollars auprès de banques commerciales, dont 5,4 milliards étaient garantis et 4,5 milliards étaient disponibles et non tirés. Ce montant comprend des lignes de crédit garanties de 3,7 milliards de dollars couvrant des emprunts entrant dans le cadre des programmes de billets de trésorerie aux États-Unis et en Europe venant à échéance en janvier 2007. Les taux d'intérêt et autres conditions d'emprunt varient d'un pays à l'autre.

17. Produits dérivés et opérations de couverture

Schlumberger utilise des produits dérivés tels que des swaps de taux d'intérêt, des swaps de devises, des contrats de change à terme et des options de change.

La stratégie de Schlumberger en matière de gestion du risque de change consiste à utiliser des instruments dérivés afin de se prémunir contre les variations imprévues des résultats et des flux de trésorerie dues à la volatilité des taux de change. Les contrats de change à terme offrent une couverture contre les effets des fluctuations des devises sur les actifs et passifs libellés dans une devise autre qu'une des monnaies fonctionnelles de la société. Les options sont habituellement utilisées pour couvrir le risque de change sur les engagements fermes concernant, généralement, la construction d'actifs à long terme. Dans le cadre de sa stratégie de gestion du risque de taux d'intérêt, Schlumberger utilise également des emprunts à taux fixe et à taux variable ainsi que des swaps de taux d'intérêt pour si possible rendre constants ou abaisser les coûts d'emprunt.

Schlumberger n'effectue pas de transactions de dérivés sur les devises ou sur les taux d'intérêt dans un but spéculatif.

Schlumberger encourt un risque de crédit induit par l'utilisation d'instruments financiers dérivés destinés à couvrir le risque de variation des taux de change et des taux d'intérêts. La société minimise son risque de crédit en concluant des transactions avec des contreparties de premier plan, en limitant son exposition vis-à-vis de chacune d'entre elles et en suivant l'évolution de leur situation financière.

Schlumberger Technology Corporation ayant remboursé son programme de billets de trésorerie aux Etats-Unis au premier trimestre 2004, les swaps de taux d'intérêt aux Etats-Unis de 500 millions de dollars classés comme des opérations de couverture sont devenus sans objet. En mars 2004, Schlumberger a comptabilisé une charge avant impôts sans incidence sur la trésorerie de 73 millions de dollars (46 millions après impôts) afin de comptabiliser des moins-values latentes auparavant incluses dans les Autres éléments du résultat global. Voir la Note 5 *Charges – Activités en exploitation*. Ces swaps de taux d'intérêt ont été dénoués en avril 2004.

Au 31 décembre 2004, Schlumberger a comptabilisé un gain net cumulé de 21 millions de dollars dans les Capitaux propres au titre des produits dérivés et des opérations de couverture. Ce gain se rapporte principalement à la réévaluation des contrats de change à terme au 31 décembre 2004.

18. Capital

Schlumberger est autorisé à émettre 1 500 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,01 dollar, dont 588 501 663 et 585 948 328 actions étaient en circulation aux 31 décembre 2004 et 2003, respectivement. Schlumberger est également autorisé à émettre 200 000 000 d'actions privilégiées à dividende cumulatif d'une valeur nominale de 0,01 dollar, qui peuvent être émises par tranche selon les conditions définies par le Conseil d'administration. Aucune action privilégiée n'a encore été émise. Les détenteurs d'actions ordinaires disposent d'une voix par action détenue.

19. Plans de rémunération en actions

Schlumberger dispose de deux types de plans de rémunération en actions, tels que détaillés ci-dessous. A compter du 1^{er} janvier 2003, Schlumberger a adopté la méthode de comptabilisation à la juste valeur préconisée par les normes comptables SFAS 123 et 148. Au troisième trimestre 2003, la société a commencé à comptabiliser par anticipation des charges liées au plan d'options sur actions et d'achat d'actions dans le *Compte de résultat consolidé* pour les attributions postérieures au 1^{er} janvier 2003. En 2004, l'impact de l'adoption de cette norme sur le résultat net a été de 26 millions de dollars. En 2003, l'impact de l'adoption de cette norme sur le résultat net a été de 13 millions de dollars.

Schlumberger comptabilise ses plans selon la méthode de la valeur intrinsèque conformément à la norme comptable APB 25 pour les octrois antérieurs au 1^{er} janvier 2003. Si les coûts de rémunération afférents à ces plans avaient été calculés sur la base de la juste valeur des options à la date d'octroi, conformément à la norme SFAS 123, le bénéfice net et le bénéfice par action de Schlumberger auraient représenté les montants suivants :

(en millions, sauf pour les montants par action)

	2004	2003	2002
Résultat net			
Publié	\$ 1 224	\$ 383	\$ (2 320)
Ajustements pro forma :			
Coût du plan d'achat d'actions	-	(18)	(42)
Coût des options d'achat d'actions	(39)	(81)	(120)
Incidence fiscale	6	4	6
Pro forma	\$ 1 191	\$ 288	\$ (2 476)
Résultat par action avant dilution			
Publié	\$ 2,08	\$ 0,66	\$ (4,01)
Ajustements pro forma :			
Coût du plan d'achat d'actions	-	(0,03)	(0,07)
Coût des options d'achat d'actions	(0,07)	(0,14)	(0,21)
Incidence fiscale	0,01	0,01	0,01
Pro forma	\$ 2,02	\$ 0,50	\$ (4,28)
Résultat par action après dilution			
Publié	\$ 2,04	\$ 0,65	\$ (3,99)
Ajustements pro forma :			
Coût du plan d'achat d'actions	-	(0,03)	(0,07)
Coût des options d'achat d'actions	(0,06)	(0,14)	(0,21)
Incidence fiscale	0,01	0,01	0,01
Pro forma	\$ 1,99	\$ 0,49	\$ (4,26)

Plans d'options d'achat d'actions

Schlumberger octroie à ses dirigeants et cadres supérieurs des options d'achat d'actions dans le cadre des plans d'options d'achat d'actions de Schlumberger. Pour la totalité des options octroyées, le prix d'exercice de chaque option équivaut au prix de marché de l'action de Schlumberger à la date d'octroi, l'échéance d'une option est généralement plafonnée à dix ans, et les droits sur les options s'acquièrent généralement sur quatre ou cinq ans. Les gains liés aux options attribuées postérieurement au mois de janvier 2003 ont été plafonnés à 125 % de leur prix d'exercice. Ce gain a été plafonné pour réduire les coûts, tout en préservant l'intérêt du plan.

Conformément à la norme comptable SFAS 123, la juste valeur de chaque tranche d'options accordée est évaluée à la date d'octroi selon la méthode de détermination des prix d'options de Black-Scholes à l'aide des hypothèses moyennes pondérées suivantes, utilisées en 2004, 2003 et 2002 :

	2004	2003	2002
Dividende	\$ 0,75	\$ 0,75	\$ 0,75
Rendement du dividende	1,53 %	1,41 %	1,60 %
Volatilité anticipée	24,4 %	36,2 %	34,0 %
Taux d'intérêt sans risque – dirigeants	3,57 %	2,71 %	4,80 %
Taux d'intérêt sans risque – autres collaborateurs	3,57 %	2,71 %	3,89 %
Durée de vie de l'option – dirigeants	4,50 ans	4,71 ans	6,60 ans
Durée de vie de l'option – autres collaborateurs	4,50 ans	4,71 ans	5,07 ans

Le tableau ci-après détaille la couverture financière des plans d'options d'achat d'actions aux 31 décembre 2004, 2003 et 2002, ainsi que les variations des plans à ces dates :

	2004		2003		2002	
	Actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Options à prix fixe						
En circulation à l'ouverture	37 556 547	\$ 56,50	36 869 684	\$ 57,03	32 836 340	\$ 55,80
Octroyées	2 959 250	\$ 63,44	3 460 150	\$ 45,04	7 314 617	\$ 55,14
Exercées	(5 648 858)	\$ 37,05	(1 319 174)	\$ 30,68	(2 296 593)	\$ 30,02
Annulées	(4 804 914)	\$ 62,84	(1 454 113)	\$ 66,92	(984 680)	\$ 66,69
En circulation à la clôture	<u>30 062 025</u>	<u>\$ 59,83</u>	<u>37 556 547</u>	<u>\$ 56,50</u>	<u>36 869 684</u>	<u>\$ 57,03</u>
Options pouvant être exercées à la clôture	20 044 742		23 460 758		21 142 473	
Juste valeur moyenne pondérée des options octroyées durant l'exercice	\$ 12,33		\$ 10,34		\$ 20,22	

Le tableau ci-après résume les informations concernant les options actuellement en circulation et celles pouvant être exercées en fonction de cinq fourchettes de prix d'exercice au 31 décembre 2004 :

Fourchette de prix d'exercice	Options en circulation			Options pouvant être exercées	
	Nombre d'options en circulation au 12/31/04	Durée de vie résiduelle moyenne pondérée	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options pouvant être exercées au 12/31/04	Prix d'exercice moyen pondéré
\$ 3,831 - \$22,073	32 617	1,14	\$ 21,98	32 617	\$ 21,98
\$24,142 - \$30,710	1 481 546	0,94	\$ 30,09	1 481 546	\$ 30,09
\$30,795 - \$44,843	3 425 518	3,23	\$ 39,80	2 799 798	\$ 39,56
\$46,020 - \$65,330	16 446 084	6,95	\$ 55,74	7 912 971	\$ 54,93
\$71,315 - \$82,348	8 676 260	4,23	\$ 80,71	7 817 810	\$ 80,74
	<u>30 062 025</u>	5,44	\$ 59,83	<u>20 044 742</u>	\$ 60,96

Plan d'achat d'actions réservé au personnel

Dans le cadre du plan d'achat d'actions de Schlumberger, Schlumberger est autorisé à émettre jusqu'à 22 012 245 actions ordinaires destinées à ses employés. Selon les dispositions du plan, les employés ont la possibilité d'épargner jusqu'à 10 % de leur salaire annuel pour acquérir des actions ordinaires de Schlumberger. A compter du 1^{er} juillet 2003, le prix d'achat de l'action représente 92,5 % de son cours le plus bas au début ou à l'issue de l'année couverte par le plan, à des intervalles de six mois. Avant le 1^{er} juillet 2003, le prix d'achat représentait 85 % de son cours le plus bas au début ou à l'issue de l'année couverte par le plan, à des intervalles d'un an. Schlumberger a vendu 1 654 879 actions à ses employés dans le cadre de ce plan en 2004, contre 2 464 088 en 2003 et 2 677 842 en 2002. Le coût des rémunérations pro forma a été calculé à hauteur de la juste valeur des droits acquis par les employés, qui ont été évalués à l'aide de la méthode Black-Scholes en fonction des hypothèses suivantes, et avec la juste valeur moyenne pondérée par action en découlant.

	2004	2003	2002
Dividende	\$ 0,75	\$ 0,75	\$ 0,75
Rendement du dividende	1,52 %	1,41 %	1,60 %
Volatilité anticipée	30 %	36 %	34 %
Taux d'intérêt sans risque	1,25 %	0,92 %	1,74 %
Juste valeur moyenne pondérée par action	\$ 8,35	\$ 7,91	\$ 13,32

20. Impôts sur les bénéfices

Schlumberger et ses filiales exercent leurs activités dans plus de cent juridictions fiscales différentes, dans lesquelles les taux d'imposition varient globalement entre 0 % et 50 %.

Comme analysé plus en détail dans la Note 5 *Charges – Activités en exploitation*, Schlumberger a comptabilisé au titre de ses activités en exploitation des charges nettes avant impôts de 243 millions de dollars en 2004, 638 millions en 2003 et 283 millions en 2002. En 2004, le résultat avant impôts aux États-Unis comprenait 119 millions de dollars au titre de ces charges, qui se rapportaient principalement au swap de taux d'intérêt aux États-Unis et aux coûts liés au remboursement des obligations aux États-Unis. En 2003, la perte avant impôts aux États-Unis comprenait une charge de 315 millions de dollars, qui concernait principalement la dépréciation de la banque de données multiclients de WesternGeco, la participation dans Hanover Compressor, ainsi que le billet s'y rapportant. En 2002, le résultat comptable avant impôts aux États-Unis comprenait des charges de 75 millions de dollars.

Le résultat comptable avant impôts des activités en exploitation assujetti à l'impôt sur les bénéfices aux États-Unis et à l'étranger, pour chacun des trois exercices clos le 31 décembre, est analysé ci-dessous :

(en millions)	2004	2003	2002
États-Unis	\$ 286	\$ (213)	\$ 127
Autres pays	1 041	670	528
Résultat avant impôts	<u>\$ 1 327</u>	<u>\$ 457</u>	<u>\$ 655</u>

Les actifs nets d'impôts différés sont analysés ci-dessous :

(en millions)	2004	2003
Avantages complémentaires de retraite et autres avantages à long terme	\$ 251	\$ 213
Avantages consentis au personnel – charge courante	123	183
Immobilisations, stocks et autres	196	194
Perte d'exploitation nette	13	42
	<u>\$ 583</u>	<u>\$ 632</u>

Les actifs nets d'impôts différés se rapportant à des pertes d'exploitation nettes aux 31 décembre 2004 et 2003 figurent déduction faite d'une provision pour dépréciation dans certains pays, de respectivement 312 millions de dollars et 374 millions de dollars. Fin 2004, Schlumberger a conclu un contrat de cession de certaines immobilisations. Sous réserve de l'obtention des autorisations requises, cette transaction sera achevée en 2005 et donnera lieu à un gain significatif. Etant donné l'existence de pertes d'exploitation nettes intégralement couvertes par une provision pour dépréciation, ce gain potentiel ne donnera naissance à aucune charge d'impôts.

Les activités aux Etats-Unis et au Canada de la joint venture WesternGeco sont structurées comme une *Limited Liability Company* (« LLC »), mais sont considérées comme des sociétés de personnes aux fins de la fiscalité. Le résultat net de WesternGeco, présenté dans la Note 23, intègre une charge d'impôts comme si la LLC était assujettie à l'impôt sur les bénéfices, car c'est sur cette base que la direction évalue les résultats de ce secteur d'activité. Toutefois, la charge d'impôts figurant au *Compte de résultat consolidé* comprend uniquement la quote-part de la charge d'impôts de la LLC imputable à Schlumberger. Dans le *Compte de résultat consolidé*, les *Intérêts minoritaires* correspondent pour l'essentiel à la participation des minoritaires dans les résultats avant impôts des LLC, ainsi qu'à leur part dans le résultat après impôts des activités de la joint venture en dehors des États-Unis et au Canada. Les données des exercices précédents ont été reclassées afin d'être conformes à cette nouvelle présentation.

Les éléments de la charge d'impôts consolidée au titre des activités en exploitation sont analysés ci-dessous :

(en millions)

	2004	2003	2002
Charge de l'exercice :			
Etats-Unis – impôt fédéral	\$ 13	\$ 97	\$ (16)
Etats-Unis – impôt des états	1	11	(2)
Autres pays	221	183	211
	<u>\$ 235</u>	<u>\$ 291</u>	<u>\$ 193</u>
Impôts différés :			
Etats-Unis – impôt fédéral	\$ 30	\$ (88)	\$ 16
Etats-Unis – impôt des états	6	(15)	2
Autres pays	6	(40)	(106)
Provision pour dépréciation	-	62	147
	<u>\$ 42</u>	<u>\$ (81)</u>	<u>\$ 59</u>
Impôt consolidé sur les bénéfices	<u>\$ 277</u>	<u>\$ 210</u>	<u>\$ 252</u>

Le tableau ci-dessous fournit un rapprochement entre le taux d'imposition fédéral aux États-Unis (35 %) et le taux d'imposition consolidé effectif :

	2004	2003	2002
Taux de l'impôt fédéral aux Etats-Unis	35	35	35
Bénéfices à l'étranger imposés à des taux différents	(10)	(20)	(28)
Impact de la participation mise en équivalence	(1)	(5)	(3)
Part des minoritaires dans le résultat de la LLC	(1)	1	(2)
Provision pour dépréciation	-	14	22
Autre	(2)	-	-
Charges et crédits	-	21	14
Taux d'imposition effectif	<u>21</u>	<u>46</u>	<u>38</u>

Les charges et les crédits détaillés à la Note 5 *Charges – Activités en exploitation* ont augmenté le taux d'imposition effectif de vingt et un points de pourcentage en 2003 et de quatorze points en 2002. L'impact en 2004 n'a pas été significatif.

21. Baux et engagements de location

Le montant total des loyers afférents aux activités en exploitation s'est élevé à 464 millions de dollars en 2004, 345 millions en 2003 et 310 millions en 2002. Les engagements minima de location dans le cadre de baux non résiliables pour les cinq prochains exercices sont les suivants :

(en millions)

2005	\$ 102
2006	86
2007	65
2008	40
2009	31
Au-delà	60
	<u>\$ 384</u>

22. Engagements hors-bilan

Le Bilan consolidé comprend des provisions pour les coûts futurs estimés des mesures de remise en état de l'environnement liées à l'utilisation et à l'évacuation dans le passé de matières dangereuses, lorsqu'il est probable que la responsabilité de Schlumberger est mise en cause et que les coûts peuvent être raisonnablement estimés. La majeure partie de ces coûts concerne des activités cédées ainsi que des installations ou des sites qui ne sont plus exploités. Il est possible que le coût final de remise en état dépasse les montants estimés du fait du caractère aléatoire de certains éléments, tels que le moment et le niveau de retraitement, la technologie à venir, les modifications réglementaires, les risques de dommages corporels ou de dégradation des ressources naturelles ou de biens immobiliers ainsi que divers autres facteurs. La direction n'estime cependant pas que de tels coûts supplémentaires aient un impact significatif sur les liquidités, la situation financière ou les résultats d'exploitation consolidés futurs.

Le Bilan consolidé comprend des provisions au titre des coûts futurs estimés découlant des cessions d'activités qui ont été achevées. Il est possible que les coûts définitifs dépassent les montants comptabilisés. La direction estime que ces coûts supplémentaires ne devraient pas avoir un impact significatif sur les liquidités, la situation financière ou les résultats d'exploitation consolidés futurs.

En décembre 2004, WesternGeco et Schlumberger ont reçu des demandes de communication de pièces de la part du grand jury du bureau du procureur général du District sud du Texas, portant sur des documents concernant des visas susceptibles d'avoir été obtenus frauduleusement par des citoyens non américains faisant partie des membres de l'équipage de navires présents dans le Golfe du Mexique. Nous préparons une réponse, dans laquelle figureront les informations requises dans la demande de communication de pièces. Schlumberger n'est actuellement pas à même de prévoir l'issue de cette affaire et l'impact corollaire qu'elle pourrait avoir sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la société.

En outre, Schlumberger et ses filiales sont engagés dans divers procès. Une provision est constituée lorsqu'une perte est probable et peut être raisonnablement estimée. A l'heure actuelle, il n'est pas possible de prévoir l'issue de ces procès, et donc d'estimer le montant précis ou approximatif des pertes susceptibles de découler d'un jugement défavorable pour ces affaires. Toutefois, Schlumberger considère que tout passif qui pourrait en résulter ne devrait pas affecter de manière significative sa trésorerie, sa situation financière et ses résultats consolidés futurs.

Dans le cadre habituel de ses activités, Schlumberger est responsable de l'exécution et de l'achèvement des contrats et des produits. La direction estime que ces obligations ne sont pas significatives en regard de la trésorerie, la situation financière et les résultats d'exploitation consolidés futurs de la société.

Les instruments financiers de Schlumberger soumis au risque de concentration de crédit comprennent principalement des disponibilités et des placements à court terme, des investissements en titres à revenu fixe détenus jusqu'à leur échéance, ainsi que des créances sur la clientèle. Schlumberger investit ses liquidités et placements à court terme auprès d'institutions et de sociétés financières et limite son risque de crédit vis-à-vis de chacune d'entre elles. Schlumberger évalue régulièrement la solvabilité des émetteurs auprès desquels la société investit. Les créances sur la clientèle sont réparties dans de nombreux pays et concernent de nombreux clients.

23. Informations par secteur d'activité

Schlumberger se compose de deux secteurs d'activité : Services pétroliers (OFS) et WesternGeco.

L'activité OFS, qui couvre quatre secteurs économiques et géographiques clairement définis, est évaluée sur la base suivante : premièrement, l'Amérique du Nord, un marché autosuffisant ; deuxièmement, l'Amérique latine, constituée par des marchés régionaux interdépendants des États-Unis ; troisièmement, l'Europe, autre marché important et autosuffisant, dans lequel nous incluons la CEI et l'Afrique de l'Ouest, dont l'économie est reliée de plus en plus étroitement à celle de l'Europe ; quatrièmement, la région Moyen-Orient et Asie, qui comprend les autres pays de l'hémisphère oriental, à divers stades de développement économique, tous dépendants du secteur pétrolier. Le secteur OFS offre tous les services d'exploration et de production nécessaires pendant la durée de vie d'un gisement de pétrole. Schlumberger estime que tous les produits et services sont liés et attend des performances identiques des uns et des autres.

WesternGeco fournit à l'échelle mondiale une large gamme de services d'imagerie, de contrôle et de développement de réservoirs et dispose d'équipes de sismiques étoffées ainsi que d'une importante banque de données sismiques multiclients. Ces services vont des campagnes sismiques tridimensionnelles et répétées dans le temps (4D) aux campagnes multicomposantes pour la délimitation de gisements potentiels et la gestion de réservoir. WesternGeco est détenu à 70 % par Schlumberger et à 30 % par Baker Hughes.

Les informations financières par secteur d'activité pour les trois exercices clos les 31 décembre 2004, 2003 et 2002 sont les suivantes :

(en millions)

	2004								
	Chiffre d'affaires	Résultat après impôts et intérêts minoritaires	Intérêts minoritaires	Impôts	Résultat avant impôts et intérêts minoritaires	Actifs attribuables à un secteur	Dotation aux amortis- sements et aux provisions	Dépenses d'investis- sement	
OFS									
Amérique du Nord	\$ 3 108	\$ 340	\$ -	\$ 179	\$ 519	\$ 1 969	\$ 253	\$ 247	
Amérique latine	1 746	181	-	40	221	1 246	142	131	
Europe/CEI/Afrique de l'Ouest	2 788	367	-	80	447	1 846	233	262	
Moyen-Orient/Asie	2 478	569	-	80	649	1 724	228	361	
Eliminations/Autres	119	(45)	-	10	(35)	3 770	60	62	
	<u>10 239</u>	<u>1 412</u>	<u>-</u>	<u>389</u>	<u>1 801</u>	<u>10 555</u>	<u>916</u>	<u>1 063</u>	
WESTERNGECO	1 238	53	22	49	124	1 504	378	212	
Eliminations et autres	3	(61)	14	(161)	(208)	3 877	14	4	
Actifs liés aux activités cédées						65			
	<u>\$ 11 480</u>	<u>\$ 1 404</u>	<u>\$ 36</u>	<u>\$ 277</u>		<u>\$ 16 001</u>	<u>\$ 1 308</u>	<u>\$ 1 279</u>	
Produits financiers					54				
Frais financier					(201)				
Charges					(243)				
					<u>\$ 1 327</u>				

(en millions)

2003									
	Chiffre d'affaires	Résultat après impôts et intérêts minoritaires	Intérêts minoritaires	Impôts	Résultat avant impôts et intérêts minoritaires	Actifs attribuables à un secteur	Dotation aux amortis- sements et aux provisions	Dépenses d'investis- sement	
OFS									
Amérique du Nord	\$ 2 626	\$ 234	\$ -	\$ 131	\$ 365	\$ 1 818	\$ 265	\$ 140	
Amérique latine	1 439	177	-	44	221	1 136	153	102	
Europe/CEI/Afrique de l'Ouest	2 605	379	-	81	460	1 644	218	167	
Moyen-Orient/Asie	2 090	451	-	58	509	1 443	206	246	
Eliminations/Autres	63	(46)	-	28	(18)	3 482	30	114	
	8 823	1 195	-	342	1 537	9 523	872	769	
WESTERNGECO	1 183	(17)	(7)	4	(20)	1 644	442	240	
Éliminations et autres	11	138	(144)	(136)	(142)	4 199	27	12	
Actifs liés aux activités cédées						4 675			
	\$ 10 017	\$ 1 316	\$ (151)	\$ 210		\$ 20 041	\$ 1 341	\$ 1 021	
Produits financiers					49				
Frais financier					(329)				
Charges					(638)				
					\$ 457				

(en millions)

2002									
	Chiffre d'affaires	Résultat après impôts et intérêts minoritaires	Intérêts minoritaires	Impôts	Résultat avant impôts et intérêts minoritaires	Actifs attribuables à un secteur	Dotation aux amortis- sements et aux provisions	Dépenses d'investis- sement	
OFS									
Amérique du Nord	\$ 2 308	\$ 174	\$ -	\$ 100	\$ 274	\$ 1 866	\$ 280	\$ 197	
Amérique latine	1 318	143	-	26	169	1 143	157	124	
Europe/CEI/Afrique de l'Ouest	2 496	305	-	78	383	1 629	215	285	
Moyen-Orient/Asie	1 916	402	-	50	452	1 396	198	272	
Eliminations/Autres	133	(26)	-	26	-	3 195	21	93	
	8 171	998	-	280	1 278	9 229	871	971	
WESTERNGECO	1 476	4	1	66	71	2 324	388	515	
Éliminations et autres	10	65	(86)	(94)	(115)	2 716	50	29	
Actifs liés aux activités cédées						5 166			
	\$ 9 657	\$ 1 067	\$ (85)	\$ 252		\$ 19 435	\$ 1 309	\$ 1 515	
Produits financiers					68				
Frais financier					(364)				
Charges					(283)				
					\$ 655				

Les éliminations du résultat net des Services pétroliers comprennent certains frais de siège non affectés à un secteur géographique, la fabrication et certaines autres opérations et les coûts maintenus dans OFS.

La rubrique Éliminations et autres inclut principalement l'amortissement de l'écart d'acquisition et d'autres actifs incorporels, de même que des charges hors exploitation, telles que les charges liées aux transferts entre secteurs et aux frais financiers (hormis ceux figurant ci-dessus), qui ne sont pas incluses dans le résultat d'exploitation par secteur. Les actifs non attribuables à un secteur comprennent principalement des placements à court terme et des placements à revenu fixe détenus jusqu'à échéance.

Au cours des trois exercices clos le 31 décembre 2004, aucun client ne représentait à lui seul plus de 10 % du chiffre d'affaires consolidé.

Au cours des trois derniers exercices, Schlumberger n'a dégagé aucun chiffre d'affaires autre qu'intragroupe dans son pays de domiciliation. Durant chacun de ces trois exercices, seul le chiffre d'affaires réalisé aux États-Unis a représenté plus de 10 % du chiffre d'affaires consolidé. Le chiffre d'affaires réalisé aux États-Unis s'est élevé à 3,6 milliards de dollars en 2004, contre 3,0 milliards de dollars en 2003 et 3,3 milliards de dollars en 2002.

Les frais financiers ne comprennent pas les montants inclus dans les résultats des secteurs (2004 – 8 millions de dollars ; 2003 – 5 millions ; 2002 – 4 millions).

La dotation aux amortissements et aux provisions et les dépenses d'investissement comprennent les coûts se rapportant aux données sismiques multiclients.

24. Retraites et avantages complémentaires de retraite

Régimes de retraite aux États-Unis

Schlumberger et sa filiale aux États-Unis ont adopté plusieurs régimes de retraite à prestations définies en faveur de la quasi-totalité du personnel embauché avant le 1^{er} octobre 2004. La valeur des droits est déterminée en fonction du nombre d'années de service et de la moyenne des rémunérations. Ces régimes sont presque intégralement couverts par des versements effectués auprès d'un trust, tant pour les services passés que présents. Les charges comptabilisées dans l'exercice sont déterminées par des actuaires indépendants. La politique de gestion de ces plans de retraite est de verser chaque année des montants basés sur un certain nombre de facteurs, notamment l'obligation actuarielle cumulée, et des montants déductibles fiscalement de l'impôt fédéral sur les sociétés. Ces contributions ont pour but de couvrir les droits cumulés et ceux provenant d'obligations futures. Les contributions de Schlumberger en 2004 étaient de 254 millions de dollars. En 2005, ces contributions devraient représenter entre 150 millions et 200 millions de dollars.

Schlumberger calcule les obligations de retraite, la juste valeur des actifs des fonds de retraite et la valeur annuelle nette de l'ensemble des droits au 31 décembre.

Les hypothèses retenues pour le calcul de la charge de retraite sont détaillées ci-dessous :

	2004	2003	2002
Taux d'actualisation	6,25 %	6,75 %	7,25 %
Taux d'augmentation des rémunérations	3,00 %	3,00 %	3,00 %
Rendement des actifs des fonds	8,50 %	8,50 %	8,50 %

Le montant de la charge nette des régimes de retraite aux États-Unis pour 2004, 2003 et 2002 est analysé ci-dessous :

(en millions)

	2004	2003	2002
Coût relatif aux services rendus au cours de l'exercice	\$ 53	\$ 56	\$ 51
Charge d'intérêt sur le coût des prestations projetées	98	93	90
Rendement anticipé des actifs des fonds (rendement réel : 2004, \$ 123 ; 2003, \$ 177 ; 2002, \$ (114))	(90)	(87)	(93)
Amortissement des obligations relatives aux services passés et autres	5	5	7
Charge liée à la norme comptable FAS 88	6	-	-
Amortissement des pertes (gains) nets latents	19	4	-
Charge de retraite nette de l'exercice	<u>\$ 91</u>	<u>\$ 71</u>	<u>\$ 55</u>

Aux 31 décembre 2004 et 2003, la variation de la valeur de l'ensemble des droits projetés, les actifs des régimes de retraite et le montant des engagements étaient les suivants :

(en millions)

	2004	2003
Valeur de l'ensemble des droits projetés à l'ouverture	\$ 1 583	\$ 1 441
Coût relatif aux services rendus	53	56
Charge d'intérêts	98	93
Déficits actuariels	84	94
Prestations versées	(92)	(82)
Amendements	(8)	(6)
Cession	-	(13)
Charge liée à la norme comptable FAS 88	6	-
Valeur de l'ensemble des droits projetés à la clôture	<u>\$ 1 724</u>	<u>\$ 1 583</u>
Valeur au cours du marché des actifs des fonds à l'ouverture	\$ 1 107	\$ 952
Rendement effectif des actifs des fonds	123	177
Cotisations	254	69
Prestations versées	(92)	(82)
Cession	-	(9)
Frais administratifs	(6)	-
Valeur au cours du marché des actifs des fonds à la clôture	<u>\$ 1 386</u>	<u>\$ 1 107</u>
Excédent de la valeur des actifs par rapport à la valeur de l'ensemble des droits projetés	\$ (338)	\$ (476)
Déficit net latent	371	324
Obligations relatives aux services passés, non comptabilisées	(11)	11
Actifs (passifs) de retraite à la clôture	<u>\$ 22</u>	<u>\$ (141)</u>
Valeur au cours du marché des actifs des fonds à la clôture	\$ 1 386	\$ 1 107
Valeur de l'ensemble des droits cumulés à la clôture	(1 620)	(1 478)
Obligations minimums de retraite	(234)	(371)
Actifs (passifs) de retraite à la clôture	(22)	141
Actif incorporel	-	11
Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	<u>\$ (256)</u>	<u>\$ (219)</u>

En raison du recul des performances boursières en 2002 et 2003 et de la baisse des taux d'intérêt, la valeur des actifs détenus dans le cadre des régimes de retraite américains a diminué au cours des deux dernières années, accroissant de façon proportionnelle le déficit de capitalisation des régimes. Du fait de la dépréciation des actifs des fonds de pension et de la baisse des taux d'intérêt, qui accroît la valeur actuelle des engagements de retraite, Schlumberger a comptabilisé dans les *Capitaux propres* une charge cumulée supplémentaire avant impôts sans incidence sur la trésorerie de 37 millions de dollars (23 millions après impôts) en 2004. Au 31 décembre 2004, la charge cumulée avant impôts sans incidence sur la trésorerie imputée aux *Capitaux propres* s'élevait à 256 millions de dollars (159 millions après impôts). Cette provision est susceptible d'être partiellement réintégrée au cours des exercices à venir en cas de reprise du marché.

Le taux d'actualisation, le taux d'augmentation des rémunérations et le rendement estimé des actifs des fonds utilisés pour déterminer la valeur de l'ensemble des droits projetés sont détaillés ci-après :

	2004	2003
Taux d'actualisation	6,00 %	6,25 %
Taux d'augmentation des rémunérations	3,00 %	3,00 %
Rendement des actifs des fonds	8,50 %	8,50 %

Au 31 décembre 2004, les actifs des fonds ne comprenaient aucune action ordinaire de Schlumberger.

Le tableau ci-dessous donne une ventilation des actifs des fonds de pension :

(en millions)

	2004	2003
Actions américaines – gérées activement	\$ 480	\$ 381
Actions américaines – indexées	189	131
Actions – autres pays	251	180
Titres à revenu fixe - long terme	276	257
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	146	103
Autres investissements	44	55
	\$ 1 386	\$ 1 107

L'allocation d'actifs a pour objectif de diversifier le portefeuille en investissant dans différentes catégories d'actifs afin de diminuer la volatilité tout en maintenant une combinaison d'actifs offrant le rendement à long terme le plus élevé qu'il est possible d'attendre accompagné d'un niveau de risque acceptable. Les stratégies d'investissement prévoient de réaligner aux niveaux prédéfinis la combinaison d'actifs à chaque fois que nécessaire et de réévaluer au moins une fois par an les niveaux de capitalisation et les stratégies d'allocation d'actifs. Pour accroître la diversification et limiter les risques liés à la gestion, Schlumberger ne confie généralement pas plus de 15 % des actifs des fonds à un seul gestionnaire.

Le rendement anticipé des actifs à long terme est de 8,5 %. Cette hypothèse représente le taux de rendement des actifs des fonds de pension et correspond au rendement moyen anticipé des fonds investis ou devant être investis dans le but de financer les prestations incluses dans les droits projetés. L'hypothèse retenue correspond aux taux de rendement futurs anticipés du portefeuille compte tenu de l'allocation d'actifs et des taux de rendement dégagés par le passé. La pertinence de l'hypothèse est revue au moins une fois par an. Au cours des dix dernières années, le fonds de pension a dégagé un rendement annualisé de 10,2 %.

Les prestations devant être versées dans le cadre du régime de retraite sont détaillées ci-après :

(en millions)

2005	\$ 91
2006	\$ 93
2007	\$ 94
2008	\$ 97
2009	\$ 100
2010 - 2014	\$ 585

Régimes de retraite en dehors des États-Unis

Les filiales de Schlumberger cotisent à des plans de retraite à prestations définies et des plans de retraite à cotisations définies en faveur de la quasi-totalité de leur personnel non couvert par des régimes statutaires. Pour les plans à prestations définies, les cotisations et les coûts sont généralement basés sur un pourcentage prédéterminé des salaires des employés. En 2004, les charges comptabilisées au titre de ces régimes se sont élevées à 39 millions de dollars, contre 33 millions en 2003 et 33 millions en 2002.

Pour les plans à prestations définies, les charges comptabilisées durant l'exercice sont déterminées par des actuaires indépendants. Ces plans sont presque intégralement couverts par des versements effectués auprès de trusts, tant pour les services passés que présents. Les charges comptabilisées au titre de la totalité des plans à prestations définies se sont élevées à 54 millions de dollars en 2004, 35 millions de dollars en 2003 et 32 millions de dollars en 2002.

Compte tenu des actifs des plans et de la valeur de l'ensemble des droits projetés, le seul plan à prestations définies significatif en dehors des États-Unis est celui du Royaume-Uni. En 2005, les cotisations au plan britannique devraient être comprises entre 30 et 35 millions de dollars.

Schlumberger calcule les obligations de retraite, la juste valeur des actifs des fonds de retraite et la valeur annuelle nette de l'ensemble des droits au 31 décembre.

Le taux d'actualisation, le taux d'augmentation des rémunérations et le rendement estimé des actifs des fonds utilisés pour déterminer la valeur de l'ensemble des droits projetés sont détaillés ci-après :

	2004	2003	2002
Taux d'actualisation	5,60 %	5,70 %	5,75 %
Taux d'augmentation des rémunérations	4,00 %	3,75 % - 2,50 %	4,00 %
Rendement des actifs des fonds	8,00 %	8,50 %	9,00 %

Pour le plan britannique, le montant de la charge nette pour 2004, 2003 et 2002 (converti en dollars des États-Unis au taux moyen de l'exercice) est analysé ci-après :

(en millions)

	2004	2003	2002
Coût relatif aux services rendus au cours de l'exercice	\$ 24	\$ 24	\$ 25
Charge d'intérêts sur le coût des prestations projetées	32	24	19
Rendement anticipé des actifs des fonds (rendement effectif : 2004, \$ 48 ; 2003, \$ 57 ; 2002, \$ (42))	(38)	(36)	(37)
Amortissement des pertes latentes	10	2	-
Charge nette de l'exercice	\$ 28	\$ 14	\$ 7

La variation de la valeur de l'ensemble des droits projetés, les actifs des fonds et le montant des engagements de retraite (convertis en dollars des États-Unis au taux de change à la clôture de l'exercice) étaient les suivants :

(en millions)

	2004	2003
Valeur de l'ensemble des droits projetés à l'ouverture	\$ 1 570	\$ 1 142
Coût relatif aux services rendus	29	52
Charge d'intérêt	32	66
Cotisations des bénéficiaires	2	7
Transferts	34	18
Pertes actuarielles	32	165
Différence de change	52	152
Prestations versées	(16)	(32)
Cessions	22	-
Cession de SchlumbergerSema	(1 003)	-
Valeur de l'ensemble des droits projetés à la clôture	<u>\$ 754</u>	<u>\$ 1 570</u>
Valeur au cours du marché des actifs des fonds à l'ouverture	\$ 1 108	\$ 815
Rendement effectif des actifs des fonds	48	152
Différence de change	43	106
Cotisations patronales	34	47
Cotisations salariales	2	7
Transferts	15	15
Prestations versées	(16)	(32)
Cessions	26	(2)
Cession de SchlumbergerSema	(668)	-
Valeur au cours du marché des actifs des fonds à la clôture	<u>\$ 592</u>	<u>\$ 1 108</u>
Excédent de la valeur des droits projetés par rapport à la valeur des actifs	\$ (162)	\$ (462)
Perte nette latente	238	498
Obligations relatives aux services passés, non comptabilisés	19	-
Actif net latent à la date du changement de méthode	(1)	(1)
Actifs des plans	<u>\$ 94</u>	<u>\$ 35</u>
Valeur de marché des actifs des plans sous-capitalisés à la clôture	\$ 592	\$ 882
Valeur de l'ensemble des droits cumulés – plans sous-capitalisés à la clôture	(626)	(1 097)
Obligations minimums – plans sous-capitalisés	(34)	(215)
Actif (passif) de retraite – plans sous-capitalisés	(94)	6
Actif incorporel	19	-
Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	<u>\$ (109)</u>	<u>\$ (209)</u>

En raison du recul des performances boursières en 2002 et 2003 et de la baisse des taux d'intérêt, la valeur des actifs détenus dans le cadre des régimes de retraite américains a diminué au cours des deux dernières années, accroissant de façon proportionnelle le déficit de capitalisation des régimes. Du fait de la dépréciation des actifs des fonds de pension et de la baisse des taux d'intérêt, qui accroît la valeur actuelle des engagements de retraite, Schlumberger a comptabilisé dans les *Capitiaux propres* une charge supplémentaire avant impôts sans incidence sur la trésorerie de 7 millions de dollars (5 millions après impôts) en 2004. Au 31 décembre 2004, la charge cumulée avant impôts sans incidence sur la trésorerie imputée aux *Capitiaux propres* s'élevait à 109 millions de dollars (76 millions après impôts). Cette provision est susceptible d'être partiellement réintégrée au cours des exercices à venir en cas de reprise du marché.

Le taux d'actualisation et le taux d'augmentation des rémunérations utilisés pour déterminer la valeur de l'ensemble des droits projetés sont détaillés ci-après :

	2004	2003
Taux d'actualisation	5,40 %	5,60 %
Taux d'augmentation des rémunérations	4,10 %	4,00 – 3,50 %

Le tableau ci-dessous donne une ventilation des actifs des fonds de pension :

(en millions)

	2004	2003
Actions et titres assimilés	\$ 385	\$ 818
Titres à revenu fixe	118	178
Obligations indexées de l'Etat britannique	63	56
Immobilier	-	17
Autres investissements	26	39
	\$ 592	\$ 1 108

Les administrateurs fiduciaires de tous les plans britanniques déterminent leur stratégie d'investissement en regard du profil des engagements de chaque fonds pris individuellement et ont retenu des grilles de référence offrant à leur avis un équilibre entre l'optimisation des rendements des actifs et la minimisation d'un risque de déficit des engagements à long terme.

Globalement, les administrateurs fiduciaires de chaque plan ont pour objectif d'obtenir un niveau de diversification et de liquidité appropriés permettant de dégager une croissance du capital et des rendements afin de financer, grâce aux nouvelles cotisations salariales et patronales, les engagements actuels et futurs de chaque plan. Pour ce faire, ils utilisent les services de gestionnaires qui doivent respecter des grilles de référence et diverses restrictions afin d'éviter toute concentration anormale d'actifs. Au fur et à mesure de la maturation des plans, les administrateurs fiduciaires adaptent la pertinence de leur politique d'investissement.

L'hypothèse de rendement global anticipé des actifs représente le rendement moyen anticipé de chacune des principales catégories d'actifs. Le rendement anticipé de chaque catégorie d'actif est obtenue à partir d'une analyse des performances historiques, d'analyses prévisionnelles des marchés financiers (sur la base des rendements existants) et des opinions des sociétés d'investissement. Il est également tenu compte du rendement anticipé des actifs susceptibles d'être réinvestis. Au cours des dix années passées, le rendement annualisé des fonds de pension a été de 6,8 % et au cours des quinze dernières années, il s'est élevé à 8,0 %.

Les prestations devant être versées dans le cadre du régime sont détaillées ci-dessous :

(en millions)

2005	\$ 14
2006	\$ 14
2007	\$ 15
2008	\$ 16
2009	\$ 18
2010 - 2014	\$ 122

Autres avantages de retraite

Outre des plans de retraite, Schlumberger et ses filiales font bénéficier les retraités d'autres avantages, principalement d'intéressement aux bénéfices. Les coûts afférents à ces avantages ont été, respectivement, de 151, 134 et 138 millions de dollars en 2004, 2003 et 2002.

Couverture médicale

Schlumberger et sa filiale aux États-Unis offrent à certains employés en activité des plans liés au remboursement de frais médicaux. Le coût de ces avantages est pris en charge au fur et à mesure des dépenses et s'est élevé, respectivement, à 68, 70 et 79 millions de dollars en 2004, 2003 et 2002. En dehors des États-Unis, de tels avantages sont dans la plupart des cas octroyés dans le cadre de régimes statutaires.

Avantages complémentaires de retraite

Schlumberger et sa filiale aux États-Unis font bénéficier les anciens membres de leur personnel affiliés aux régimes de retraite aux États-Unis de certaines prestations de couverture des frais médicaux

Le 19 mai 2004, le Financial Accounting Standards Board a publié l'orientation FASB Staff Position N° 106-2 (« la FSP ») afin de donner des orientations sur la subvention des médicaments prescrits sur ordonnance prévue par la loi *Medicare Prescription Drug, Improvement and Modernization Act* de 2003 (« la Loi »). Schlumberger fait actuellement bénéficier ses anciens employés ayant pris leur retraite dans le cadre des régimes américains d'avantages complémentaires de retraite. Pour ces employés, la prestation fournie par Schlumberger au titre des médicaments prescrits sur ordonnance serait, d'un point de vue actuariel, considérée comme équivalente aux prestations prévues aux termes de la Loi. Ainsi qu'autorisé par la FSP, Schlumberger a adopté par anticipation les dispositions de cette orientation à compter du 1^{er} juillet 2004. Cette adoption s'est traduite par une diminution de l'engagement cumulé au titre des avantages complémentaires de retraite, pour une subvention de quelque 82 millions de dollars. La subvention donnera lieu à une réduction de la charge périodique nette au titre des avantages complémentaires de retraite d'environ 12 millions de dollars (avant impôts), dont 6 millions ont été comptabilisés au troisième trimestre de 2004, le reliquat étant comptabilisé au quatrième trimestre 2004. Ces économies avant impôts d'environ 12 millions de dollars correspondent à une réduction des frais financiers sur l'engagement cumulé au titre des avantages complémentaires de retraite (5 millions de dollars), à une diminution de l'amortissement de la perte nette (4 millions de dollars) et à une baisse du coût relatif aux services rendus au cours de l'exercice (3 millions de dollars).

Schlumberger calcule les obligations au titre des avantages complémentaires de retraite et la valeur annuelle nette de l'ensemble des droits au 31 décembre.

Les principales hypothèses actuarielles retenues pour le calcul des coûts étaient un taux d'actualisation de 6,25 % en 2004, 6,75 % en 2003 et 7,25 % en 2002. La hausse du coût des prestations liées aux frais médicaux était de 9,8 % pour être ramenée à 5 % sur les six années suivantes, puis à 5 % ultérieurement.

La charge nette des exercices 2004, 2003 et 2002 au titre des avantages complémentaires de retraite aux États-Unis est analysée ci-dessous :

(en millions)

	2004	2003	2002
Coût relatif aux services rendus au cours de l'exercice	\$ 29	\$ 28	\$ 21
Charge d'intérêt sur l'engagement cumulé au titre des avantages complémentaires de retraite	51	53	41
Amortissement de la perte nette non comptabilisée et autres	6	11	4
	<u>\$ 86</u>	<u>\$ 92</u>	<u>\$ 66</u>

Les variations des engagements cumulés et le montant des engagements au titre des avantages complémentaires de retraite étaient les suivants aux 31 décembre 2004 et 2003 :

(en millions)

	2004	2003
Engagements cumulés au titre des avantages complémentaires de retraite à l'ouverture	\$ 933	\$ 676
Coût relatif aux services rendus	29	28
Charge d'intérêts	51	53
Excédents actuariels	(44)	202
Prestations versées	(29)	(26)
Modifications du plan	(107)	-
Engagements cumulés au titre des avantages complémentaires de retraite à la clôture	833	933
Déficit net latent	(269)	(326)
Obligations relatives aux services passés non comptabilisés	100	(2)
Provision au titre des avantages complémentaires de retraite au 31 décembre	<u>\$ 664</u>	<u>\$ 605</u>

En 2004, des modifications ont été apportées au plan. Aux termes de ces modifications, Schlumberger n'est plus dans l'obligation de provisionner les engagements au titre des avantages complémentaires de retraite avant que les employés aient atteint l'âge de 40 ans. A leur quarantième anniversaire, les employés sont invités à adhérer et cotiser au plan. Schlumberger devait précédemment provisionner les engagements au titre des avantages complémentaires de retraite à compter de la date d'embauche, quel que soit l'âge de l'employé.

Les engagements au titre des avantages complémentaires de retraite aux 31 décembre 2004 et 2003 se répartissent comme suit :

(en millions)

	2004	2003
Retraités	\$ 420	\$ 404
Membres de plein droit	222	162
Personnel en activité	191	367
	<u>\$ 833</u>	<u>\$ 933</u>

L'engagement cumulé au titre des avantages complémentaires de retraite a été calculé à partir d'un taux d'actualisation de 6,00 % en 2004 et 6,25 % en 2003.

Dans l'hypothèse d'une hausse d'un point du coût des prestations médicales par rapport à celle prise en compte ci-dessus, le coût des prestations de santé en 2004 se serait élevé à 101 millions de dollars, et l'engagement cumulé au titre des avantages complémentaires de retraite au 31 décembre 2004 aurait représenté 970 millions de dollars.

Dans l'hypothèse d'une baisse d'un point du coût des prestations médicales par rapport à celle prise en compte ci-dessus, le coût des prestations de santé en 2004 se serait élevé à 73 millions de dollars, et l'engagement cumulé au titre des avantages complémentaires de retraite au 31 décembre 2004 aurait représenté 720 millions de dollars.

25. Informations complémentaires

Les frais financiers et les impôts sur les bénéfices payés au titre des activités en exploitation sont les suivants :

(en millions)

Exercice clos le 31 décembre	2004	2003	2002
Frais financiers	\$ 85	\$ 354	\$ 373
Impôts sur les bénéfices	\$ 253	\$ 150	\$ 251

Le poste *Fournisseurs, autres créanciers et charges à payer* se ventile comme suit :

(en millions)

Au 31 décembre	2004	2003
Rémunérations, congés payés et autres frais de personnel	\$ 631	\$ 654
Fournisseurs	813	800
Impôts autres que sur les bénéfices	190	160
Retraites	290	543
Charges à payer	832	1 005
Autre	225	86
	<u>\$ 2 981</u>	<u>\$ 3 248</u>

Le poste *Produits financiers et autres revenus* s'analyse comme suit :

(en millions)

Exercice clos le 31 décembre	2004	2003	2002
Produits financiers	\$ 56	\$ 52	\$ 69
Quote-part dans le résultat net des sociétés affiliées	94	75	64
Moins-value de cession des actions Atos Origin	(21)	-	-
Plus-value de cession du billet Hanover Compressor	-	32	-
Plus-value de cession de participations	-	2	-
Plus-value de cession d'instruments financiers	-	5	6
	<u>\$ 129</u>	<u>\$ 166</u>	<u>\$ 139</u>

La *Provision pour créances douteuses* est analysée ci-après:

(en millions)

Exercice clos le 31 décembre	2004	2003
Solde à l'ouverture	\$ 128	\$ 173
Augmentation	26	55
Comptabilisation en pertes	(27)	(65)
Reclassé dans les <i>Actifs destinés à être cédés</i>	(3)	(36)
Autre ¹	(10)	1
Solde à la clôture	<u>\$ 114</u>	<u>\$ 128</u>

¹ Comprend les acquisitions et cessions de sociétés

Rapport de la direction sur le contrôle interne exercé sur le reporting financier

Il appartient à la direction de Schlumberger Limited de mettre en place et de maintenir un contrôle interne adéquat sur le reporting financier, comme précisé dans la Règle 13a – 15(f) de la *Securities and Exchange Act* de 1934 (loi boursière américaine). Le contrôle interne du reporting financier de Schlumberger Limited est un processus destiné à donner une certitude raisonnable quant à la fiabilité du reporting financier et des états financiers établis à des fins externes conformément aux principes comptables généralement admis.

Du fait des limites inhérentes au contrôle interne, il est possible que fausses déclarations ne soient pas systématiquement détectées ou évitées. Par ailleurs, l'évaluation de l'efficacité projetée sur des périodes futures est soumise au risque d'une inadéquation des contrôles provoquée par une évolution des conditions, ou d'une éventuelle détérioration du niveau de respect des politiques et procédures.

La direction de Schlumberger Limited a évalué l'efficacité du contrôle interne de la société sur son reporting financier au 31 décembre 2004. Lors de cette évaluation, elle a utilisé les critères préconisés par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO) dans son ouvrage intitulé *Contrôle interne – Infrastructure intégrée*. Notre évaluation nous permet de conclure qu'au 31 décembre 2004, le contrôle interne de la société sur le reporting financier est efficace, sur la base de ces critères.

L'évaluation de l'efficacité du contrôle interne sur le reporting financier au 31 décembre 2004 conduite par Schlumberger Limited a été auditée par PricewaterhouseCoopers LLP, société d'expertise comptable indépendante, ainsi qu'exposé dans leur rapport qui figure en page 86 de ce Rapport Annuel.

Rapport de la société d'expertise comptable indépendante

Aux administrateurs et actionnaires
de Schlumberger Limited

Nous avons réalisé un audit intégré des états financiers 2004 de Schlumberger Limited et de son contrôle interne sur le reporting financier au 31 décembre 2004, ainsi que des audits de ses états financiers consolidés 2003 et 2002, conformément aux normes préconisées par le Public Company Oversight Board (Etats-Unis). Nos opinions, basées sur nos audits, sont présentées ci-après.

Etats financiers consolidés

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints, bilan, compte de résultats, état des fonds propres et état des flux de trésorerie, donnent une image fidèle, dans tous ses aspects significatifs, de la situation financière de Schlumberger Limited et de ses filiales aux 31 décembre 2004 et 2003, ainsi que des résultats et flux de trésorerie pour les trois exercices clos les 31 décembre 2004, 2003 et 2002, conformément aux principes comptables généralement admis aux États-Unis d'Amérique. Ces états financiers ont été établis sous la responsabilité de la direction de Schlumberger. Notre responsabilité consiste, sur la base de nos audits, à émettre une opinion sur ces états financiers. Nos audits ont été effectués conformément aux normes préconisées par le Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis). Selon ces normes, nous devons planifier et réaliser l'audit de façon à obtenir une assurance raisonnable que ces états financiers ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit d'états financiers comprend l'examen par sondage des éléments probants qui justifient les montants et informations figurant dans les états financiers, l'appréciation de la validité des principes comptables utilisés et des estimations significatives faites par la direction, ainsi que l'appréciation de la présentation des états financiers dans leur ensemble. Nous estimons que nos audits constituent un fondement raisonnable à notre opinion.

Ainsi que mentionné dans la note 19 de l'Annexe aux États financiers consolidés, la Société a modifié sa méthode de comptabilisation des options d'achat d'actions en 2003.

Contrôle interne sur le reporting financier

Par ailleurs, à notre avis, la déclaration sur l'évaluation conduite par la direction, figurant dans le Rapport de la direction sur le contrôle interne sur le reporting financier en page 80 de ce Rapport Annuel, qui affirme que la société a exercé un contrôle interne adéquat sur le reporting financier au 31 décembre 2004 sur la base des critères préconisés dans l'ouvrage intitulé *Contrôle interne – Infrastructure intégrée* publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO) est juste, dans tous ses aspects significatifs, sur la base de ces critères. En outre, à notre avis, la société a exercé un contrôle interne efficace, dans tous ses aspects significatifs, sur le reporting financier au 31 décembre 2004, sur la base des critères préconisés dans l'ouvrage intitulé *Contrôle interne – Infrastructure intégrée* publié par le COSO. Il appartient à la direction de la société d'exercer un contrôle interne efficace sur le reporting financier et d'évaluer l'efficacité. Notre responsabilité consiste à exprimer des opinions sur l'évaluation faite par la direction et sur l'efficacité du contrôle interne sur le reporting financier conformément aux normes préconisées par le Public Company Accounting Oversight Board (Etats-Unis). Selon ces normes, nous devons planifier et exécuter notre audit afin d'obtenir la certitude raisonnable que le reporting financier a été soumis à un contrôle interne efficace, dans tous ses aspects significatifs. Un audit du contrôle interne sur le reporting financier nécessite d'acquiescer une compréhension du contrôle interne sur le reporting financier, de juger l'évaluation de la direction, de tester et d'évaluer l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne, et d'exécuter toute autre procédure jugée nécessaire en la circonstance. Nous pensons que nos audits constituent un fondement raisonnable pour nos opinions.

Le contrôle interne d'une entreprise sur le reporting financier est un processus destiné à fournir une certitude raisonnable quant à la fiabilité du reporting financier et des états financiers établis à des fins externes conformément aux principes comptables généralement admis. Le contrôle interne d'une société sur son reporting financier comprend les politiques et procédures qui (i) portent sur la tenue de registres reflétant, de façon raisonnablement détaillée, les transactions sur et les cessions d'actifs de la société ; (ii) donnent la certitude raisonnable que les transactions sont enregistrées de façon adéquate pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement admis, et que les recettes et les dépenses de la société sont réalisées dans le respect des autorisations de la direction et des administrateurs de la société ; et (iii) donnent la certitude raisonnable quant à la prévention ou la détection précoce de toute acquisition, utilisation ou cession d'actifs de la société qui pourraient avoir un impact significatif sur les états financiers.

Du fait des limites inhérentes au contrôle interne, il est possible que des fausses déclarations ne soient pas systématiquement détectées ou évitées. Par ailleurs, l'évaluation de l'efficacité projetée sur des périodes futures est soumise au risque d'une inadéquation des contrôles provoquée par une évolution des conditions, ou d'une éventuelle détérioration du niveau de respect des politiques et procédures.

/s/ PRICEWATERHOUSECOOPERS LLP

PricewaterhouseCoopers LLP

New York, New York

Le 1^{er} mars 2005

Résultats trimestriels
(NON AUDITÉS)

Le tableau ci-dessous résume les résultats trimestriels des exercices clos les 31 décembre 2004 et 2003. La marge brute, qui correspond au chiffre d'affaires d'exploitation moins le coût des ventes et des services, a été retraitée afin d'exclure les activités cédées.

(en millions, sauf pour les montants par action)

	Chiffre d'affaires	Marge brute	Résultat net	Résultat par action ⁷	
				Avant dilution	Après dilution
Trimestres - 2004					
Premier ¹	\$ 2 673	\$ 552	\$ 220	\$ 0,37	\$ 0,37
Deuxième ²	2 833	602	356	0,60	0,59
Troisième ³	2 906	605	318	0,54	0,53
Quatrième	3 068	679	330	0,56	0,55
	<u>\$ 11 480</u>	<u>\$ 2 438</u>	<u>\$ 1 224</u>	<u>\$ 2,08</u>	<u>\$ 2,04</u>
Trimestres - 2003					
Premier	\$ 2 359	\$ 469	\$ 149	\$ 0,26	\$ 0,26
Deuxième ⁴	2 512	537	112	0,19	0,19
Troisième ⁵	2 522	83	(55)	(0,09)	(0,09)
Quatrième ⁶	2 624	500	177	0,30	0,30
	<u>\$ 10 017</u>	<u>\$ 1 589</u>	<u>\$ 383</u>	<u>\$ 0,66</u>	<u>\$ 0,65</u>

¹ Comprend une charge nette après impôts de 152 millions de dollars.

² Comprend une charge nette après impôts de 33 millions de dollars.

³ Comprend une charge nette de 13 millions de dollars.

⁴ Comprend des coûts de 82 millions de dollars liés à l'extinction de dettes.

⁵ Comprend une charge nette après impôts de 298 millions de dollars.

⁶ Comprend une charge nette après impôts de 61 millions de dollars.

⁷ La somme des résultats trimestriels par action peut ne pas correspondre au total des résultats annuels par action.

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES SUR CINQ ANS

(en millions, sauf pour les montants par action)

Exercice clos le 31 décembre	2004	2003 ¹	2002 ¹	2001 ¹	2000 ¹
RÉSUMÉ DE L'EXPLOITATION					
Chiffre d'affaires d'exploitation:					
Services pétroliers	\$ 10 239	\$ 8 823	\$ 8 171	\$ 8 381	\$ 6 855
WesternGeco	1 238	1 183	1 476	1 702	511
Éliminations et autres	3	11	10	770	1 138
Total du chiffre d'affaires d'exploitation	\$ 11 480	\$ 10 017	\$ 9 657	\$ 10 853	\$ 8 504
% d'augmentation (de diminution) sur l'année précédente	15%	4%	(11)%	28%	14%
Résultat d'exploitation avant impôts :					
Services pétroliers	\$ 1 801	\$ 1 537	\$ 1 278	\$ 1 585	\$ 1 061
WesternGeco	124	(20)	71	221	(25)
Éliminations et autres ²	(208)	(142)	(115)	(116)	(131)
Résultat d'exploitation avant impôts et intérêts minoritaires	1 717	1 375	1 234	1 690	905
Intérêts minoritaires	(36)	15	(9)	(57)	-
Total du résultat avant impôts avant impôts et charges	\$ 1 681	\$ 1 390	\$ 1 225	\$ 1 633	\$ 905
% d'augmentation (de diminution) sur l'année précédente	21%	13%	(25)%	80%	99%
Produits financiers	54	49	68	153	297
Frais financiers	201	329	364	380	273
Charges (crédits) nets des intérêts minoritaires ³	243	502	188	17	(36)
Impôts sur les bénéfices ³	277	210	252	592	240
Bénéfice - activités en exploitation	\$ 1 014	\$ 398	\$ 489	\$ 797	\$ 725
% d'augmentation (de diminution) sur l'année précédente	155%	20%	39%	10%	177%
Bénéfice (perte) – activités cédées ou en cours de cession	\$ 210	\$ (15)	\$ (2 809)	\$ (275)	\$ 10
Résultat net	\$ 1 224	\$ 383	\$ (2 320)	\$ 522	\$ 735
% d'augmentation (de diminution) sur l'année précédente	220%	-	-	(29)%	100%
Résultat par action avant dilution					
Activités en exploitation	\$ 1,72	\$ 0,68	\$ 0,84	\$ 1,39	\$ 1,27
Activités cédées ou en cours de cession	0,36	(0,03)	(4,85)	(0,48)	0,02
Résultat net	\$ 2,08	\$ 0,66	\$ (4,01)	\$ 0,91	\$ 1,29
Réintégration de l'amortissement des écarts d'acquisition	-	-	-	0,50	0,17
Résultat ajusté par action	\$ 2,08	\$ 0,66	\$ (4,01)	\$ 1,41	\$ 1,46
Résultat par action avant dilution					
Activités en exploitation	\$ 1,70	\$ 0,68	\$ 0,84	\$ 1,38	\$ 1,25
Activités cédées ou en cours de cession	0,34	(0,03)	(4,83)	(0,47)	0,02
Résultat net	\$ 2,04	\$ 0,65	\$ (3,99)	\$ 0,91	\$ 1,27
Réintégration de l'amortissement des écarts d'acquisition	-	-	-	0,50	0,17
Résultat ajusté par action	\$ 2,04	\$ 0,65	\$ (3,99)	\$ 1,41	\$ 1,44
Dividende en numéraire déclaré par action	\$ 0,75	\$ 0,75	\$ 0,75	\$ 0,75	\$ 0,75

(en millions, sauf pour les montants par action)

Exercice clos le 31 décembre	2004	2003¹	2002¹	2001¹	2000¹
RÉSUMÉ DES DONNÉES FINANCIÈRES					
Acquisition d'immobilisations corporelles	\$ 1 216	\$ 872	\$ 1 169	\$ 1 811	\$ 1 242
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	\$ 1 007	\$ 1 016	\$ 1 076	\$ 1 027	\$ 939
Nombre moyen d'actions en circulation :					
Avant dilution	589	584	579	574	570
Après dilution	613	586	582	580	580
AU 31 DECEMBRE					
Endettement net ⁴	\$ (1 459)	\$ (4 176)	\$ (5 021)	\$ (5 037)	\$ 422
Fonds de roulement	\$ 2 328	\$ 1 554	\$ 735	\$ 1 487	\$ 3 502
Total de l'actif	\$ 16 001	\$ 20 041	\$ 19 435	\$ 22 326	\$ 17 173
Dettes à long terme	\$ 3 944	\$ 6 097	\$ 6 029	\$ 6 216	\$ 3 573
Capitaux propres	\$ 6 117	\$ 5 881	\$ 5 606	\$ 8 378	\$ 8 295
Effectifs – activités en exploitation	52 500	51 000	51 000	53 000	53 000

¹ Reclassé dans les activités cédées en 2004.

² Comprend l'amortissement des écarts d'acquisition en 2001 et 2000.

³ Pour de plus amples informations sur les charges et les impôts sur les bénéfices afférents, veuillez vous reporter aux pages 28 et 31 de ce rapport.

⁴ Tel que défini en page 37 de ce rapport.

L'organisation de Schlumberger

Fondé en 1927, Schlumberger est la première société mondiale de services pétroliers et fournit des technologies, des services de gestion de projet et des solutions d'information qui optimisent les performances de l'industrie pétrolière et gazière internationale. Au 31 décembre 2004, la Société employait plus de 52 000 collaborateurs de plus de 140 nationalités différentes, dans 80 pays. Les principaux sièges de Schlumberger se trouvent à Paris, New York et La Haye. Schlumberger se compose de deux secteurs d'activité : Services pétroliers, premier fournisseur mondial d'une large gamme de services et solutions technologiques à l'industrie pétrolière et gazière internationale ; WesternGeco, l'une des plus grandes sociétés de pointe dans le secteur de la sismique de surface, détenue conjointement avec Baker Hughes.

Le 29 janvier 2004, Schlumberger a finalisé la cession de SchlumbergerSema à Atos Origin. En 2004, la Société a mené à son terme l'introduction en bourse d'Axalto et elle ne conserve pas de participation dans le capital de cette entreprise. Avec les autres opérations intervenues en 2004 et 2005, Schlumberger a désormais achevé son programme de cessions des activités autres que les services pétroliers.

Services pétroliers est le premier fournisseur de technologies, de services de gestion de projets et de solutions d'information pour l'industrie pétrolière. Fort de 46 000 collaborateurs, ce secteur gère ses activités dans le cadre de 27 GeoMarkets* de Services pétroliers, regroupées en quatre grandes zones géographiques : Amérique du Nord, Amérique latine, Europe/CEI/Afrique de l'Ouest, Moyen-Orient et Asie. Les GeoMarkets offrent aux clients un point de contact local unique pour leurs opérations sur le terrain et mobilisent des équipes locales pour répondre aux besoins locaux spécifiques et offrir des solutions sur mesure.

En 1927, Schlumberger a inventé le logging, technique qui permet de recueillir des données dans les puits de pétrole et de gaz. Aujourd'hui, Services pétroliers est présent sur chacun des grands marchés de services auxquels l'industrie a recours pendant toute la durée de vie d'un réservoir. Organisés en sept lignes de produits, pour lesquelles Schlumberger détient plusieurs positions dominantes, ces services tirent parti des synergies techniques pour introduire des solutions innovantes sur les différents GeoMarkets.

- Logging : services fournissant l'information nécessaire à l'évaluation de la formation, à la planification et au contrôle de la construction des puits, et à l'évaluation et la gestion de la production. On les divise en logging des formations en trou ouvert, et logging des formations en puits tubé.
- Forage et mesures : services de forage dirigé, de mesures en cours de forage et de logging en cours de forage.
- Services pour les puits : construction de puits de pétrole et de gaz, et optimisation de la production. Services de pompage haute pression, stimulation des puits, opérations au coiled tubing, cimentation et services d'ingénierie.
- Complétion et productivité des puits : services d'essais, de complétion et d'optimisation de la production de pétrole et de gaz – essais et perforation, complétions intelligentes, et production assistée.
- Gestion intégrée des projets : conseil, gestion des projets et études d'ingénierie tirant parti de l'expertise des autres segments technologiques au service du secteur de l'exploration-production.
- Services de données et de conseil : évaluation, interprétation et intégration de tous types de données d'exploration-production, et services de conseil experts pour la caractérisation des réservoirs, l'amélioration de la production, les solutions multidisciplinaires pour les réservoirs et la production, et la planification du développement de gisements.
- Solutions Information Schlumberger : conseil, logiciels, gestion de l'information et gestion de l'infrastructure informatique au service des processus opérationnels de base de l'industrie pétrolière et gazière.

Ces lignes de produits technologiques sont aussi chargées de superviser les processus opérationnels, l'attribution des ressources, l'affectation du personnel et les questions de qualité, santé, sécurité et environnement sur les différents GeoMarkets.

Elles bénéficient de l'assistance de 23 centres de recherche et de développement (R&D). Dans ses efforts de R&D, Schlumberger est résolument engagé en faveur de programmes de technologies avancées qui visent à accroître l'efficacité des services pétroliers, abaisser les coûts de découverte et de production, améliorer la productivité, optimiser la récupération des réserves et augmenter la valeur des actifs, tout en permettant de réaliser l'ensemble de ces objectifs dans le respect de la sécurité et de l'environnement.

Services pétroliers recourt à son propre personnel pour commercialiser ses produits et services. L'ensemble des services partage les mêmes clients ainsi que des risques commerciaux et des opportunités de croissance globalement similaires. Les centres de production, les services d'études d'ingénierie, les centres de recherche et les personnels sont partagés. L'innovation technologique, la qualité du service et le prix constituent les principaux atouts de Schlumberger vis-à-vis de la concurrence. Pour chaque service proposé, la compétition varie selon les zones géographiques. Bien que ses concurrents soient nombreux et de toutes tailles, Schlumberger se positionne en leader des services de mesures et de logging en cours de forage, de logiciels de géoscience et de traitement entièrement informatisé des données de logging. Une part importante de l'offre de Schlumberger n'est pas liée aux appareils de forage ; le chiffre d'affaires n'est donc pas nécessairement corrélé avec les variations du nombre d'appareils en activité.

Schlumberger détient une participation de 40 % dans M-I Drilling Fluids, joint venture formée avec Smith International, qui propose des fluides de forage et de complétion permettant de stabiliser les couches géologiques pendant l'opération de forage, et de réduire au minimum les dommages causés à la formation durant les opérations de complétion et de reconditionnement.

WesternGeco, qui est détenu à 70 % par Schlumberger, fournit à l'échelle mondiale une gamme complète de services d'imagerie, de surveillance et de développement des réservoirs ; la Société dispose d'équipes de sismique et de centres de traitement de données les plus importants de l'industrie, ainsi que de la plus vaste banque de données sismiques multiclients du monde. Les services qu'elle assure vont des campagnes sismiques 3D et répétées dans le temps (4D) aux campagnes multicomposantes pour la délimitation des gisements potentiels et la gestion des réservoirs. Parmi les solutions de sismique figurent la technologie exclusive Q* pour la description, la caractérisation et la surveillance des réservoirs pendant toute la durée de vie du gisement – de l'exploitation à la récupération assistée.

Pour répondre au large éventail des besoins des clients dans le domaine des services à terre, en mer et dans les zones de transition en eau peu profonde, WesternGeco propose une large gamme de technologies et de services :

- Sismique terrestre : gamme complète de moyens d'acquisition des données de sismique à terre et dans les zones de transition en eau peu profonde.
- Sismique marine : système d'acquisition des données sismiques marines par capteur unique entièrement étalonné et traitement des données recueillies, offrant l'avancée technologique indispensable à la gestion des réservoirs de nouvelle génération.
- Services multiclients : données sismiques de haute qualité issues des bassins d'hydrocarbures les plus prometteurs, et banque de données sismiques multiclients de pointe.
- Services pour les réservoirs : équipes, outils et technologies permettant aux clients de bénéficier d'une approche entièrement intégrée pour localiser, définir et surveiller le réservoir.
- Traitement des données sismiques : centres de traitement à grande échelle des données sismiques pour les projets complexes.

Conseil d'administration

John Deutch^{4,5}
Professeur
Massachusetts Institute of
Technology
Cambridge, Massachusetts

Jamie S. Gorelick^{1,2}
Associée
Wilmer Cutler Pickering Hale
and Dorr LLP
Washington, D.C.

Andrew Gould³
Président-directeur général
Schlumberger

Tony Isaac^{1,3}
Directeur général
BOC Group
Surrey, Royaume-Uni.

Adrian Lajous^{1,2,4}
Consultant principal Énergie
McKinsey & Company
Houston, Texas
Président
Petrometrica
Mexico

André Lévy-Lang^{1,4,5}
Investisseur
Paris

Didier Primat³
Président
Primwest Holding N.V.
Curaçao, Antilles néerlandaises

Tore I. Sandvold³
Président-directeur général
Sandvold Energy AS
Oslo, Norvège

Nicolas Seydoux^{2,4}
Président-directeur général
Gaumont
Paris

Linda Gillespie Stutz^{1,2,4}
Associée
Stutz, Davis & Staffier, P.C.
Washington, D.C.

¹ Membre du Comité d'audit

² Membre du Comité de rémunération

³ Membre du Comité financier

⁴ Membre du Comité des nominations et de
gouvernance d'entreprise

⁵ Membre du Comité technologique

Direction

Andrew Gould
Président-directeur général

Jean-Marc Perraud
Directeur général adjoint
Directeur financier

Dalton Boutte
Directeur général adjoint

Chakib Sbiti
Directeur général adjoint

Ellen Summer
Secrétaire du conseil
Directrice juridique

Simon Ayat
Trésorier

Jean Chevallier
Directeur

Mark Danton
Directeur

Philippe Lacour-Gayet
Directeur

Terje Nikolaysen
Directeur

Satish Pai
Directeur

Doug Pferdehirt
Directeur

David Tournadre
Directeur

Andre B. Erlich
Directeur des systèmes
d'information

Frank Sorgie
Directeur comptable

Janet B. Glassmacher
Secrétaire adjointe du conseil

Page 16 : Carlos Ramirez Posada,
ingénieur de terrain de Services
pour les puits au Brésil.

Informations générales

Informations aux actionnaires

L'action Schlumberger est cotée à la Bourse de New York (symbole SLB), sur Euronext Paris et Amsterdam, à la Bourse de Londres et à la Bourse suisse SWX

Pour obtenir, en anglais, les résultats trimestriels et les annonces de dividende, ainsi que des informations sur le Groupe, appelez le numéro 00 1 703 797 18 62. Consultez également notre site Internet : www.slb.com/ir et inscrivez-vous pour recevoir des avis électroniques.

Service des titres, gestion et contrôle

EquiServeTrust Company, N.A.
P.O. Box 43010
Providence, Rhode Island
02940-3010
Tél. 00 1 781 575 3400

Des informations aux actionnaires sont disponibles sur le site : www.equiserve.com

Rapport annuel et rapport 10-K

Les actionnaires peuvent obtenir gratuitement un exemplaire du rapport annuel inclus dans le rapport 10-K déposé à la *Securities and Exchange Commission*, en s'adressant au secrétaire du conseil d'administration de Schlumberger Limited, 153 East 53rd Street, 57th Floor, New York, NY 10022 ou en téléphonant au 00 1 703 797 18 62. Ils peuvent aussi le consulter en ligne à l'adresse suivante : www.slb.com/ir

Avis électroniques

Pour recevoir les communiqués de presse de Schlumberger, des informations sur l'actualité du Groupe et des nouvelles quotidiennes de l'industrie, inscrivez-vous à l'adresse suivante : www.slb.com/ir

Couverture : Luis Villamizar,
chef de projet IPM sur un site,
en Sibérie occidentale .

Envois multiples

Si un actionnaire détient des actions sur plusieurs comptes, ou si des actionnaires habitent à la même adresse, il se peut qu'ils reçoivent le rapport annuel en plusieurs exemplaires. Le cas échéant, vous pouvez contribuer à éviter des frais superflus en demandant l'envoi d'une seule copie. Vous êtes alors invités à contacter. Equiserve Trust Company, N.A., agent de transfert et agent chargé des registres.

Schlumberger sur Internet

Pour tout renseignement sur les technologies, les services et les solutions de Schlumberger, et pour connaître les dernières nouvelles de l'industrie, consultez notre site Internet : www.slb.com

Recrutement

Visitez notre site
www.careers.slb.com

Programmes d'intérêt général à but non lucratif

Schlumberger soutient et encourage plusieurs programmes d'intérêt général à but non lucratif, à l'échelle tant mondiale que locale, qui sont souvent lancés et mis en œuvre par ses collaborateurs. Nous avons choisi de faire porter notre effort sur l'aide à l'éducation, car celle-ci est fondamentale pour un développement socio-économique réussi. Pour tout savoir sur ces programmes, visitez les sites www.seed.slb.com et www.foundation.slb.com

* Marque de Schlumberger
ECLIPSE est une marque déposée et Petrel est une marque de Schlumberger.

Photographies de Philippe Charliat (couverture et deuxième de couverture-page1, pages2-3, 4-5, 12-13, page 16, et quatrième de couverture), Frédéric Carnet (pages6-7, 14-15), Mark Curis (pages 8-9) et Jeff Heger (pages 10-11).

Quatrième de couverture :

Marina Bulova, ingénieur en
développement de produits au
Centre de Moscou.

Schlumberger Limited

153 East 53rd Street,
57th Floor,
New York, New York 10022

42 rue Saint-Dominique,
75007 Paris

Parkstraat 83,
2514 JG The Hague

www.slb.com



Schlumberger